

Université de Montréal

Le facteur-clé du développement économique :  
la culture ou la reconnaissance légale  
des droits de propriété ?

par  
Nicolas Bertrand

Département de philosophie  
Faculté des Arts et des Sciences

11612085

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A)  
en philosophie  
option « Recherche »

Octobre 2004

©Nicolas Bertrand, 2004



B  
29  
U54  
2005  
v.010

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Le facteur-clé du développement économique :  
la culture ou la reconnaissance légale  
des droits de propriété ?

présenté par :  
Nicolas Bertrand

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

..... Wayne Norman .....

président-rapporteur

..... Joseph Heath .....

directeur de recherche

..... Christine Tappolet .....

membre du jury

## RÉSUMÉ

Ce mémoire se propose d'étudier et de critiquer deux thèses qui ont chacune la prétention d'identifier ce qui constitue le *facteur-clé* du développement économique. La première, défendue par David Landes, affirme que c'est la culture d'une société qui représente la condition essentielle de sa réussite ou de son échec en matière économique. Nous l'examinerons en adoptant la perspective historique qui est celle de Landes, avant de nous interroger de manière plus générale sur la pertinence d'une telle conception du développement. Nous nous intéresserons par la suite aux idées mises de l'avant par Hernando De Soto, lequel soutient pour sa part que la solution au problème de la pauvreté dans le monde passe par la reconnaissance légale des droits de propriété de l'ensemble des citoyens d'un pays. La seconde partie de ce travail vise donc à approfondir sa thèse et à en évaluer la portée explicative.

Mots clés : développement économique – sous-développement économique – richesse – pauvreté – culture – droits de propriété – Occident – Tiers monde.

## ABSTRACT

The aim of this dissertation is to present and discuss two theories of economic development, which both provide an explanation for the *key factor* of this phenomenon. The first one is defended by David Landes, who argues that it is the culture of a society that is the essential condition of its economic success or failure. The first part of this paper will examine his thesis, based on historical analysis, and will then question the relevance of that type of explanation about economic development. Secondly, we will study the ideas of Hernando De Soto, an economist who argues that the solution to the problem of poverty in the world has to do with the legalization of *all* property rights already possessed by the poor inhabitants of Third World countries. A critique will follow the presentation of his work.

Key words: economic development – economic underdevelopment – wealth – poverty – culture – property rights – Western civilization – Third World.

## TABLES DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	iii
ABSTRACT .....	iv
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	vii
INTRODUCTION .....	1
<i>La faim dans le monde</i> .....	1
<i>La crise mondiale de l'eau</i> .....	3
<i>Le travail des enfants dans le monde</i> .....	4
<i>La pandémie du sida et la propagation d'autres maladies</i> .....	5
<b>Comprendre le développement économique pour lutter contre la pauvreté</b> .....	7
CHAPITRE PREMIER :	
SUR L'IMPORTANCE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT	
ÉCONOMIQUE DES ÉTATS : LA THÈSE DE DAVID LANDES .....	10
<b>La pauvreté, véritable fléau pour l'humanité</b> .....	10
<b>Les faveurs de la géographie</b> .....	13
<b>Le Moyen Âge européen</b> .....	14
<b>Le développement de la science et de la technologie dans l'Europe médiévale</b> .....	16
<b>La Révolution industrielle</b> .....	18
<i>Une parenthèse weberienne</i> .....	27
<i>L'économie du savoir</i> .....	28
<b>Les grandes explorations et leurs conséquences</b> .....	30
<i>Il ne suffit pas d'être riche</i> .....	31
<b>L'esclavage, le colonialisme et l'impérialisme</b> .....	32
<b>La condition des femmes</b> .....	36
<b>Le cas du Japon</b> .....	41
<b>Les leçons de l'histoire</b> .....	47
CHAPITRE 2 :	
EXPLIQUER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR LA CULTURE :	
CRITIQUES ET OBJECTIONS .....	54
<b>Qu'est-ce que la culture ?</b> .....	54
<b>La culture est-elle vraiment en mesure d'expliquer le développement</b>	
<b>économique ?</b> .....	61
<b>L'incidence de la culture sur le développement : une variable difficilement</b>	
<b>quantifiable</b> .....	62
<i>La grande et la petite tradition, ou comment la culture influence-t-elle les</i>	
<i>comportements ?</i> .....	65
<b>Les implications morales de l'explication culturelle du développement</b> .....	68
<i>De la difficulté à départager « race » et culture</i> .....	68
<i>Des cultures de moindre importance</i> .....	69
<b>La résistance au changement culturel</b> .....	72
<b>Poursuivre la recherche</b> .....	74

## CHAPITRE 3 :

## HERNANDO DE SOTO, OU LA RECONNAISSANCE LÉGALE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ DES PAUVRES COMME CONDITION ESSENTIELLE DU DÉVELOPPEMENT .....

Le mystère du capital.....	77
La richesse des pauvres .....	78
Le facteur-clé du développement économique : des droits de propriété reconnus par la loi .....	80
Ce que la propriété peut .....	83
1) Un système de propriété formel fixe le potentiel économique d'un actif.....	86
2) Un système de propriété formel intègre des informations éparses en un seul système .....	87
3) Un système de propriété formel rend les gens financièrement responsables .....	87
4) Un système de propriété formel facilite l'échange des actifs .....	88
5) Un système de propriété formel crée des réseaux étendus entre les individus....	89
6) Un système de propriété formel protège les transactions .....	90
L'influence de la pensée de Ronald Coase sur Hernando De Soto .....	91
Le développement : un défi légal et politique .....	92
1) adopter la perspective du pauvre .....	101
2) obtenir l'appui de l'élite .....	108
3) obtenir l'appui des bureaucraties légales .....	108
Vaincre le sous-développement.....	109

## CHAPITRE 4 :

## QUELQUES RÉSERVES À PROPOS DES IDÉES

DÉFENDUES PAR DE SOTO .....	111
Expliquer le développement par la culture : une grave erreur selon De Soto....	111
Générer plus de richesse grâce à la représentation formelle des actifs : quelques précisions .....	115
À la défense de la culture.....	116
L'Occident et la règle de droit .....	116
La confiance et le développement .....	117
Le contexte politique, la culture et le système de propriété formel .....	120
Le rôle des femmes .....	122
Qu'est-ce que le capital ? .....	124
De Soto et l'histoire du développement économique .....	126

CONCLUSION.....	129
Quand la culture et les droits de propriété font bon ménage.....	129
Les vertus du scepticisme .....	134
Et le politique dans tout ça ? .....	139



## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ALÉNA:	Accord de libre-échange Nord Américain
FMI :	Fonds monétaire international
ILD :	Institut pour la liberté et la démocratie
OIT :	Organisation internationale du travail
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA :	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PIB :	Produit intérieur brut
SIDA :	Syndrome d'immunodéficience acquise
SRAS :	Syndrome respiratoire aigu sévère
VIH :	Virus d'immunodéficience humaine

## INTRODUCTION

Pour quiconque s'intéresse un tant soit peu à la politique, et en particulier à la politique internationale, l'inégale répartition de la richesse dans le monde constitue tout à la fois un énorme défi pour la pensée ainsi qu'une source presque intarissable de soucis. En effet, comprendre l'infinie complexité de ce phénomène n'est pas une mince affaire, cependant que ses conséquences sont quant à elles des plus préoccupantes. Car si les habitants des États les plus fortunés du monde ont vu depuis deux siècles leurs conditions de vie s'améliorer d'une façon extraordinaire, il reste que la vaste majorité de l'humanité vit encore de nos jours comme autrefois, c'est-à-dire dans la précarité, la pauvreté ou, pire, dans le dénuement le plus total. Il y a déjà là matière à réflexion et, pour les plus *moraux* d'entre nous, incitation à l'action.

Hélas, la morale n'a jamais mené le monde, et c'est pourquoi l'urgence d'agir pour aider les plus démunis de ce monde ne pourra trouver un véritable écho et une véritable impulsion que lorsque les habitants des pays riches réaliseront que la menace est à leur porte, c'est-à-dire lorsqu'ils verront leur bien-être et leur prospérité menacés par le désœuvrement d'autrui. Bien entendu, une telle situation – presque apocalyptique – n'est pas prévue pour demain, et il serait par ailleurs fort injuste de faire porter aux pays les plus fortunés tout le fardeau de la pauvreté dans le monde. Les pays du Tiers monde ont ainsi à assumer une part certaine de responsabilité pour leurs déboires économiques et, à bien y penser, les solutions pour enrayer le sous-développement devront en définitive émaner de ces pays et non de l'étranger.

Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que la planète se rétrécit de plus en plus à mesure que la mondialisation gagne du terrain, ce qui signifie aussi que des problèmes jadis confinés à une échelle nationale ou régionale ne le sont plus désormais. Qu'il suffise donc de souligner en guise d'introduction quelques-uns des enjeux liés à la pauvreté les plus cruciaux auxquels l'humanité est confrontée en ce début de siècle.

### *La faim dans le monde*

La sous-alimentation et les risques de famine représentent l'un des aspects les plus manifestes de la pauvreté dans le monde. Selon Jean Ziegler, Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, on estime à 100 000 le nombre de

personnes qui meurent de la faim ou de ses conséquences immédiates à *chaque jour*. Par ailleurs, *L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* évalue à 826 millions le nombre de personnes souffrant à l'heure actuelle de sous-alimentation grave ou chronique dans le monde, soit l'équivalent de la population des pays occidentaux<sup>1</sup>. Pour Ziegler, les deux principales causes de la malnutrition dans le monde sont le partage inégal des terres – d'où la nécessité de procéder à des réformes agraires dans de nombreux pays – de même que l'absence de revenus adéquats pour se procurer les denrées essentielles. Bref, ne pas gagner un salaire décent parce qu'il n'y a pas de travail ou parce qu'on est sous-payé a une incidence directe sur la capacité de se nourrir convenablement. « L'équation est simple : quiconque a de l'argent mange et vit. Qui n'en a pas souffre, devient invalide ou meurt.<sup>2</sup> »

Ne pas manger à sa faim est particulièrement délétère pour les enfants, qui sont dans les faits les principales victimes de la malnutrition puisque leur croissance est compromise par la privation et le manque de nourriture, qui a aussi pour effet de retarder leur développement cognitif. Chez la population en général, les conséquences néfastes de la sous-alimentation sont principalement la perte de vigueur des muscles, d'où une difficulté grandissante à offrir sa force de travail en échange d'un salaire, ainsi qu'un affaiblissement du système immunitaire qui rend ces gens plus vulnérables aux infections de toutes sortes.

Mais le plus scandaleux, c'est que le problème de la faim dans le monde n'a rien à voir avec une quelconque pénurie des ressources alimentaires à l'échelle mondiale, mais plutôt avec leur répartition inique. Avec la technologie à notre disposition de nos jours, il nous serait déjà possible de nourrir – en théorie – le double de la population mondiale actuelle, soit douze milliards d'êtres humains<sup>3</sup>. Or des milliers d'individus crèvent de faim à tous les jours, et des millions d'autres en souffrent considérablement, et pourtant nous ne faisons rien, ou si peu, pour les aider à s'en sortir.

Aussi, les choses étant malheureusement ce qu'elles sont, il y a fort à parier que cette situation injuste et cruelle perdurera tant et aussi longtemps que les pays pauvres le

---

<sup>1</sup> Cf. ZIEGLER, J., *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002, p. 13. Les données proviennent du rapport de *L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la faim dans le monde* (FAO, *World Food Report 2000*, Rome, 2000), cité par Ziegler dans son ouvrage.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>3</sup> *Ibid.*

demeureront, d'où l'importance de s'interroger sur ce qui pourrait bien les conduire à une plus grande prospérité.

### *La crise mondiale de l'eau*

L'approvisionnement en eau potable – et en eau tout court – constituera à n'en point douter l'un des enjeux déterminants du XXI<sup>e</sup> siècle. À cet égard, l'ONU estime qu'il y aurait présentement environ 1,4 milliards de personnes ne disposant pas d'eau potable en quantité suffisante, tandis que 2,4 milliards d'individus n'auraient pas accès à des systèmes d'assainissement de l'eau. Pendant ce temps, sous la pression conjuguée de la croissance démographique, de la pollution et des changements climatiques, les réserves mondiales d'eau ne cessent de s'amoindrir<sup>4</sup>. Selon les Nations Unies, nous faisons face à une crise mondiale de l'eau qui risque d'empirer avec les années, avec tout ce que la lutte éventuelle pour le contrôle de cette ressource vitale laisse présager d'affrontements politiques en tout genre.

Évidemment, les premiers à faire les frais de cette crise sont les populations pauvres du Tiers monde, qui souffrent de nombreuses maladies dues à la contamination de l'eau, de conditions d'hygiène inadéquates étant donné le manque d'eau disponible, et en général de la précarité de leur approvisionnement en eau, laquelle a des conséquences nuisibles sur l'agriculture et l'élevage notamment.

Pour l'humanité, la pauvreté d'un fort pourcentage de la population mondiale est à la fois le symptôme et la cause de la crise de l'eau. Donner aux pauvres un meilleur accès à une eau mieux gérée peut contribuer à éradiquer la pauvreté.<sup>5</sup>

L'enjeu, pour le monde, est donc de fournir davantage d'eau potable à davantage d'individus. Ce n'est qu'une fois ce défi surmonté que nous pourrions envisager avec quelque optimisme la possibilité de résoudre le problème criant de la pauvreté dans le monde, et ce n'est que lorsque l'accessibilité à l'eau sera garantie pour tous que nous pourrions également nous atteler à la difficile tâche de la gérer d'une façon plus intelligente afin de la préserver pour les générations futures.

---

<sup>4</sup> Cf. à ce propos le rapport de l'ONU intitulé *L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie. Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, Paris, UNESCO, 2003.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 4.

### *Le travail des enfants dans le monde*

Pour apporter une aide financière à leur famille dans le besoin, de trop nombreux enfants se voient contraints de travailler plutôt que d'apprendre à lire, à écrire et à compter. Le chiffre total avancé par l'*Organisation internationale du travail* (OIT) à ce sujet est effarant, puisque selon cette agence des Nations Unies il y aurait à l'heure actuelle environ 350 millions d'enfants travaillant dans le monde, et de ce nombre près de 250 millions seraient obligés de travailler durant la totalité ou la plus grande partie du temps qu'ils pourraient autrement passer à l'école<sup>6</sup>. Mais il y a pire, puisque plus de 100 millions d'enfants seraient soumis à des formes d'exploitation parmi les plus odieuses, qu'on pense ici à la prostitution, au travail dans les mines, voire même dans certains cas à de l'esclavage.

Il va sans dire que pour venir à bout du travail des enfants dans le monde, il faudra davantage que de la bonne volonté de la part des gouvernements en place. Il faudra aussi de l'argent, beaucoup d'argent. Certes, il s'agirait d'un investissement fort sensé qui rapporterait à long terme, puisque les sommes consenties dès aujourd'hui pour permettre aux enfants de quitter leur travail et de réintégrer les salles de classe seraient largement compensées par les bénéfices qui en résulteraient en quelques décennies seulement<sup>7</sup>. Mais encore faudrait-il déjà que les pays pauvres qui tolèrent le travail des enfants soient capables de financer un tel changement sociétal.

Avec le temps, tout le monde y gagnerait, puisque les entreprises verraient la productivité de leurs employés croître, tandis que les soins médicaux dispensés par l'État aux enfants victimes de conditions de travail nuisibles pour leur santé diminueraient. Évidemment, ce sont surtout les enfants eux-mêmes qui bénéficieraient d'une telle mesure, puisque des enfants scolarisés ont plus de chances d'occuper un meilleur emploi, mieux rémunéré, que les enfants qui ont moins d'éducation, et ces derniers ont également une santé plus fragile que ceux qui ne travaillent pas. Devant tant de bienfaits escomptés, il est clair que les pays en voie de développement ont tout

---

<sup>6</sup> Cf. à ce propos FOWLER, J. (*Associated Press*), « Selon un rapport de l'OIT – Abolir le travail des enfants profiterait aux pays pauvres », *Le Devoir*, 5 février 2004, p. B3. Le rapport en tant que tel s'intitule *Investir dans chaque enfant. Étude économique sur les coûts et les bénéfices de l'élimination du travail des enfants*, Bureau international du Travail, Genève, décembre 2003.

<sup>7</sup> Selon l'OIT, il en coûterait aux pays pauvres environ 760 milliards \$US d'ici 2020 pour abolir le travail des enfants et pour le remplacer par des programmes d'éducation universelle. Cependant, les avantages pécuniaires d'une telle politique seraient considérables, puisque qu'ils sont estimés par l'OIT à quelques 4100 milliards de dollars. Cf. *Le Devoir*, *op. cit.*

intérêt à agir en ce domaine. Ils ne pourront toutefois le faire de manière soutenue que le jour où ils auront la capacité de subventionner un projet d'une telle envergure, ce qui suppose déjà que ces pays se soient en partie affranchis du joug de la pauvreté. Nous sommes donc en présence d'un cercle vicieux, puisque c'est la pauvreté des familles qui les poussent à faire travailler leurs enfants, ce qui a pour conséquence d'appauvrir davantage la société dans son ensemble, laquelle éprouve dès lors beaucoup de difficultés à dédommager les parents pour le revenu qu'ils perdent en envoyant leurs enfants à l'école.

### *La pandémie du sida et la propagation d'autres maladies*

On réalise mal dans les pays riches, où l'épidémie du sida est relativement bien contenue, à quel point ce virus continue de faire des ravages ailleurs sur la planète, et en particulier parmi les populations pauvres d'Afrique et d'Asie. Selon l'ONUSIDA en effet, on compte 3 millions de victimes du sida par an, 40 millions de personnes infectées à l'heure qu'il est, et la possibilité de voir s'ajouter à ce nombre 45 millions de nouveaux cas d'ici 2010.<sup>8</sup> Dans certains pays, la situation est catastrophique : en Afrique du Sud par exemple, presque 1000 personnes décèdent chaque jour des suites du sida, et 5 millions d'individus sont déjà porteurs du VIH sur une population totale de 45 millions d'habitants. L'une des conséquences les plus tragiques de cet état de choses touche de nouveau les enfants, qui se retrouvent souvent orphelins de leur mère ou de leur père, voire des deux. De l'avis de certains experts le nombre d'orphelins du sida pourrait d'ailleurs atteindre 20 millions d'ici 2010 et ce, en Afrique sub-saharienne seulement<sup>9</sup>.

Bref, la lutte contre cette maladie est loin d'être gagnée, et encore une fois on constate que la situation économique des personnes séropositives – ainsi que celle du pays dans lequel elles vivent – a une incidence déterminante sur la possibilité d'obtenir ou non des soins de qualité. C'est que la vaste majorité des pauvres dans les pays du Tiers monde ne peuvent tout simplement pas se payer les traitements antirétroviraux nécessaires pour affaiblir le virus, en dépit pourtant de la chute significative du prix des

---

<sup>8</sup> Cf. « Accès aux traitements : combler le gouffre entre riches et pauvres », d'après Libération et Reuters, *Le Devoir*, lundi 8 juillet 2002, p. A1.

<sup>9</sup> Cf. « Vingt millions d'orphelins du sida d'ici 2010 », d'après Agence France-Presse et Reuters, *Le Devoir*, mercredi 6 août 2003, p. A2.

médicaments ces dernières années. Bien entendu, rien de tel ne se produit dans les pays riches, malgré le fait qu'il en coûte beaucoup plus cher pour s'y faire soigner. L'inégalité dans l'accès aux traitements est donc directement liée à l'inégalité dans la répartition de la richesse, puisque ceux qui peuvent se le permettre vivent plus longtemps et mieux malgré la maladie tandis que les autres n'ont à peu près aucun espoir de s'en sortir.

Sous la pression internationale pourtant, menée par certains pays en voie de développement et par diverses organisations non gouvernementales, le coût des traitements ne cesse de diminuer, comme nous l'évoquions à l'instant. Il y a donc tout lieu d'être optimiste à cet égard, dans la mesure où il sera peut-être possible pour les populations pauvres de se procurer les divers médicaments antirétroviraux d'ici quelques années. Cette éventualité est certes des plus encourageantes, mais il ne faudrait pas pour autant se méprendre : l'accessibilité universelle à la thérapie rétrovirale ne suffira pas à vaincre le sida. C'est que cette thérapie doit être strictement observée pour être efficace, ce qui requiert un système de santé capable de suivre à la trace les patients séropositifs tout en leur assurant un approvisionnement en médicaments toujours adéquats. Or, les systèmes de santé dans la plupart des pays pauvres ne sont pas outillés à l'heure actuelle pour gérer efficacement de tels programmes de soins, qui exigent des ressources considérables.

La question du prix des antirétroviraux n'est donc pas l'obstacle absolu. Dans le contexte des pays en développement, caractérisés par la pauvreté et la forte séroprévalence, l'introduction massive des antirétroviraux est un grave danger; une observance approximative du traitement entraîne le développement rapide de souches de virus très résistantes, même si l'infectivité des souches résistantes est moindre.<sup>10</sup>

Ainsi, faciliter l'accès des pauvres aux médicaments antirétroviraux constituera à n'en point douter une avancée significative dans la lutte contre le sida; par contre, le sous-développement économique dont souffrent maints États – qui se répercute évidemment sur leur système de santé – risque néanmoins de compromettre les effets bénéfiques généralement attribués à cette thérapie.

Dans un monde où les pays sont de plus en plus interdépendants, on peut craindre par ailleurs que la transmission de maladies infectieuses autres que le sida ne s'accroisse. À cet égard, le cas du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est

---

<sup>10</sup> NGIE TÊTA, I., « Le SIDA : entre brevets et système de santé », *Dire*, vol. 12, no. 3, juillet-août 2003, p. 18.

éloquent, car il illustre très bien comment un virus qui naît en un point de la planète peut en venir à infecter des gens à des milliers de kilomètres de là, de la Chine au Canada en l'occurrence. Or, qu'advierait-il si un tel virus atteignait des pays parmi les moins nantis, lesquels n'ont pas les infrastructures médicales appropriées pour prévenir ou contrer une éventuelle épidémie ? Étant donné la mobilité actuelle des gens et des marchandises, rendue possible grâce à l'amélioration des transports et nécessaire sous l'impulsion de la mondialisation de l'économie, une maladie comme le SRAS pourrait avoir des conséquences catastrophiques à l'échelle mondiale, et tout particulièrement si elle touchait des pays pauvres à forte densité démographique<sup>11</sup>. De la même manière, les maladies transmises de l'animal à l'homme – qu'on pense à la grippe aviaire, entre autres – représentent une autre source d'inquiétudes, et encore une fois les pays sous-développés seraient sans doute les premiers à écoper en cas d'épidémie, de par la plus grande proximité entre les éleveurs et leurs bêtes qui y existe, et aussi parce que les contrôles sanitaires des fermes y sont généralement moins sévères.

### **Comprendre le développement économique pour lutter contre la pauvreté**

Les quelques enjeux qui précèdent ainsi que les statistiques accablantes qui les accompagnent nous indiquent clairement que la pauvreté représente encore de nos jours un véritable fléau en de nombreux endroits sur la planète. En fait, c'est bien plutôt la prospérité qui a toujours été l'exception, aujourd'hui comme hier, ce que nous avons trop souvent tendance à oublier dans nos riches pays occidentaux. Au demeurant, nous aurions pu poursuivre plus avant l'énumération des problèmes et des défis qui attendent l'humanité et qui concernent de près ou de loin la question du développement et du sous-développement économique. Qu'il suffise de penser à l'urbanisation effrénée et chaotique qui touche de très nombreuses métropoles dans le Tiers monde, avec son lot de bidonvilles, de violence, d'exclusion et de surpopulation; aux misérables conditions de travail et de vie que doivent endurer malgré eux bien des individus; aux traités économiques qui avantagent les pays riches et forcent les pays pauvres à plusieurs sacrifices qui ne bénéficient que rarement à leur population (les programmes d'ajustement structurel du FMI aboutissent d'ailleurs souvent au même résultat); enfin, lorsque l'on a le ventre creux, les considérations écologiques deviennent secondaires, ce

---

<sup>11</sup> Cf. GRAVEL, P., « Le stress du SRAS », *Le Devoir*, samedi 26 et dimanche 27 avril 2003, p. B1-B2.



qui est tout à fait compréhensible. Cela explique en partie pourquoi la question de la préservation de l'environnement est souvent reléguée au second plan dans les pays sous-développés, pour ne pas dire complètement évacuée du débat public.

Bien sûr, le développement économique que l'on souhaite voir advenir dans des régions aujourd'hui pauvres ne résoudra certainement pas tous les maux qui affligent la terre. Il est toutefois fort raisonnable de croire que l'accroissement de la richesse de par le monde et sa meilleure distribution auront pour effet d'améliorer sensiblement le sort de millions de personnes dans de nombreux pays, ce qui n'est pas peu dire. Aussi est-ce pourquoi la question de la richesse et de la pauvreté des nations, qui n'est pas neuve – Adam Smith s'intéressait déjà ce phénomène il y a plus de 200 ans – n'en demeure pas moins tout à fait d'actualité, et tout à fait pertinente. Comment se fait-il en effet que certains États réussissent mieux que d'autres, et tout particulièrement au plan économique ? Telle est l'interrogation initiale qui a servi de fil conducteur à l'élaboration de ce mémoire, qui entend bien modestement présenter deux points de vue sur cette question et en analyser les mérites et les faiblesses respectifs.

Plus spécifiquement, il s'agira de se demander quel facteur *décisif* permet à un pays de se développer au plan économique, ce qui suppose bien entendu que ce développement ne soit pas de courte durée, mais plutôt qu'il s'étende dans le temps. Si les deux auteurs qui seront ici étudiés et commentés s'accordent pour dire qu'un tel phénomène est éminemment complexe et qu'il ne saurait dès lors être réduit à une seule cause, tous deux en proposent néanmoins une explication qui s'attache à en faire ressortir l'élément déterminant, le facteur-clé. Qu'est-ce qui est absolument nécessaire pour que le développement économique survienne, quelle est sa condition *sine qua non* ? Qu'est-ce que les sociétés qui sont parvenues à se développer « avaient » que les autres n'avaient pas, ou qu'ont-elles fait de particulier pour se sortir du cycle de la pauvreté ?

En dépit des innombrables recherches qui ont été menées à ce propos depuis Adam Smith, lesquelles ne nous ont pas encore permis de parvenir à une quelconque unanimité en la matière, l'espoir de toucher à « l'essence » du développement économique demeure. Toute la question est pourtant de savoir quel pourrait bien être ce principe fondamental. L'historien David Landes, dans *The Wealth and Poverty of Nations*, propose de faire de la culture d'une société l'élément crucial de son développement économique ou, au contraire, de son sous-développement. Le chapitre

premier de ce mémoire est consacré à l'exploration de sa thèse, alors que le second en évaluera la portée explicative. Nous étudierons ensuite la position défendue par Hernando De Soto dans *The Mystery of Capital*, lequel refuse catégoriquement de prendre en considération la culture dans son analyse de la richesse et de la pauvreté des nations. Il s'agira donc de se pencher dans le chapitre troisième sur sa conception du développement, fondée sur la reconnaissance légale des droits de propriété des pauvres, et une fois de plus nous aurons par la suite à nous prononcer sur sa pertinence, ce qui fera l'objet du quatrième chapitre.

Qu'il soit permis de faire une dernière remarque avant d'entrer dans le vif du sujet. Il importe en effet de préciser brièvement ce que nous entendons dans ce mémoire par « développement économique », ou par « richesse » si l'on préfère. La définition qui est la nôtre, on s'en doute bien, ne revêt pas un caractère technique comme il est possible d'en trouver dans les manuels d'économie, par exemple. Sans dire que ces indicateurs strictement économiques de la richesse – notamment le PIB – ne sont pas utiles pour en mesurer certains aspects, nous nous en tiendrons cependant à une définition beaucoup plus qualitative du développement, qui se veut plus globale également. C'est qu'il n'est pas impératif à notre avis d'avoir recours aux subtilités de la discipline économique pour comprendre de quoi il en retourne lorsqu'il est question de la richesse et de la pauvreté des nations, de leur développement ou de leur sous-développement. Quiconque s'intéresse un tant soit peu à l'histoire ou à la politique internationale, quiconque lit les journaux ou regarde la télévision sait d'emblée qu'il existe des pays beaucoup mieux nantis que d'autres, et il est par ailleurs tout aussi aisé de constater que cette prospérité n'est pas que *matérielle*.

Le développement économique se doit donc d'être envisagé comme un moyen pour une société de parvenir à des fins qui transcendent la seule accumulation de richesses, qu'il s'agisse d'accroître l'espérance de vie des gens, de faire reculer l'analphabétisme ou encore d'éliminer la sous-alimentation, pour ne citer que quelques exemples. Or, les États qui ont réussi un tel tour de force ne représentent qu'une faible fraction de l'ensemble des pays du monde. Voilà pourquoi il est toujours essentiel à notre époque de s'intéresser au développement économique car, une fois que nous aurons mieux compris ce qui le caractérise fondamentalement, il sera certainement possible de l'étendre à un nombre grandissant de pays et, dès lors, de plus en plus d'êtres humains pourront voir leurs conditions de vie s'améliorer.

## SUR L'IMPORTANCE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES ÉTATS : LA THÈSE DE DAVID LANDES

Le développement économique des États, qui témoigne avec éloquence de l'affranchissement de l'homme par rapport aux nécessités premières de son existence, est un phénomène dont l'apparition est relativement récente dans l'histoire de l'humanité, et qui jusqu'à ce jour n'a porté ses fruits qu'en bien peu d'endroits sur la planète. L'historien David Landes, dans *The Wealth and Poverty of Nations*, s'interroge sur ce qui a bien pu mener le monde à ressembler à ce qu'il est aujourd'hui, avec sa fracture marquée entre un petit nombre de pays riches, pour la plupart occidentaux, et une pléthore de pays pauvres, sous-développés comme on dit souvent. Pour Landes, il ne fait aucun doute que la culture d'une société, voire d'une civilisation, si elle ne peut à elle seule expliquer le développement ou le sous-développement, n'en constitue pas moins le facteur déterminant : elle fait presque, sinon toute la différence. Ainsi, c'est à ses valeurs et à ses institutions que la civilisation occidentale devrait son épanouissement, qui comporte évidemment un côté moins reluisant, à savoir son hégémonie. Sa culture, en définitive, lui aurait permis de devenir le moteur du développement économique et de la modernisation du monde.

Notre intention ici n'est évidemment pas de relater la longue ascension de l'Occident vers la prospérité, comme le fait Landes avec érudition dans son ouvrage. Tout au plus essaierons-nous de rendre compte dans ce chapitre des éléments les plus marquants de son analyse, ceux qui tendent à montrer la valeur explicative de la culture en ce qui a trait au développement. Nous réservons par ailleurs le prochain chapitre aux objections et critiques qu'il est possible de formuler à l'endroit de l'explication culturelle du développement.

### **La pauvreté, véritable fléau pour l'humanité**

Aux yeux de Landes, l'écart considérable qui sépare les pays développés des pays pauvres, non seulement en matière de richesses, mais aussi quant à la santé de leurs populations, représente aujourd'hui la plus grande menace qui pèse sur le monde. Car si de manière générale les conditions de vie se sont certes améliorées partout sur terre depuis quelques siècles, grâce aux progrès de la médecine et à l'industrialisation entre autres, il n'en demeure pas moins que les habitants des pays les mieux nantis vivent

généralement en meilleure santé et plus longtemps que nulle part ailleurs. Réduire cette inégalité des chances devant la maladie et la mort, qui s'ajoute à une disparité dans la fortune déjà criante, voilà le défi le plus important qui nous faut désormais relever. « Here is the greatest single problem and danger facing the world of the Third Millennium.<sup>1</sup> » L'autre préoccupation majeure de notre temps, à savoir la question de la dégradation de l'environnement, vient encore davantage complexifier la donne, puisque le développement est aussi synonyme de consommation et de production excessives, de destruction et de pollution. Notre avenir dépend peut-être ainsi plus que jamais du souci que l'Occident portera au bien-être des nations plus nécessiteuses, de même qu'à la manière dont l'ensemble des États du monde, riches et pauvres, gèreront le problème écologique.

D'aucuns trouveront certainement excessive l'importance accordée par Landes à l'inégale répartition des richesses entre les pays du monde. Car après tout, même si on peut la déplorer d'un point de vue moral, étant donné qu'on ne saurait justifier, du moins à l'époque qui est la nôtre, le bien-fondé d'une telle injustice<sup>2</sup>, il reste que les rapports de force existant actuellement entre les nations riches et pauvres paraissent de prime abord beaucoup moins inquiétants que ne le furent jadis ceux qui prévalurent durant la Guerre froide ou encore ceux qui conduisirent la planète aux deux Guerres mondiales. Pourquoi donc l'iniquité dans la richesse, et par conséquent dans la puissance – qui ont de tout temps existées – poseraient-elles dans ce cas de sérieuses difficultés au plan des relations internationales ?

De l'avis de Landes, il importe de ne pas sous-estimer à quel point la sécurité des États occidentaux est liée à la situation qui prévaut dans les pays moins fortunés<sup>3</sup>. Comment ne pas craindre en effet que des troubles politiques et des conflits éclateront un jour ou l'autre entre ceux qui n'ont rien, ou presque, et ceux qui semblent tout posséder ? De la même manière, et peut-être est-ce là un enjeu plus susceptible de convaincre l'opinion publique et les gouvernements des pays riches de la nécessité

---

<sup>1</sup> LANDES, D. S., *The Wealth and Poverty of Nations. Why Some Are So Rich and Some So Poor*, New York, W.W. Norton & Company, 1999, p. xx.

<sup>2</sup> On ne peut plus en effet justifier l'inégalité dans la richesse en appelant comme on le faisait jadis à la supériorité de la race ou du colonisateur et, de la même manière, il n'est plus possible de prétexter que nous vivons dans un monde aux ressources limitées, comme pour s'excuser de la pauvreté qui y règne.

<sup>3</sup> On sait d'ailleurs à quel point la sécurité est redevenue une préoccupation majeure en Occident suite aux événements du 11 septembre 2001, pour ne pas dire une véritable obsession dans le cas des États-Unis. Or nombreux sont ceux qui croient que la pauvreté est l'une des raisons principales de la recrudescence de mouvements radicaux un peu partout sur la planète.

d'agir, il apparaît désormais clairement que la très bonne qualité de vie dont jouissent les citoyens des États les mieux nantis ne pourra se maintenir qu'à condition de hausser celle des habitants des régions pauvres. « In short, wealth is an irresistible magnet; and poverty is a potentially raging contaminant: it cannot be segregated, and our peace and prosperity depend in the long run on the well-being of others.<sup>4</sup> » Les pays occidentaux auraient ainsi tout avantage à aider les pays pauvres à se développer, pour qu'ils puissent eux aussi connaître la richesse et la santé, ce qui, il va sans dire, est également dans l'intérêt de ces derniers.

Il reste néanmoins à savoir quelle réponse donner à la question suivante, cruciale et cependant loin d'avoir été résolue pour l'instant : comment expliquer le développement et le sous-développement ? Pour Landes, le facteur géographique a certes contribué à la disparité actuelle dans la richesse, et on a ainsi raison d'opposer le Nord au Sud. Pourtant, il semble selon lui plus approprié, plus significatif de parler d'une séparation historique entre l'Occident et le reste du monde, celle-ci s'étant opérée sur la base de différences culturelles entre les diverses sociétés et civilisations. Plus précisément, l'une des idées maîtresses de Landes est celle qui fait des valeurs propres à l'Occident – qui constituent à ses yeux l'essentiel de sa culture – la principale raison de son développement scientifique et technologique sans précédent, lequel favorisa en grande partie l'avènement d'une prospérité économique elle aussi sans commune mesure avec ce qui existait auparavant, et qui est encore aujourd'hui très peu répandue sur terre.

Aussi s'agira-t-il, après avoir dans un premier temps discuté de l'incidence de la géographie sur le destin des peuples, de s'attarder plus longuement sur ce lien entre culture occidentale, progrès technologique et scientifique, et enfin développement économique, ce que nous ferons dans les sections consacrées au Moyen Âge européen et à la Révolution industrielle. Ce faisant, nous serons amenés à réfléchir sur la conception de la culture que nous propose l'historien, puis nous nous interrogerons avec lui sur l'impact qu'eurent les conquêtes européennes et le colonialisme sur l'enrichissement des nations occidentales, avant de souligner l'importance d'une autre valeur importante et souvent négligée, même si elle contribue pour beaucoup au développement d'un pays, à savoir l'aspiration à une plus grande égalité entre les sexes. Finalement, il sera en dernier lieu question du cas du Japon, dont l'ascension phénoménale est également

---

<sup>4</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. xx.

attribuable à sa culture selon Landes, ce qui lui permet en dernière analyse de réaffirmer la validité de sa thèse.

### Les faveurs de la géographie

Si l'histoire nous invite à prendre conscience de l'importance capitale de la culture sur le développement, d'autres facteurs influencent néanmoins la réussite ou l'échec économique d'un pays, dont la géographie. Nous sommes en effet en présence d'un phénomène par trop complexe pour le cantonner à une seule raison, à une seule origine, et si la culture apparaît être l'élément déterminant, la condition *sine qua non* du développement, elle ne peut cependant tout expliquer à elle seule. C'est ainsi que la situation géographique d'un pays ne laisse pas d'inhiber ou de faciliter le développement, car la nature, hélas, ne distribue pas équitablement ses bienfaits. Un simple coup d'œil sur la répartition des pays riches et pauvres sur une carte du monde nous convainc rapidement de ce fait : les premiers sont pour la plupart situés dans des zones tempérées du nord, tandis que les seconds se retrouvent en majorité dans des zones tropicales ou semi-tropicales du sud. Ce portrait global souffre bien sûr d'exceptions, mais dans l'ensemble il nous permet tout de même d'attester du rôle majeur joué par la géographie dans la prospérité des nations<sup>5</sup>.

Il est vrai que de nos jours, à l'ère des progrès fulgurants de la médecine en région tropicale et de la technologie, les contraintes géographiques tendent à s'amenuiser. Elles n'ont toutefois pas complètement disparu et, ce qui est plus important pour le propos de Landes, elles ont eu un impact considérable dans l'histoire des peuples. À cet égard le climat et l'eau, tout particulièrement, ont dicté pendant longtemps les possibilités économiques. Le climat d'abord, d'une part parce que la chaleur exige un effort plus grand que le froid pour abattre la même somme de travail, ce qui réduit d'autant la productivité des individus<sup>6</sup>, et d'autre part parce qu'une température élevée, combinée à l'absence d'hiver et de gel, est un facteur qui encourage la prolifération des parasites. L'approvisionnement en eau constitue un autre problème dans certaines régions du monde, étant donné l'inconstance du régime des précipitations.

---

<sup>5</sup> Dans un ouvrage fascinant intitulé *Guns, Germs and Steel : The Fates of Human Societies* (New York, W. W. Norton & Company, 1997), Jared Diamond développe de manière étendue l'idée selon laquelle la géographie a eu une importance capitale sur le destin des peuples des divers continents depuis la préhistoire, notamment en ce qui a trait à la domestication des plantes et des animaux.

<sup>6</sup> Pour une critique de cette vue, cf. DIAMOND, J., *op. cit.*, p. 22.

De plus, les zones tropicales et semi-tropicales se caractérisent, au plan de la végétation, par des forêts humides et des jungles luxuriantes où la pratique de l'agriculture est difficile. Enfin, les catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, cyclones, etc.) touchent beaucoup plus fréquemment ces régions du monde.

Est-ce à dire qu'il faille nécessairement vivre dans un climat doux et tempéré pour connaître la prospérité ? Non pas. L'obstacle que représente pour certains pays leur géographie peu accueillante n'est pas insurmontable et, du reste, il importe de ne pas oublier que ce facteur est loin d'être le seul à entrer en jeu, ni le plus important.

Yet it would be a mistake to see geography as destiny. Its significance can be reduced or evaded, though invariably at a price. Science and technology are the key: the more we know, the more can be done to prevent disease and provide better living and working conditions. We can clearly do more today than yesterday, and the prognosis for tropical areas is better than it used to be.<sup>7</sup>

Ce qui est certain par contre, c'est que les régions du monde favorisées par des conditions climatiques plus clémentes avaient une longueur d'avance sur les autres. À ce titre, il faut reconnaître que l'Europe a été choyée par la nature, et spécialement sa partie occidentale : ses hivers suffisamment froids offraient une protection contre les pathogènes et les insectes nuisibles, cependant que les températures demeuraient assez douces pour cultiver toute l'année; les précipitations y étaient régulières, et on y retrouvait jadis des forêts en abondance, dont la nourriture constitua une aide précieuse pour lutter contre la famine, et qui permirent également l'élevage d'animaux plus gros qu'ailleurs dans le monde, ce qui avantagea l'Europe en ce qui a trait à l'agriculture et au transport des marchandises.

### **Le Moyen Âge européen**

Pourtant, si l'Europe a eu de la chance d'un point de vue géographique, cela n'explique pas tout. Rien en effet, il y a mille ans, ne semblait destiner cette partie du monde – le berceau de l'Occident – à devenir la source de la modernisation économique du monde ni la puissance militaire et politique qu'elle est depuis des siècles. Que s'est-il donc passé ?

Tout d'abord, le Moyen Âge coïncide avec la fin des invasions barbares, ce qui ouvrit la voie à de nouvelles possibilités économiques et à un renouveau politique. Cette période représente pour Landes une transition originale, unique, entre le monde hérité de

---

<sup>7</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 15.

l'Antiquité gréco-romaine et celui qui se prépare à naître, non plus sur les rives de la Méditerranée, mais en Europe septentrionale cette fois. « In those middle years a new society was born, very different from what had gone before, and took a path that set it decisively apart from other civilizations.<sup>8</sup> » Parmi les caractéristiques spécifiquement européennes qui se développent à l'époque, deux sont principalement d'ordre politique, à savoir la séparation entre la propriété privée et la propriété exclusive du monarque, de même que la création de communes, c'est-à-dire de cités semi-autonomes au plan économique et politique<sup>9</sup>. Ces phénomènes sociaux durent leur existence à la fragmentation politique et à l'insécurité qui régnaient alors en Europe, conséquences de la lutte à finir des principautés et royaumes pour l'obtention du pouvoir. À côté des atrocités perpétrées au nom de ce vain désir de puissance, le morcellement des États européens eut néanmoins un effet fort bénéfique, puisqu'il devint le frein le plus puissant à l'oppression des populations, qu'il fallait ménager pour éviter qu'elles ne migrent ailleurs ou se rebellent.

Une autre caractéristique essentielle du Moyen Âge européen a trait plus spécialement à la culture : il s'agit de la dichotomie entre le pouvoir séculier et le pouvoir religieux, entre César et Dieu. Ce sont les chrétiens eux-mêmes qui en vinrent à établir cette distinction entre l'autorité terrestre et spirituelle, sous l'empire romain, dans le but de s'attirer les bonnes grâces et la tolérance de l'État païen. Dès lors, la loi des hommes ne cessa de gagner du terrain par rapport à la loi divine : César finit peu à peu par l'emporter sur Dieu. Il en résulta pour l'Europe un effritement du dogme religieux chrétien (qui prépare déjà le schisme à venir), puisque l'Église, en perdant de son autorité, perdait aussi de son influence sur les âmes; les contraintes sur la conduite des individus s'en trouvèrent allégées, ce qui favorisa du coup les initiatives populaires en matière économique et sociale. Ce mouvement vers une plus grande liberté de pensée – et d'action – ne fut pas également réparti en Europe, puisque la fragmentation politique qui y régnait permit à l'orthodoxie religieuse de s'imposer dans les pays méridionaux, tels l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Le libertinage fut néanmoins toléré dans certains États, en particulier ceux qui plus tard se réformèrent.

---

<sup>8</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 31.

<sup>9</sup> Il existait certes des cités ailleurs dans le monde, mais en aucun endroit eurent-elles autant d'autonomie politique et de latitude en matière économique qu'en Europe. Cf. à ce sujet LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 36.



Il est à noter qu'aucune séparation semblable des pouvoirs séculier et religieux n'eut lieu dans le monde islamique à l'époque (celle-ci, du reste, ne concerne pas tous les pays musulmans de nos jours), et en Chine, si on en croit Landes, la morale confucéenne professée par les mandarins, bien qu'extrêmement permissive quant à la religion, ne pouvait pourtant souffrir la contestation, parce que cela équivalait à remettre en cause l'ordre établi et ne pouvait donc mener qu'au chaos. C'est pourquoi l'innovation technologique – qui suppose de laisser à l'individu au moins une part de liberté pour qu'il puisse essayer de nouvelles manières de faire, de produire, de s'organiser, quitte parfois à ce qu'il se trompe – si prisée en Europe et qui, petit à petit, ne put que s'y répandre, ne gagna que partiellement ou pas du tout selon les cas le Moyen-Orient et l'Empire du Milieu.

### **Le développement de la science et de la technologie dans l'Europe médiévale**

Ainsi, contrairement à ce que l'on a longtemps pensé, le Moyen Âge européen fut une période faste en inventions de toutes sortes, ce qui s'explique en grande partie par cet assouplissement progressif des préceptes religieux dont nous venons de faire état. C'est à cette époque, entre autres, que les lunettes et l'horloge mécanique firent leur apparition, deux objets qui bouleverseront l'organisation du travail et de la production. Les lunettes augmentèrent en effet la vie active des artisans qualifiés et la précision de leur travail, en plus de permettre l'invention d'instruments miniaturisés (jauge, micromètre, etc.) qui annoncent les machines à éléments articulés qui viendront plus tard. Les lentilles améliorèrent également les connaissances en optique, ce qui conduisit, à terme, à l'invention du télescope et du microscope. L'horloge mécanique, quant à elle, représente pour Landes l'accomplissement le plus éclatant de l'ère médiévale. Puisqu'elle se fonde sur la répétition d'un mouvement temporel précis – les secondes –, et non plus sur la cadence régulière des ombres ou le flot de l'eau, elle est même, à y regarder de plus près, le premier instrument digital et non analogique.

Par ailleurs, le souci continu d'améliorer le fonctionnement de l'horloge ne cessa d'être à l'avant-garde au plan technologique, et son perfectionnement devint ainsi un exemple à suivre et un modèle inspirant de nombreuses inventions. Mais surtout, la notion même de productivité est pour Landes contemporaine de cette nouvelle rigueur dans le calcul du temps qu'instaure l'horloge, puisqu'il était dorénavant possible

d'associer les résultats du travail avec la durée exacte de celui-ci, et par conséquent de l'ordonner plus efficacement.

Si ces inventions se diffusèrent assez rapidement en Europe occidentale et ne furent pas exclusivement réservées à l'élite, elles ne connurent pas un sort aussi heureux en Chine ou dans le monde islamique, pour de multiples raisons qui dépassent la portée de notre propos. Ainsi l'Europe put-elle jouir pendant quelque trois siècles au moins d'un monopole quasi total sur ces nouvelles technologies, en plus de se caractériser par son assimilation, mieux, par son adaptation à ses besoins propres des découvertes les plus remarquables venues d'ailleurs.

L'imprimerie et la poudre à canon, toutes deux inventées par les Chinois, constituent à cet égard des exemples emblématiques. La première fit son apparition en Europe beaucoup plus tardivement qu'en Chine, mais elle s'y répandit davantage et ce, à un rythme soutenu, étant donné la demande sans cesse grandissante pour la production d'écrits en tous genres qui avait déjà gagné depuis longtemps la société européenne, au fur et à mesure que se complexifiaient ses rapports sociaux, économiques et politiques. D'une certaine manière, l'Europe n'attendait que l'imprimerie pour consacrer à l'écriture une place sociale encore plus prépondérante. Quant à la poudre à canon, l'usage qu'on en fit en Europe – comme en Chine au demeurant – ne fut guère noble, mais ô combien synonyme de puissance et de domination, puisque les Européens parvinrent, à force d'expérimenter, à rendre l'explosion de la poudre plus rapide et plus puissante, et leur maîtrise avérée du bronze, ce métal avec lequel on fabriquait les cloches, mais qui se révéla aussi faire de très bons canons, leur permit également d'assurer pour longtemps leur suprématie militaire.

Ainsi, l'Europe avait déjà distancié au plan technologique – et militaire – l'Islam et la Chine avant même que ne débutent les grandes explorations outre-mer. Le déclin de ces deux grandes civilisations en matière de science et de technologie, et par conséquent de puissance, elles qui étaient pourtant plus développées que l'Europe dans le millénaire précédent, ne laisse pas de surprendre. Pour Landes, si la culture ne saurait à elle seule expliquer ce phénomène complexe, il n'en demeure pas moins qu'elle a joué, encore une fois, un rôle déterminant. On assiste en effet, dans le monde islamique, à un durcissement progressif de l'attitude face à la science, considérée comme hérétique par les religieux qui contrôlent les instances du pouvoir. Le savoir-faire technologique et la connaissance scientifique s'en trouvèrent dépréciés, voire bannis dans certains cas, alors

que l'Islam supplantait auparavant l'Europe dans ces domaines si favorables au développement économique. L'histoire de la Chine médiévale et de sa stagnation technologique est plus nébuleuse, et il est encore aujourd'hui difficile de s'expliquer comment cette grandiose civilisation, la seule qui aurait pu surpasser l'Europe, en est venue à faire du « sur-place » pendant tant de siècles. Quelques éléments de réponse ont été proposés pour jeter un peu de lumière sur le retard – d'aucuns diront le refus – technologique chinois, parmi lesquels on retrouve l'absence d'un marché libre et de droits de propriété institutionnalisés, ainsi que le contrôle totalitaire de l'État qui, en brimant les libertés individuelles, ne pouvait que nuire au progrès technologique et à sa diffusion. Les valeurs générales de la société chinoise, et en particulier le fait que les femmes ne pouvaient travailler à l'extérieur du foyer, apparaissent aussi avoir freiné le développement technologique.

Par opposition, l'Europe du Moyen Âge était en proie à une véritable folie de l'invention, de l'innovation, de la recherche, que l'Église même favorisa dans une certaine mesure, puisque les avancées technologiques libéraient les ecclésiastiques d'une part du travail manuel qu'ils avaient à faire et leur permettaient dès lors de se dévouer plus longuement à la prière. Du reste, on a souvent évoqué les valeurs religieuses de l'Europe pour tenter de rendre compte de cette passion presque exclusivement occidentale pour la découverte et la nouveauté. Y figurent, entre autres, le respect judéo-chrétien pour le travail manuel que l'on retrouve dans de nombreux préceptes bibliques, de même que la croyance en la subordination de la nature à l'homme, qui justifie sa transformation en vue de satisfaire les désirs et les besoins humains. La conception linéaire du temps héritée du judéo-christianisme, qui envisage chaque période historique comme un progrès ou un déclin par rapport à celles qui l'ont précédées, aurait aussi contribué, en ces temps d'optimisme, à l'encensement de l'invention, considérée comme un moyen extraordinaire de s'affranchir des contraintes matérielles. Finalement, en marge de ces explications qui font la part belle à la religion, il importe également de ne pas oublier selon Landes à quel point la liberté d'entreprise stimula elle aussi l'innovation technologique en Europe.

### **La Révolution industrielle**

Le développement scientifique, mais surtout technologique de l'Occident, qui l'avantageait déjà au Moyen Âge, se poursuivit inlassablement et donna lieu, à la fin du

XVIII<sup>e</sup> siècle, à une révolution comme l'humanité n'en avait jusqu'alors jamais connue : la Révolution industrielle. Ce changement en profondeur dans le mode de production et dans l'organisation du travail eut évidemment des répercussions économiques majeures, mais son impact ne s'arrêta pas là, loin s'en faut. En effet, nul ne saurait douter de l'influence considérable que la Révolution industrielle eut sur les sociétés qui la connurent, comme en témoignent, par exemple, leur urbanisation massive, la naissance du prolétariat, la montée du syndicalisme, ou encore l'attrait du socialisme et du communisme.

De plus, la puissance économique des États s'accrut avec l'industrialisation, dans la mesure où celle-ci permit aux nations qui s'engagèrent dans ce processus de s'enrichir, tandis que celles qui ne le purent ou s'y refusèrent demeurèrent pauvres. Avec la Révolution industrielle on assiste ainsi à une redéfinition du pouvoir économique, mais aussi politique, au sein même des nations, entre celles-ci et entre les civilisations. Dès lors, le fossé entre les pays riches et pauvres n'eut cesse de s'élargir, en Europe d'abord, entre l'Ouest et l'Est<sup>10</sup>, mais plus encore entre les plus opulents États d'Europe et le reste du monde. Fort de l'ascendant que lui donnait sa richesse, la partie occidentale de l'Europe put maintenir, assurer et accentuer sa domination économique tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et la doubler d'une hégémonie politique dont le colonialisme – exercé surtout en Afrique durant cette période – constitue la plus sombre expression.

Malgré ses dérives, c'est tout de même à la Révolution industrielle que nous devons en bonne partie l'amélioration de nos conditions de vie, puisque les progrès qu'elle engendra dans la fabrication et la distribution des marchandises (qui eurent aussi une incidence sur la baisse de leur coût) rendirent enfin possible le développement économique soutenu<sup>11</sup>. Pour la première fois dans l'histoire en effet, la croissance de la productivité et du revenu par tête – qui contribuent à la hausse de la qualité de vie – se révélaient suffisantes pour contrer l'augmentation de la population, qui avait toujours par le passé annulé les effets bénéfiques de ces avancées. Mais une question pourtant demeure : pourquoi ce triomphe économique sur une situation qui s'était jusqu'alors

---

<sup>10</sup> Landes ne précise malheureusement pas où se situe la frontière entre l'Europe occidentale et orientale, mais tout porte à croire que l'Allemagne marquerait la limite de la première. Cf. à ce propos LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 268-9.

<sup>11</sup> Il est vrai que cette amélioration des conditions de vie a surtout concerné les pays industrialisés, mais il serait absurde d'affirmer que les États moins fortunés n'en ont pas du tout bénéficié. De façon globale, en effet, et malgré de notables exceptions, l'espérance de vie, l'hygiène, la médecine, etc., ont fait des progrès depuis les deux cents dernières années dans les pays pauvres.

toujours produite est-il survenu à cette époque et non à une autre, et pourquoi en Europe ? Pour Landes, cela équivaut à se demander les raisons et la manière dont un pays parvient à se défaire de ses habitudes et de son savoir traditionnel pour adopter un nouveau mode de production et, par conséquent, un nouveau mode de vie. Dans le même ordre d'idées, pourquoi la Révolution industrielle fit d'abord son apparition en Grande-Bretagne, et non ailleurs ?

Une fois de plus, si c'est en Europe que naît l'industrialisation, force est de constater que c'est parce qu'il y existait déjà depuis le Moyen Âge, à des degrés divers et avec de notables différences selon les pays, des conditions favorables à l'émergence d'une véritable *culture scientifique*, dont les applications technologiques étaient convoitées tant pour leurs avantages pratiques que pour la puissance politique qui en découlait. Landes, à cet égard, identifie trois causes principales à la réussite technologique de l'Europe, uniques à cette région du monde, à savoir l'autonomie croissante de la recherche intellectuelle, le développement d'une méthode scientifique commune et enfin la banalisation et la diffusion des résultats de la science.

La remise en question de l'autorité excessive de la tradition remonte aux querelles religieuses de l'époque médiévale, qui annoncent déjà le protestantisme. Les nouvelles idées qui apparurent alors, nécessairement subversives aux yeux de l'Église, purent néanmoins se développer grâce à l'appui et à la protection qu'elles obtinrent auprès de dirigeants politiques avides de pouvoir. Cela eut pour conséquence d'encourager l'expression des divergences de vue et de stimuler les débats intellectuels : la pensée scientifique, pour son plus grand bien, échappait de plus en plus aux contraintes que le christianisme avait jusqu'alors fait peser sur elle.

Mais il ne suffit pas d'avoir le courage de se servir de son propre entendement, comme disait Kant, il faut aussi être capable de transmettre son savoir de la façon la plus limpide qui soit, dans la mesure où la clarté assure une meilleure compréhension des phénomènes à l'étude tout en favorisant une critique pertinente des résultats obtenus, le cas échéant. Pour satisfaire cette exigence de rigueur, rien ne vaut le langage mathématique, puisqu'il permet de décrire avec précision les observations effectuées, en même temps qu'il réduit, voire annule l'ambiguïté relative à la formulation des résultats. Les savants européens surent très tôt reconnaître la valeur immense des mathématiques pour l'avancement de la science, ce qui en explique le perfectionnement continu depuis la fin du Moyen Âge. La nouvelle méthode d'investigation qui gagnait petit à petit

l'Europe, fondée à la fois sur une observation plus systématique de la nature et sur sa mathématisation, rendait désormais possible la répétition des expériences et la vérification de leurs conclusions, ce qui, du coup, faisait pâlir tout recours à l'autorité lorsque celui-ci ne s'appuyait sur rien de tangible, de perceptible.

This powerful *combination* of perception with measurement, verification, and mathematized deduction—this new method—was the key to knowing. Its practical successes were the assurance that it would be protected and encouraged whatever the consequences. Nothing like it developed anywhere else.<sup>12</sup>

Enfin, la diffusion des travaux scientifiques sur une grande échelle, si nécessaire aux progrès des connaissances, fut facilitée en Europe par l'existence d'une véritable communauté intellectuelle qui dépassait les frontières nationales. Le partage d'une langue commune, le latin (du moins jusqu'à la fin de la Renaissance), l'efficacité du réseau des postes et, surtout, la mobilité des individus (qui suppose du reste qu'on leur permette de se déplacer), sont autant de facteurs qui contribuèrent à la vitalité de cette communauté scientifique. On assista aussi, dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, à la création de sociétés savantes, d'académies, de revues scientifiques, toutes choses qui aiguillonnèrent la recherche, sans oublier la lutte incessante à laquelle se livraient les savants, en quête du prestige et de la gloire qui accompagnaient les nouvelles découvertes.

L'Europe occidentale, en accumulant savoir et savoir-faire, en maîtrisant de mieux en mieux la technologie et, partant, la nature, s'était ainsi engagée depuis de nombreux siècles sur la voie qui allait la conduire à la modernité, par le biais de la Révolution industrielle. Toutefois, rien dans les raisons générales susmentionnées ne nous indiquent pourquoi cette révolution se produisit d'abord en Grande-Bretagne et non dans quelque autre pays. Si les progrès matériels réalisés dans cette contrée, en ce qui a trait entre autres à l'agriculture et au transport, eurent sans contredit leur importance dans son industrialisation, ils ne constituent pas à tout prendre l'essentiel de la réussite britannique, puisque d'autres États européens de l'époque auraient très bien pu connaître de semblables avancées, étant donné qu'ils évoluaient eux aussi dans un environnement favorable au développement de l'industrie. Pour Landes ce sont bien plutôt les valeurs de la société britannique – sa culture –, de même que les institutions qui s'en portaient garantes qui furent déterminantes dans le succès de la Grande-Bretagne.

---

<sup>12</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 203.

Cette thèse à l'effet que la culture d'un pays occupe une position centrale en ce qui a trait à son destin, économique certes, mais aussi politique et social, Landes la martèle tout au long de son ouvrage, mais jamais ne s'applique-t-il autant à systématiser son point de vue que lorsqu'il se penche sur le cas de la Grande-Bretagne, qui se veut emblématique à ses yeux. Or, en dépit de quelques – minces – précisions apportées par l'historien dans le but de clarifier sa pensée, force est de constater que sa conception de la culture paraît à certains égards plutôt floue, ce qui n'est pas sans laisser planer un doute sur la compréhension que l'on peut en avoir. Il importe donc à ce stade de notre exposé de chercher à mieux cerner ce qui est inclut dans cette notion de culture et ce qui ne l'est pas. Répétons au passage que l'explication culturelle du développement défendue par Landes fera l'objet d'un examen critique plus étendu dans le prochain chapitre.

Pour l'heure, il convient de s'interroger sur ce que Landes entend exactement par « culture », et plus particulièrement sur la nature du rapport qui existe à son sens entre les valeurs et les institutions. Car il semble en effet que Landes conçoive pour l'essentiel la culture comme étant le produit des valeurs d'une société, cependant que les institutions n'auraient quant à elles qu'un rôle de soutien, à savoir celui de rendre possible l'épanouissement de ces valeurs en les inscrivant dans la durée. Par définition non matérielles, ce qui est une évidence, mais ce qui permet néanmoins de bien les distinguer des avantages matériels dont peut profiter un pays (climat, ressources naturelles, conditions économiques favorables, etc.), ces valeurs expliqueraient l'essor industriel précoce de la Grande-Bretagne par rapport aux autres puissances européennes.

The point is that Britain had the makings; but then Britain made itself. To understand this, consider not only material advantages (other societies were also favourably endowed for industry and took ages to follow the British initiative), but also the nonmaterial values (culture) and institutions.<sup>13</sup>

Si l'on se fie à cette dernière citation, la culture d'une nation renverrait donc uniquement à ses valeurs collectives. Qu'est-ce à dire ? Malheureusement, Landes est sur ce point tout sauf explicite; aussi se contentera-t-il d'affirmer que les valeurs d'une société représentent les buts généraux qu'elle se fixe, ce vers quoi elle oriente son action.

Dans cette perspective, les institutions ne seraient pas, au sens strict, partie intégrante de la culture d'un pays, mais elles auraient plutôt pour fonction, *au mieux*, de

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 215.

favoriser l'atteinte par une société de ses objectifs généraux, ou pour dire les choses autrement, ces institutions viseraient à encourager un plus grand déploiement des valeurs adoptées par la collectivité de même que leur pérennité. Au mieux, car il est possible de concevoir que certaines institutions ne fassent que perpétrer des pratiques séculaires que les individus ne remettent pas en question, mais pour lesquelles ils seraient néanmoins incapables de fournir des justifications valables, ou encore qu'une société, malgré son attachement à certaines valeurs, ne se donnent néanmoins pas la peine de les instituer. Ainsi, des institutions issues de la monarchie perdurent dans de nombreux pays occidentaux dont le Canada, mais en dépit pourtant de l'attachement que certaines personnes peuvent avoir à l'endroit de la Reine d'Angleterre, il semble extrêmement difficile de justifier l'utilité politique – et encore moins économique – des institutions censées la représenter au pays. Dans un tout autre ordre d'idées, une société peut se prétendre dévouée à la lutte contre la pauvreté et l'injustice, en faire une de ses valeurs principales mais ne rien faire concrètement pour mettre en place les dispositifs institutionnels qui pourraient remédier à ces maux, ou encore pour abolir les institutions légales et politiques qui les engendrent ou qui contribuent à leur enracinement. Enfin, il se peut également que certaines institutions soient longtemps préservées malgré leur caractère obsolète reconnu, car il est parfois difficile pour une société de se départir de traditions et de pratiques qui l'ont historiquement façonnées, de même qu'il se peut que les circonstances politiques et sociales ne soient pas propices à une telle réforme institutionnelle.

Parmi toutes ces façons d'envisager l'articulation des différentes valeurs et institutions au sein d'une société, la forme idéale, la plus accomplie, consiste pour Landes en la subordination des institutions aux valeurs. Ainsi, dans le meilleur des mondes possibles, les institutions seraient en parfaite adéquation avec les valeurs présentes dans la société, elles en constitueraient en fait l'expression, le reflet. D'ailleurs, ce passage des valeurs d'une société aux institutions qui les favorisent évoque un procédé qui semble à première vue aller de soi, à savoir le fait qu'il paraisse fort probable qu'une communauté qui décide d'orienter son action vers une fin qui lui apparaît légitime fera tout en son pouvoir pour organiser ses structures sociales de telle sorte que l'objectif qu'elle s'est fixé puisse se réaliser. Peut-être est-ce là, au demeurant, ce qui expliquerait qu'une telle équation entre la culture d'une part, sous la forme des



valeurs présentes dans une société, et les institutions d'autre part, apparaisse intuitivement si séduisante, assez en tout cas pour être le modèle privilégié par Landes.

Quoiqu'il en soit, en excluant de sa définition de la culture les institutions sociales et politiques d'une communauté, Landes réduit alors considérablement la sphère d'influence du facteur culturel sur le développement économique, ce qui est après tout la thèse principale qu'il défend. Car bien que le fait de restreindre les caractéristiques culturelles d'une population aux seules valeurs ait le mérite de ne pas faire de la culture un concept trop englobant, qui risquerait dès lors de ne plus rien vouloir dire du tout, il reste que les institutions dont se dote une société semblent avoir une grande incidence sur le développement économique de celle-ci. Si Landes reconnaît cette capacité qu'ont les arrangements institutionnels d'encourager le développement ou encore de l'inhiber, il n'en fait pas pour autant un aspect de la culture d'une nation, contrairement à d'autres auteurs, ce qui n'est pas sans laisser perplexe.

Ces précisions, bien que sommaires, apparaissaient néanmoins nécessaires dans la mesure où Landes – et c'est là une des faiblesses de son ouvrage – est avare de commentaires quant à ce que représente pour lui la culture d'une société. Du reste, l'historien n'est pas le seul à s'esquiver lorsque vient le temps de définir de façon rigoureuse ce concept, comme nous pourrions à loisir le constater lorsqu'il sera question des divers problèmes que pose une lecture du développement fondée sur le rôle prépondérant de la culture. D'ici là, il convient de ne pas oublier que la manière dont Landes envisage le rapport entre les valeurs et les institutions, le rapport entre la culture et les institutions donc, n'est pas le seul possible, de même qu'il aurait exigé des développements plus étoffés de sa part, et non de la nôtre.

Il existerait donc selon l'historien des valeurs et des institutions plus propices que d'autres à favoriser le développement économique, et s'il était possible pour une société de les combiner toutes, nous serions alors en présence de la forme d'organisation sociale idéale, du moins en ce qui concerne la capacité de générer des richesses. Manifestement, aucune nation n'est jamais parvenue à cette plénitude – économique s'entend –, bien que plusieurs, la Grande-Bretagne la première, s'en soit rapprochée autant que faire se peut. S'il appert que certaines cultures semblent davantage enclines à connaître le progrès matériel, de par ce qu'elles valorisent, Landes se garde néanmoins de les qualifier de meilleures ou de supérieures : elles se sont simplement orientées à un certain moment de

leur histoire vers la maximisation de la production – qui ne va pas sans un certain appétit du gain –, tandis que d'autres ont préféré emprunter des avenues différentes.

Une société résolument axée sur le développement économique aurait ainsi à promouvoir les valeurs suivantes : 1) la maîtrise des instruments de production existants, la recherche de l'innovation technologique et l'adaptation des technologies étrangères le cas échéant; 2) la transmission de son savoir et de son savoir-faire aux jeunes par l'entremise de l'enseignement formel ou encore via l'apprentissage pratique; 3) l'embauche des individus selon leurs compétences et leur mérite, ce qui signifie aussi que leur performance au travail deviendrait le critère de leur promotion ou de leur mise à pied; 4) la création d'un espace de liberté pour stimuler l'entreprise individuelle et collective, ce qui encouragerait dans la même foulée l'initiative, la compétition et l'émulation; 5) enfin, cette société orientée de façon optimale vers le développement permettrait aux gens de jouir pleinement du fruit de leur travail. L'égalité entre les hommes et les femmes se verrait quant à elle accordée une place de choix, puisque celle-ci, en plus d'être moralement souhaitable, l'est aussi lorsqu'on adopte la perspective économique – hélas plus propre à convaincre –, étant donné que l'intégration au marché du travail de la moitié de la population d'un pays, avec l'ajout considérable de talents que cela suppose, ne peut que contribuer au développement d'un État. Pour atteindre ses objectifs, une telle société se devrait également de refuser toute discrimination fondée sur des critères non pertinents, tels la race, le sexe, la religion, etc., et il lui faudrait par ailleurs privilégier une approche scientifique et rationnelle (par opposition à magique ou surnaturelle) pour résoudre les problèmes et relever les défis auxquels elle aurait à faire face.

Quant aux institutions sociales et politiques de cette société idéale, elles auraient entre autres à garantir les droits à la liberté individuelle de même que les droits à la propriété privée, ces derniers constituant les plus fortes incitations à l'épargne et à l'investissement selon Landes; dans le même ordre d'idées, certaines des institutions légales de cette société auraient à faire respecter les droits de contrat. De plus, dans ce meilleur des mondes possibles, les institutions politiques assureraient la primauté du droit sur l'empire exercé par les puissants sur les faibles; ce gouvernement en serait donc un qui, sans être nécessairement démocratique, s'engagerait néanmoins à agir en conformité avec des règles connues du public, ce qui ne manquerait pas d'avoir une incidence positive sur sa stabilité. Il devrait aussi être à l'écoute des doléances formulées

par ses citoyens et il lui incomberait par conséquent d'en redresser les torts; le népotisme serait également proscrit par ce type de régime politique, qui tâcherait d'être le plus honnête possible. Enfin, ce parfait gouvernement viserait l'efficacité et serait modeste dans ses besoins, c'est-à-dire qu'il s'efforcerait de garder les impôts et les taxes à un niveau raisonnable, tout en contenant les prétentions du gouvernement sur le surplus social<sup>14</sup>. Les conséquences positives de ces arrangements sociaux et politiques seraient nombreuses : la mobilité géographique et sociale des individus s'en trouverait accrue, et on assisterait à une valorisation du nouveau par rapport à l'ancien, de la jeunesse par rapport à l'expérience, du changement et du risque par rapport à la sécurité. Quant à la distribution des revenus, elle tendrait à être davantage égalitaire que dans une société fondée sur les privilèges, bien qu'elle ne pourrait prétendre à une complète équité, les talents de chacun, qui dictent les opportunités économiques, n'étant pas justement partagés entre les hommes<sup>15</sup>.

Évidemment, aucune société n'a jamais atteint cet idéal, même les plus développées, même les plus riches. Le modèle proposé par l'historien omet volontairement de prendre en considération les vicissitudes de l'histoire, ou encore le flot imprévisible et parfois dévastateur des passions humaines : il se veut le cadre théorique à partir duquel il est possible de comparer la performance économique des États, selon qu'ils se sont plus ou moins orientés vers le développement en adoptant de façon générale des valeurs et des institutions qui lui sont favorables. Un fait cependant demeure : les nations qui optèrent, à un certain moment de leur histoire, pour l'une des nombreuses formes que peut prendre ce nouveau type d'organisation sociale, virent les conditions de vie de leurs habitants s'améliorer. C'est donc dire que ce modèle idéal, malgré son caractère abstrait et malgré les maintes exceptions qu'on peut lui objecter, s'appuie néanmoins sur des fondements historiques.

This paradigm nevertheless highlights the direction of history. These are the virtues that have promoted economic and material progress. They represent a marked deviation from earlier

---

<sup>14</sup> Landes, sur ce point, semble tout à fait souscrire à un idéal de gouvernement libéral, qui exige que l'État laisse libre cours au marché et à l'individu. Or, en réponse aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis qui accompagnaient l'industrialisation, de nombreux gouvernements occidentaux ne respectèrent pas ce précepte et décidèrent au contraire d'utiliser les surplus et d'augmenter de manière générale les dépenses publiques, dans le but avoué d'enrayer divers problèmes sociaux liés au développement du capitalisme.

<sup>15</sup> On peut par contre se demander comment une société qui limiterait les prétentions de l'État et son pouvoir de taxation tout particulièrement, serait en mesure de rétablir les déséquilibres économiques créés « naturellement » par le marché.

social and political arrangements; and it is not a coincidence that the first industrial nation came closest earliest to this new kind of social order.<sup>16</sup>

### *Une parenthèse weberienne*

Cette dernière citation, qui évoque les vertus qui ont permis à un nouvel ordre social, économique et politique de voir le jour, n'est pas sans rappeler la célèbre thèse développée par Max Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Dans cet ouvrage fameux, le sociologue allemand soutient en effet que le protestantisme – et tout spécialement le calvinisme – fut l'un des facteurs importants qui favorisa l'essor du capitalisme moderne en Europe et en Amérique du Nord. Âprement débattues depuis, les idées de Weber continuent encore aujourd'hui de planer sur les recherches portant sur le développement économique, et c'est pourquoi il importe d'en dire quelques mots.

En fait, si Weber est un incontournable, c'est parce qu'il fut l'un des premiers à insister de manière systématique sur le rôle que joue la culture dans la réussite économique d'un État. S'intéressant plus spécifiquement à l'impact de la confession religieuse sur le développement, il argua que les diverses formes de protestantisme firent naître une éthique d'un genre nouveau, laquelle se fondait sur les croyances propres à cette religion. Or, cette éthique protestante valorisait des comportements qui, en plus de servir la gloire de Dieu et de permettre le salut des âmes, étaient également propices à l'accumulation du capital et au succès dans les affaires. Ainsi, l'importance du travail quotidien, l'honnêteté, la rigueur morale, de même que l'usage rationnel de l'argent et du temps, toutes ces valeurs destinées d'abord et avant tout à rapprocher le fidèle de son Créateur, lui permettait aussi indirectement de s'enrichir, même si ce n'était pas là le but premier de sa conduite.

Avec le temps, les préceptes moraux issus du protestantisme ainsi que les valeurs qui guidaient la vie des croyants contribuèrent donc à étendre l'emprise d'un type particulier d'individu sur les populations qui se convertirent à l'une ou l'autre des variantes de cette religion. Certes, il s'était toujours trouvé des hommes dont l'existence était essentiellement orientée vers le travail, et dont les valeurs étaient somme toute similaires à celles des protestants; mais ces hommes n'étaient pourtant pas légion. Ce que le protestantisme apporta, en revanche, ce fut la force du nombre, puisqu'en gagnant

---

<sup>16</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 218-219.

de larges pans du continent européen il permit du coup à l'éthique qu'il avait fait naître de se propager de plus en plus.

Weber's argument, as I see it, is that in that place and time (northern Europe, sixteenth to eighteenth centuries), religion encouraged the appearance in numbers of a personality type that had been exceptional and adventitious before; and that this type created a new economy (a new mode of production) that we know as (industrial) capitalism.<sup>17</sup>

La religion protestante, en favorisant l'éclosion à grande échelle de certaines valeurs et en approuvant certains comportements tout en condamnant d'autres, eut de la sorte une influence certaine sur la culture des pays protestants et, par effet de contagion, sur la culture occidentale en général.

Or, dans la mesure où Weber reconnaissait l'importance des valeurs culturelles dans l'avènement du capitalisme industriel, et dans la mesure également où il voyait dans la spécificité de la culture occidentale la source de sa réussite économique, on comprend dès lors que sa thèse suscite encore de nos jours les passions, certains la prenant comme point de départ de leur analyse tandis que d'autres ont plutôt à cœur de l'écarter définitivement de toute recherche portant sur le développement<sup>18</sup>. Évidemment, en faisant des valeurs culturelles de la Grande-Bretagne l'élément déterminant de la Révolution industrielle de ce pays et, partant, de sa réussite économique, et en faisant des valeurs en général le facteur-clé du développement, Landes apparaît être un héritier spirituel de Weber bien plus que l'un de ses détracteurs. Nous aurons par contre l'occasion de constater dans la seconde partie de ce mémoire que tous ne partagent ce point de vue sur l'influence de Weber, comme en font foi les idées défendues par Hernando De Soto.

### *L'économie du savoir*

Qu'il soit maintenant permis de reprendre la Grande-Bretagne là où nous l'avions laissée, pour ainsi dire, à savoir au moment où ses voisins européens se mirent à suivre son exemple. C'est que le progrès industriel fulgurant que connut ce pays fut sans

---

<sup>17</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 178.

<sup>18</sup> Sur l'influence de la religion sur la culture des pays protestants et sur la culture occidentale en général, cf. WEBER, M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2000, et en particulier p. 151-152. Quant la spécificité de l'Occident par rapport aux autres civilisations, la *Remarque préliminaire au recueil d'études de sociologie de la religion* est sur ce point des plus explicites (cf. WEBER, M., *op. cit.*, p. 49-67). Enfin, pour un résumé des diverses positions pour ou contre la thèse de Weber, on pourra consulter BOUDON R., « L'éthique protestante de Max Weber : le bilan de la discussion », in BOUDON R. et CHAUNU P., *Valeurs et modernité*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 49-69.

contredit à la source de son hégémonie économique et politique, ce que comprirent assez rapidement ses adversaires pour qui il devint impérieux de la rattraper au plus vite. Pour ce faire, ces nations rivales n'y allèrent pas par quatre chemins : elles entreprirent tout simplement d'imiter le nouveau mode de production et de s'approprier le savoir-faire britannique. Et ce qui fit principalement la différence dans ce « rattrapage » de la Grande-Bretagne fut la culture des États qui se lancèrent à sa poursuite, tout spécialement en ce qui a trait à la manière dont ceux-ci structurèrent ce qui était désormais le nerf de la guerre : la connaissance. « Institutions and culture first; money next; but from the beginning and increasingly, the payoff was to knowledge<sup>19</sup> ».

Cette valorisation du savoir et du savoir-faire se traduisit d'abord par de l'espionnage industriel, puis par le recrutement de travailleurs anglais qualifiés. Mais ce fut surtout la création d'écoles consacrées aux sciences et aux technologies qui s'avéra être à long terme le meilleur gage de succès. En effet, l'enseignement formel de ces matières se révéla hautement profitable pour les pays qui l'instituèrent, en particulier dans les domaines de la chimie et de l'électricité, qui furent à la base de la Deuxième Révolution industrielle, amorcée vers la fin du XIXe siècle. Lentement mais sûrement la Grande-Bretagne fut ainsi rejointe puis distancée, elle dont l'apprentissage reposait encore sur la pratique, tandis que c'était dorénavant la science et ses avancées qui dictaient les possibilités du progrès technologique.

Ce n'est donc pas d'hier que le savoir représente, pour les économies nationales, un capital de première importance. Les États qui comprirent qu'il fallait favoriser son développement, par la création de nouvelles institutions et par des mesures sociales – dont l'instruction publique obligatoire et gratuite n'est certainement pas la moindre – ne tardèrent pas à récolter les bienfaits économiques de cette politique. Encore aujourd'hui, les pays qui peuvent compter sur une main-d'œuvre éduquée et spécialisée, capable de faire progresser les connaissances scientifiques de même que la technologie, les pays industrialisés donc, jouissent d'un avantage économique indéniable sur les autres. Ce qu'on appelle depuis quelques années l'économie du savoir constitue le prolongement et la complexification d'un long processus historique qui gagna certes en importance avec la Révolution industrielle, mais dont les origines remontent encore plus loin dans le temps, comme nous avons pu le constater précédemment.

---

<sup>19</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 276.

L'exemple des nations qui misèrent sur l'éducation et sur le savoir pour se développer devrait ainsi tenir lieu d'inspiration pour les pays en voie de développement, désespérément à la recherche de solutions pour se sortir du marasme économique qui les assaillent depuis trop longtemps, et qui s'accompagne fréquemment de troubles sociaux et d'instabilité politique. Une difficulté cependant demeure, et elle est de taille : où trouver l'argent pour financer les nécessaires réformes, pour mettre en place de nouvelles institutions ?

### **Les grandes explorations et leurs conséquences**

Si l'industrialisation de l'Europe accéléra grandement la cadence de son développement économique, il est un autre phénomène historique qui, quelques siècles auparavant, changea lui aussi à jamais la face du monde : les grandes expéditions outre-mer. Celles-ci, à l'instar du développement de l'industrie britannique puis européenne, auraient été impensables sans le perfectionnement de la technologie léguée par le Moyen Âge, en particulier dans les domaines de l'astronomie, de la navigation maritime et de la construction navale. Il fallait cependant une bonne dose de cran, d'ambition – et de convoitise – pour se lancer dans de tels périples, démesurément risqués, voire insensés aux yeux de certains. Les pays d'Europe occidentale néanmoins, le Portugal et l'Espagne d'abord, puis les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, la France enfin, ignorèrent tous les écueils qui se dressaient devant eux et s'engagèrent dans de périlleuses aventures en mer, sans précédent à l'époque, en quête d'épices, d'or et de gloire.

Fait significatif, aucune autre civilisation n'imita les Occidentaux et ne prit d'assaut les océans du monde de façon aussi étendue et vigoureuse. La Chine fit certes la démonstration de sa puissance et de sa suffisance en parcourant l'océan Indien, au début du XV<sup>e</sup> siècle, mais ces voyages, extrêmement coûteux pour le trésor chinois, n'eurent pas de suite, l'Empire du Milieu sombrant petit à petit dans un isolationnisme des plus néfastes<sup>20</sup>. Quant aux Arabes, Indiens, Amérindiens ou Africains, pour ne nommer que ceux-là, leurs connaissances de la haute mer de même que leurs bateaux ne leur permettaient guère à l'époque de s'éloigner trop loin des côtes, mais comme les Chinois, peut-être n'avaient-ils pas soif de découvrir de lointains horizons. De plus, l'écrasante supériorité militaire des Européens, tant sur la terre que sur les eaux, les dissuada sans

---

<sup>20</sup> Sur les expéditions navales chinoises et sur les causes de leur abandon, cf. LANDES D. S., *op. cit.*, p. 93-98.

doute de tenter eux aussi leur chance en mer. C'est ainsi que les Européens, grâce à la puissance de leurs armes, ne rencontrèrent en nulle contrée une résistance assez soutenue pour freiner leur cupidité; ils n'avaient en fait qu'eux-mêmes à craindre, et leurs ennemis d'Europe également engagés dans ces grandes explorations qui, rapidement, se transformèrent en conquêtes de territoires.

*Il ne suffit pas d'être riche*

Les pays nouvellement découverts par les Européens, en particulier ceux d'Amérique, ne tardèrent pas à devenir des colonies presque exclusivement destinées à satisfaire les besoins des métropoles, que ce soit en ressources naturelles (or, argent, bois, fourrures, etc.) ou en denrées alimentaires très prisées sur le vieux continent (canne à sucre, épices); il s'agissait aussi, pour les nations européennes, de se procurer par l'entremise de leurs possessions outre-mer des avantages économiques sur leurs concurrentes, dans le but évident d'accroître leur puissance. Or pour exploiter de la sorte ces territoires et leurs habitants, sans compter les esclaves que l'on fit venir d'Afrique, il fallait des hommes. Attirés par la promesse d'un avenir meilleur, des milliers d'individus quittèrent leur terre natale pour venir grossir les rangs des colonies. Malgré leurs dangers, ces migrations océaniques qui s'étalèrent sur plusieurs siècles furent l'occasion d'un enrichissement et de nouvelles opportunités pour les Européens, tant pour ceux qui immigrèrent que pour ceux qui choisirent de rester dans leur pays d'origine. Et pour l'Europe en général, le colonialisme fut synonyme de croissance et de prospérité.

European economic and demographic growth in the eighteenth and nineteenth centuries had its strains and pains; but no continent ever modernized more easily. Much of that was due to the New World—was done on the backs of Amerindians, African slaves, indentured servants.<sup>21</sup>

Cependant, certains pays surent davantage tirer profit de l'apport de leurs colonies, tandis que pour d'autres l'expérience coloniale se solda par un retentissant échec financier. Le Portugal et surtout l'Espagne, loin de s'enrichir grâce aux ressources venues du Nouveau Monde, finirent au contraire par se ruiner. Le fiasco espagnol est à cet égard emblématique : au XVIII<sup>e</sup> siècle, il ne restait presque rien de la grandeur de l'empire façonné par les conquistadors, pourtant le plus vaste et le plus puissant du monde deux siècles plus tôt. La couronne espagnole dilapida littéralement sa fortune

---

<sup>21</sup> LANDES D. S., *op. cit.*, p. 171.



dans le luxe et la guerre, et ses sujets les plus nantis en firent autant, délaissant l'industrie au profit de l'oisiveté et de la jouissance matérielle. La fortune des Espagnols avait été trop facile à amasser, et elle était mirobolante; or, l'argent qui tombe du ciel (ou qui pousse dans les arbres, c'est selon) n'enseigne guère la frugalité, non plus qu'il n'évoque le souvenir des efforts consentis pour le gagner. « Spain spent all the more freely because its wealth was unexpected and unearned. *It is always easier to throw away windfall wealth.*<sup>22</sup> » À l'opposé, les États coloniaux du Nord de l'Europe principalement, qui ne pouvaient compter sur l'or et sur les autres précieux métaux qui avaient contribué à enrichir rapidement l'Espagne et, dans une moindre mesure, le Portugal, compensèrent ce désavantage initial en s'employant à faire fructifier leurs revenus par l'épargne et l'investissement, c'est-à-dire qu'ils s'efforcèrent, en bref, de capitaliser à partir des richesses qu'ils possédaient déjà.

La réussite économique d'un pays ne dépendrait donc pas uniquement du fait d'avoir des richesses, même énormes, bien qu'il faille néanmoins en posséder une quantité appréciable pour stimuler son marché intérieur. Certes, le capital est une condition nécessaire du développement, mais il n'est pas une condition suffisante, comme l'histoire de l'Espagne le démontre avec éloquence : ce qui compte plus encore, c'est la manière dont on l'utilise. Il est par ailleurs possible, l'exemple espagnol l'illustrant encore une fois, de considérablement s'appauvrir après avoir été immensément riche, de régresser en somme, comme en fait foi le piètre niveau de développement de ce pays jusqu'aux années 1960 environ.

### **L'esclavage, le colonialisme et l'impérialisme**

Si l'Europe doit beaucoup à sa passion pour la science, à son application à rendre ses activités économiques plus productives par l'entremise entre autres du progrès technologique, et si elle doit de même une fière chandelle à ses valeurs culturelles, il reste que ses conquêtes partout dans le monde, en plus de contribuer à son hégémonie politique, ont indéniablement servi son développement économique, du moins pour les pays qui furent prêts à faire autre chose avec les richesses qu'ils accumulaient que simplement les dilapider. Il est donc tout à fait pertinent de s'interroger, tel que le fait

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

Landes, sur l'incidence de cette domination politique et militaire de l'Europe sur son développement.

Dans un premier temps, l'historien discute de l'importance de la culture de la canne à sucre, fondée sur l'esclavage, dans le cadre du développement de l'économie entre l'Amérique et l'Europe, de même que sur l'influence de cette production et de ses retombées sur l'industrialisation du vieux continent. La Révolution industrielle aurait-elle eu lieu si le commerce atlantique n'avait pas existé, plus précisément celui entre les colonies britanniques esclavagistes des Antilles et de l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne ? Landes répond par l'affirmative à cette délicate question, en faisant valoir que les changements cruciaux qui se produisirent dans le domaine de l'énergie (l'utilisation du charbon comme combustible, l'invention des machines à vapeur) et de la métallurgie (la fonte au coke), ainsi que la mécanisation du filage de la laine puis du coton, qui sont autant d'avancées qui favorisèrent l'essor de l'industrie, n'eurent à peu près rien à voir avec le commerce de l'Atlantique, et plus spécifiquement avec l'esclavage.

Cela dit, le rythme de l'industrialisation de la Grande-Bretagne, et par la suite de l'Europe, aurait certainement été plus lent n'eut été de ce type de trafic. Qu'est-ce à dire ? Dans quelle mesure le développement économique du continent européen aurait-il été moins rapide s'il n'avait pas bénéficié du travail harassant et sans espoir des esclaves africains et, dans une moindre proportion, amérindiens ? Si on en croit de nouveau Landes, le débat entourant le rôle économique qu'il convient d'accorder à l'esclavage ne pourra jamais être tranché, d'une part parce que la dimension idéologique – de même que la charge émotive – qui l'accompagne, on s'en doute bien, est très grande, et d'autre part parce qu'il s'avère impossible, à partir des données factuelles en notre possession, de déterminer une fois pour toutes l'impact de la traite des esclaves et de leur emploi dans les plantations sur la prospérité des pays d'Europe. Il n'en demeure pas moins que cette horrible pratique constitue une page sombre dans l'histoire de divers États occidentaux, ce qui explique le malaise et l'embarras auxquels ils se trouvent confrontés, qui les poussent à minimiser leurs torts, voire à les nier, pour éviter les remontrances des pays qui subirent jadis leur joug, et pour se prémunir dans le même mouvement des

requêtes de ces derniers visant à obtenir des compensations financières pour « réparer » les atrocités commises par le passé<sup>23</sup>.

De la même manière, il convient de se demander quel fut l'impact du colonialisme et de l'impérialisme sur la santé des pays qui en souffrirent, car encore de nos jours, cinquante ans après l'indépendance des dernières colonies, la plupart des États qui eurent à s'affranchir de ces formes de soumission politique ne sont toujours pas parvenu à se développer de façon soutenue et à connaître la prospérité, du moins pas autant qu'ils l'auraient espéré et autant qu'on aurait pu s'y attendre.

La domination européenne du monde, qui en fut une impérialiste et colonialiste tout à la fois, dura environ 500 ans, soit du XV<sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du XX<sup>e</sup>. Mais qu'entend précisément Landes lorsqu'il parle d'impérialisme et de colonialisme ? L'historien définit le premier terme de la sorte : « *Imperialism* is the system ("principle or spirit") and pursuit of empire—the dominion of one country over others.<sup>24</sup> » Quant au colonialisme, il constitue historiquement l'une des conséquences les plus manifestes – et des plus insidieuses – de l'impérialisme, à savoir le peuplement d'un territoire au détriment de sa population autochtone. De nos jours cependant, on désigne souvent du nom de colonialisme toute condition de dépendance économique ou politique, nonobstant le déplacement ou l'éradication de la population indigène. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Landes utilise indifféremment l'un ou l'autre des substantifs, puisque leur acception contemporaine tend à les amalgamer, comme en fait foi au demeurant les accusations de néo-colonialisme ou de néo-impérialisme fréquemment adressées aux pays occidentaux.

Si ces derniers États, par leurs visées conquérantes, ont certes nui à l'épanouissement des nations sous leur empire, Landes considère néanmoins que les séquelles laissées par le colonialisme ne sont pas indélébiles, puisqu'il est possible pour les pays qui vécurent sous l'emprise d'autres puissances, de combler leur retard économique et de transformer les pertes de jadis en gains pour le présent et l'avenir.

And yet, for all of colonialism's enormous effects, it was a passing phenomenon in the larger sweep of world history. Pomp and pride on the one side, humiliations on the other—all are

---

<sup>23</sup> Il est par ailleurs souvent argué, cette critique émanant principalement des milieux intellectuels afro-américains, que les États-Unis ne seraient pas devenus la superpuissance que l'on sait n'eut été de son passé esclavagiste; dans le sillage de cette amère constatation, des organisations de la société civile américaine se sont mises à réclamer, sans succès jusqu'à maintenant, que le gouvernement fasse justice aux descendants des esclaves noirs en les dédommageant financièrement.

<sup>24</sup> LANDES D. S., *op. cit.*, p. 422.

gone. Not forgotten; the memories remain. Yet the losses are reparable; the gains are salvable; the tasks and opportunities lie ahead.<sup>25</sup>

Ainsi, tout en reconnaissant les torts et les travers de la colonisation, Landes se refuse à y voir une fatalité qui condamnerait sans appel les pays qui subirent ces affres, et s'il s'autorise à avancer de tels propos, c'est parce que le destin des ex-colonies n'est pas monolithique : il n'est pas seulement synonyme d'échecs et de désillusions. En fait foi, par exemple, l'éloquente réussite des États-Unis d'Amérique, ou encore celle de Hong Kong, de la Corée du Sud, de Taiwan.

Cependant, force est d'admettre que bien peu nombreux sont les élus à la table du développement, et en particulier parmi les pays qui furent privés à un moment de leur histoire de la possibilité de s'autodéterminer, ou encore chez ceux qui, en dépit d'une apparente souveraineté, étaient en fait à bien des égards – ou sont encore aujourd'hui, car cette forme d'impérialisme est loin d'avoir disparu – sous le contrôle d'une puissance étrangère. Si de nos jours la domination directe d'un État sur un autre a presque totalement disparu, les empires informels comme les appelle Landes sont pour leur part loin de disparaître, car les nations riches, mues essentiellement par la poursuite de leurs propres intérêts, tant économiques que politiques et géostratégiques, ont trop à gagner de se mêler de ce qui ne les regarde pas.<sup>26</sup>

Après la Seconde Guerre mondiale, la vague d'autonomie qui déferla sur le monde laissait entrevoir, avec la liberté nouvellement acquise, l'opportunité pour les anciens pays exploités de connaître le développement et la prospérité, et d'aucuns prédisaient même l'affaiblissement des États colonisateurs, qui ne bénéficieraient plus dorénavant des avantages indus du colonialisme. Or, les choses ne sont pas déroulées de la sorte : pour Landes, les ex-pays colonialistes n'ont jamais été aussi riches qu'aujourd'hui, tandis que les anciennes colonies éprouvent pour la plupart de nombreuses difficultés, qui s'expliquent entre autres par le fait que leurs dominateurs de jadis ne se donnèrent pas la peine de leur enseigner le savoir-faire nécessaire à la bonne marche de l'économie. Cela ne devrait pas surprendre, du reste, puisque le propre du colonialisme est de soumettre l'autre, de le maintenir dans une position d'infériorité par

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Parmi les régions qui ont été malmené par la convoitise de grandes puissances à travers le temps sans toutefois devenir à strictement parler des colonies, Landes mentionne l'Amérique latine et, ce qui est patent en cette année 2004, le Moyen-Orient.

rapport à soi. De la même manière, il est assez naturel, étant donné que nous ne vivons pas dans le meilleur des mondes, que les nations impérialistes, qui demeuraient dans une position de force en dépit de l'affranchissement des États auparavant sous leur gouverne, n'aient pas laissé le champ libre à ces nouveaux concurrents et aient cherché de façon générale à maintenir par derrière leur pouvoir dans des régions qui échappaient désormais à leur contrôle politique.

Si ce portrait de l'impérialisme est somme toute accablant, il reste que les expériences post-coloniales se présentent sous des jours des plus variées : les pays de l'Asie de l'Est s'en sont très bien tiré, les succès furent plus mitigés en Amérique latine, et en Afrique la situation s'apparente dans bien des cas à une catastrophe. « This diversity of outcomes shows that colonization in itself, even enslavement, does not dictate failure.<sup>27</sup> » L'échec ou la réussite dépend plutôt de ce que ces pays ont su faire de leur héritage colonial, lorsqu'ils en avaient un. On peut penser ici aux infrastructures construites par l'occupant, de même qu'aux lois qui furent son ouvrage et qui ne manquèrent pas de marquer la société colonisée. Mais il fallait aussi que ces peuples travaillent à se libérer des stigmates psychologiques qui hantaient leur imaginaire collectif – ce qui n'est pas une mince affaire –, dont certaines traces persistent peut-être encore de nos jours.

Enfin, s'il est légitime de se demander si les nations colonisées se seraient mieux développées si elles n'avaient pas été contraintes à ployer devant l'ennemi, nous ne pouvons malheureusement formuler que des conjectures à ce sujet, puisque la réalité historique fut celle de l'impérialisme. On peut ainsi arguer que la liberté politique aurait mieux servi ces États que la soumission, voire l'exploitation, et qu'ils auraient alors pu évoluer dans une direction plus favorable. L'histoire nous offre cependant quelques exemples de réussite d'ex-colonies qui ébranlent cette hypothèse, et qui tendent à démontrer que le colonialisme peut parfois être une source d'apprentissage, à condition bien sûr que le « maître » daigne enseigner au « serviteur ».

### **La condition des femmes**

En dépit du rôle qu'ils ont pu jouer quant au développement et au sous-développement des pays conquis, le colonialisme et l'impérialisme appartiennent de nos

---

<sup>27</sup> LANDES D. S., *op. cit.*, p. 433.

jours au passé, du moins selon l'avis de l'historien Landes. Or, bien que cette affirmation semble excessive, toutes les formes de colonialisme ou d'impérialisme n'ayant pas complètement disparu, sans doute faut-il néanmoins donner raison à Landes lorsqu'il déclare que leurs conséquences néfastes ne sont pas irréversibles. Voilà donc pourquoi on ne saurait prétendre que ces événements de l'histoire ont eu une importance aussi considérable que la culture sur le développement économique des nations, celle-ci continuant encore de nos jours de marquer les sociétés, comme elle le faisait du reste avant et même pendant que sévissaient le colonialisme et l'impérialisme. À cet égard, il convient à présent d'insister sur une différence culturelle que nous n'avons fait qu'effleurer jusqu'ici, bien qu'elle soit fondamentale parce qu'à la source même de l'organisation du travail et de maints rapports sociaux des plus significatifs : la condition des femmes.

C'est dans le chapitre de son ouvrage consacré à l'Islam que Landes en vient à souligner à quel point le statut accordé aux femmes dans une société est vital pour son développement économique : « The economic implications of gender discrimination are most serious. To deny women is to deprive a country of labor and talent, but—even worse—to undermine the drive to achievement of boys and men.<sup>28</sup> » À ces conséquences d'ordre économique s'ajoutent également des considérations démographiques non négligeables, puisqu'on constate que, lorsque les femmes travaillent et apportent un revenu supplémentaire à la maison, leur influence dans le foyer croît, ce qui se traduit entre autres par un plus grand contrôle des naissances de leur part.

Si l'historien concentre surtout son attention sur les contraintes qui pèsent sur la majorité des femmes dans les sociétés islamiques, et tout spécialement dans le monde arabe, il reste que cette discrimination sexuelle dont fait état Landes est le lot des femmes dans plusieurs autres régions du monde. Aussi ne faut-il pas perdre de vue que les pays islamiques ne sont pas les seuls à tenir les femmes dans une condition d'infériorité. Landes cite par exemple l'Amérique latine, où le machisme est fort répandu, de même que le Japon, où les liens sociaux entre les hommes sont très forts, et leur absence de la maison familiale, légendaire<sup>29</sup>; au demeurant, même dans les pays

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 412.

<sup>29</sup> Quoique le Japon, à première vue, semble être l'exception qui confirme la règle, un examen plus poussé de la condition des femmes dans ce pays révèle que ces dernières ont toujours occupé une place somme toute assez importante, en dépit d'inégalités criantes dans certains sphères, notamment dans le domaine politique. Cf. à ce propos LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 418-421.

occidentaux, plus égalitaires, la situation est à bien des égards imparfaite. Par ailleurs, un peu partout dans le Tiers monde, l'analphabétisme, et tout particulièrement celui des femmes, est endémique. Ainsi, dans quelque trente-cinq pays, la majorité des femmes ne savent ni lire, ni écrire, selon un rapport de la Banque mondiale<sup>30</sup>.

Or, la place qui revient de droit aux femmes dans chaque société est clairement liée pour Landes à la culture qui y prévaut. Ainsi, la condition féminine pour le moins précaire observée dans de nombreux pays sous-développés serait tributaire de valeurs qui ont pour conséquence de réduire considérablement l'apport possible des femmes à la vie sociale et économique. On peut penser ici, à titre d'exemple, aux rôles d'épouse et de mère auxquels sont essentiellement confinées les femmes dans de nombreuses communautés, au nom d'idéaux féminins – et sociaux – généralement dictés par les hommes, que ce soit la nécessité pour les femmes de préserver l'unité familiale en restant à la maison pour s'occuper de leur progéniture ou encore la soumission qu'elle doive à l'autorité masculine sous toutes ses formes. Il va sans dire que dans ce contexte, le fait pour une femme de vouloir exercer un métier qui l'oblige à délaisser ses obligations familiales ne saurait être envisagé avec enthousiasme par la majorité de la population, et surtout par les hommes bien sûr, dans la mesure où ce désir d'émancipation remet en cause la structure même de la société. L'éducation des filles, pour une raison analogue, est négligée par rapport à celle dispensée aux garçons : il s'ensuit que les futures femmes ne peuvent se développer à leurs pleines capacités que dans de rares cas.

Par contraste, l'aspiration à une plus grande égalité entre les sexes s'est peu à peu imposée en Occident, principalement sous l'impulsion tenace des femmes, ne l'oublions pas, tant et si bien que les nations occidentales doivent une bonne part de leur développement économique à cette transformation radicale dans les rapports hommes-femmes survenue il y a à peine quelques siècles. Certes, de nombreuses inégalités persistent encore de nos jours, sans compter que la reconnaissance des droits des femmes en Occident est toute récente, et non encore parachevée. Néanmoins peut-on raisonnablement affirmer que nous sommes dans ces pays en présence d'une conjoncture

---

<sup>30</sup> Ce rapport (« Selected World Development Indicators », *World Development Report 98/99*, New York, Oxford University Press, 1999) est cité par HARRISON, L.E., « Why Culture Matters », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters. How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. xviii.

sociale bien plus favorable aux femmes qu'elle ne l'était auparavant, conjoncture qui semble d'ailleurs pour l'instant inimaginable dans bien d'autres pays du monde.

Or, ce statut nouveau auquel les femmes ont progressivement accédé n'a pas manqué d'avoir des conséquences considérables sur l'économie de ces pays, la plus importante étant sans doute de permettre à l'immense majorité d'entre elles d'avoir accès au marché du travail, mais surtout de pouvoir mettre à la disposition de l'ensemble de la société leurs talents, leur savoir-faire et leur initiative. Il apparaît ainsi primordial qu'une société qui fait sienne des valeurs propres à stimuler le développement économique – poursuite incessante du progrès technologique et amélioration constante des outils de production, transmission du savoir aux jeunes générations, liberté d'entreprise, etc. – ne s'arrête pas en cours de route en refusant d'accorder aux femmes la place qui leur revient, puisque ce faisant elle se prive alors d'un formidable potentiel qui ne demande qu'à être exploité, et qui à terme la conduira à une prospérité encore plus florissante.

Faut-il alors désespérer de voir les femmes, un peu partout sur la planète, obtenir davantage de liberté et, partant, d'opportunités ? L'avenir ne semble pas si sombre, peut-être annonce-t-il même de meilleurs lendemains, du moins si l'on en croit Barbara Crossette<sup>31</sup>, pour qui nous vivons à l'heure actuelle des changements sociaux significatifs, parmi lesquels figurent de façon importante les revendications des femmes pour des droits étendus. Selon elle, la lutte pour l'égalité gagne en ampleur sur tous les continents, et les femmes musulmanes seraient parmi les plus actives en ce domaine, ce qui ne va pas sans contredire quelque peu les dires de Landes<sup>32</sup>. Cette émergence nouvelle de mouvements féminins au sein de sociétés dites traditionnelles, généralement conservatrices et donc peu enclines à déroger des valeurs patriarcales sur lesquelles elles se sont édifiées depuis si longtemps, finira bien tôt ou tard par forcer ces sociétés à s'incliner devant les requêtes des femmes, d'autant plus que dans de nombreux pays du Tiers monde sévit le grave problème de la surpopulation, qui met une pression énorme

---

<sup>31</sup> Cf. CROSSETTE, B., « Culture, Gender, and Human Rights », in *Culture Matters*, *op. cit.*, p. 178-188.

<sup>32</sup> Précisons que Landes reconnaît tout de même que les femmes musulmanes ont été à la source d'avancées sociales dans leurs pays respectifs, mais celles-ci demeurent néanmoins marginales, étant donné qu'elles ne sont pas parvenues à opérer un changement de mentalité en profondeur chez les hommes. Par ailleurs, les propos de Crossette demeurent nuancés : des progrès se font certes sentir, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.



sur les ressources à la disposition de la population, et auquel la question du statut des femmes n'est pas étrangère.

En effet, il existe un lien entre le contrôle de la natalité et la condition des femmes, sans compter le fait que ces dernières, lorsque les hommes leur en donne la possibilité, sont souvent à la source d'une amélioration des conditions de vie qui profitent à tous. « In countries like Bangladesh and Indonesia, more authority in female hands has shown that lower birthrates follow, along with rising demands for education, better farming techniques, and more investment in the land and villages.<sup>33</sup> » Dans de nombreuses autres régions du monde, en Afrique par exemple, les femmes s'organisent également, exigeant la création d'écoles, ou encore l'accès des filles à un meilleur niveau d'instruction.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que des femmes du monde entier, provenant d'horizons culturels fort différents, partagent néanmoins des objectifs communs qui touchent à des aspects fondamentaux de la vie en société, comme en témoignent les revendications formulées lors de la 4<sup>e</sup> *Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes* tenue en 1995. Parmi celles-ci, on retrouvait en tête de liste l'aspiration des femmes à avoir le droit de posséder une propriété et à en hériter, de même que le droit de se lancer en affaires en fondant une entreprise. Or, pour que de tels droits puissent être effectifs, il faut qu'ils aient force de loi, c'est-à-dire qu'il est nécessaire que ceux-ci soient protégés légalement, ce qui faisait aussi partie des demandes des femmes. Des changements quant aux lois familiales étaient également exigés, pour permettre aux femmes d'avoir les mêmes droits légaux que leurs maris ou que leurs parents. Enfin, les participantes à la conférence ont exprimé le souhait que les femmes ne soient pas marginalisées ou vilipendées lorsqu'elles refusent des grossesses non désirées ou des relations sexuelles non voulues.

C'est donc dire que les femmes elles-mêmes militent pour que leurs droits soient reconnus, et pour que les valeurs qui les maintiennent dans une position d'infériorité par rapport aux hommes soient enfin reléguées aux oubliettes. Toutefois, pour atteindre ces ambitieux objectifs, les femmes devront convaincre les hommes de leur bien-fondé, puisque ce sont eux qui détiennent les rênes du pouvoir dans une écrasante majorité. Or, pour que cette entreprise de persuasion aboutisse à des résultats positifs, il faudra que

---

<sup>33</sup> CROSSETTE, B., *op. cit.*, p. 179.

s'engage, dans une société donnée, une intense – et douloureuse – réflexion au sujet de la culture et de ce qui en elle porte préjudice aux femmes, et que cette mise en question de certaines valeurs culturelles s'accompagne d'une réelle volonté de changement.

For women, the interplay between a prevailing culture or ethos and their daily lives is not a hypothetical topic. Despite great political and economic gains in many places, women around the world still have good reason to be sensitive to how cultures affect them.<sup>34</sup>

Encore aujourd'hui, la majorité des femmes dans le monde vivent dans des cultures dominées par les hommes (*male-dominant culture*), ce qui signifie par le fait même qu'elles sont rarement dans une position pour établir les normes sociales ou religieuses. Il s'ensuit que les choix d'existence qui s'offrent à elles, et par conséquent les possibilités de se dépasser, de s'accomplir tant dans la vie professionnelle et sociale qu'au plan individuel, s'en trouvent considérablement réduites, puisque leurs rôles sont définis de manière stricte et qu'il leur est difficile de les remettre en question sans être stigmatisées. Par comparaison, les hommes sont en général beaucoup plus libres de se choisir, mais ils demeurent condamnés à vivre dans un univers sclérosé par la mise à l'écart des femmes. À terme, c'est toute la société qui en écope.

### **Le cas du Japon**

Avant de conclure ce chapitre, il paraît pertinent de dire quelques mots à propos de l'émergence économique du Japon, qui s'avère particulièrement intéressante pour quiconque s'interroge sur la nature du développement. En effet, le Japon fut le premier pays non occidental qui parvint à connaître un véritable développement économique, s'étendant dans l'espace et dans le temps, à tel point que la société nippone figure aujourd'hui parmi les plus avancées du monde dans la plupart des domaines. Comment le Japon a-t-il réussi ce tour de force ? À quelle cause doit-on principalement attribuer ce que plusieurs ont appelé le « miracle japonais » ? Pour Landes, il ne fait pas de doute que c'est la culture qui a de nouveau été responsable de ce formidable essor économique, rendu possible grâce à des valeurs encourageant entre autres l'innovation technologique et la rationalité scientifique, de même que par l'existence d'une éthique fondée sur le travail et non sur l'accumulation de richesses. C'est pourquoi le succès du Japon mérite qu'on s'y attarde quelque peu, dans la mesure où il démontre une fois de plus que certaines dispositions culturelles favorisent bel et bien le développement, sans

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 181.

qu'il faille pour autant conclure que celles-ci sont exclusivement l'apanage de l'Occident.

Car n'eut été de la réussite nipponne, on aurait pu à juste titre se questionner sur la possibilité même que le développement puisse survenir ailleurs qu'en Occident, dans la mesure où aucune autre culture n'aurait alors fait la preuve qu'elle pouvait conduire à la prospérité économique. À supposer toutefois qu'il en fut ainsi, l'explication culturelle du développement proposée par Landes n'en aurait pas pour autant été invalidée – du moins pas pour cette raison –, puisque cela n'aurait rien changé au fait qu'il faille attribuer la richesse des pays occidentaux aux valeurs culturelles qu'on y retrouve, de même qu'il faille attribuer la pauvreté ou les difficultés pécuniaires en d'autres régions du monde à l'absence de valeurs orientées vers le développement économique. Au demeurant, rappelons-nous que c'est de cette manière que Landes s'explique le déclin de l'Islam ou la stagnation de la Chine, par exemple, chacune de ces civilisations ayant opté à un certain moment de son histoire pour des valeurs qui inhibaient la poursuite du développement économique, bien que celles-ci pouvaient dans le même temps satisfaire d'autres idéaux, qu'ils soient politiques, religieux ou sociaux. Loin donc de remettre en cause le rôle joué par la culture quant au développement économique des États, l'incapacité d'en trouver des illustrations en dehors du monde occidental nous aurait tout au plus convié à un certain pessimisme en ce qui concerne la possibilité réelle de voir s'étendre le développement à la grandeur de la planète.

Plus problématique, voire fatal pour la théorie de Landes aurait été le fait qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir recours au facteur culturel pour rendre compte de l'extraordinaire fortune économique du Japon, d'autres explications de ce phénomène semblant plus adéquates. Dans cette éventualité, le cas du Japon serait alors apparu comme un contre-exemple de poids venant faire obstacle à la tentative de Landes de généraliser à l'ensemble des États son modèle explicatif du développement basé sur la culture. Or il n'en est rien selon l'historien – et fort heureusement pour lui –, et plutôt donc que de contredire sa thèse, le développement économique du Japon lui en fournit une éloquente illustration, en plus de lui permettre d'éviter une autre difficulté, liée cette fois-ci au risque de concevoir la culture occidentale en tant que telle, et non de la culture en général, comme le moteur essentiel du développement.

En effet, bien que l'histoire du dernier millénaire, et plus particulièrement celle des derniers cinq cent ans, témoigne pour lui de l'influence capitale exercée par

l'Occident sur le destin du monde, rendue possible par l'engagement de certaines des nations qui le composent à promouvoir à travers leurs valeurs le développement technologique et scientifique d'une part, et l'amélioration de la productivité d'autre part, il reste que la conclusion qui s'ensuit n'est pas nécessairement que les pays pauvres se trouvent condamnés à adopter le mode de vie à l'occidentale s'ils veulent se développer. Mentionnons au passage que Landes n'affirme à aucun moment de son ouvrage que l'abandon par une culture des valeurs qui la définissent – et qui donnent une signification à l'expérience individuelle et collective de ses membres – au profit d'une appropriation de caractéristiques culturelles propres à l'Occident, que l'occidentalisation de la culture donc, est quelque chose de souhaitable. Mais il faut toutefois reconnaître qu'en insistant comme il le fait à plusieurs reprises sur les mérites de la culture occidentale, sur son incroyable capacité à générer du développement économique, par opposition aux autres cultures qui existent sur la planète, Landes se compromettait lui-même quelque peu, ou à tout le moins ouvrait-t-il la porte à ce genre de critique, légitime en somme.

Or, la réussite du Japon prouve au contraire qu'il est possible pour un État de se développer sans pour autant renoncer à son particularisme culturel. Cela ne signifie pas par contre que le Japon a emprunté une voie tout à fait différente de celle prise par l'Occident, car après tout il faut bien qu'une nation s'oriente vers les secteurs porteurs de développement, tels que la recherche en science et en technologie, bien évidemment, mais aussi tout ce qui touche à l'organisation du travail et à la production, si elle désire effectivement accroître son potentiel économique. Ce que cela veut dire, en revanche, c'est que le Japon a mis le cap sur la modernisation de son économie à partir de la Restauration Meiji (1867-1868) – *id est* son industrialisation massive, l'ouverture de son marché au commerce extérieur, l'abolition des institutions féodales contraignantes pour la croissance des revenus de ses entreprises, etc. – en demeurant fidèle à son héritage culturel.

Si la société japonaise s'est bien sûr transformée au cours de cette période, en s'inspirant notamment des Occidentaux pour ce qui est du savoir-faire technologique et scientifique, de même qu'en ce qui a trait au mode de production industriel, jamais n'a-t-elle perdu de vue qu'il s'agissait d'adapter ces « vertus » à ses besoins propres, et c'est pourquoi on peut considérer que les Japonais n'ont à aucun moment consenti à abandonner leurs valeurs constitutives pour les remplacer par celles de l'Occident. Par

chance, il faut dire que ces valeurs étaient déjà fort propices au développement économique, que soit la loyauté des Japonais envers leurs employeurs ou envers leurs pairs, leur sens aigu du devoir collectif, la primauté qu'ils accordent au travail sur le profit, ou encore leur soif d'apprendre.

En dépit pourtant de cette grande compatibilité, à l'évidence plus prononcée qu'en d'autres lieux, entre la culture japonaise et le but que représente pour une nation le développement économique, il reste que l'exemple du Japon nous empêche de conclure, d'abord, que le développement ne saurait s'étendre de manière durable hors des frontières occidentales, et ensuite qu'il exigerait le cas échéant l'assimilation sans discrimination des valeurs jusqu'alors caractéristiques de l'Occident. Nous reviendrons d'ailleurs plus en détails dans le prochain chapitre sur cette accusation de promouvoir l'occidentalisation du monde souvent adressée aux tenants d'une explication culturelle du développement.

Cela dit, une des particularités du Japon demeure son étrange ressemblance avec l'Europe, du moins à certains égards, ressemblance qui existait avant même qu'il y ait des contacts entre eux. C'est ainsi qu'à côté de différences institutionnelles et culturelles marquées, on observe des similitudes qu'on ne s'explique toujours pas entre ces deux civilisations, comme en témoigne par exemple l'existence du féodalisme (avec des caractéristiques spécifiques dans chacun des cas) en ces deux endroits du monde et nulle part ailleurs, ou encore l'adaptation continuelle au changement qui est autant le propre du Japon que de l'Occident. « Nous voyons dans l'histoire japonaise le processus très dynamique d'une société qui change constamment. Une dynamique permanente, semblable à la dynamique européenne.<sup>35</sup> »

De la même manière, il est étonnant de constater que la classe marchande japonaise, qui gagna peu à peu en influence à mesure que ses activités prenaient de l'expansion, doit en grande partie sa vitalité à sa valorisation du travail au détriment de la recherche du profit, ce qu'elle développa d'elle-même, sans que les Européens y soient pour quoi que ce soit, et donc de façon tout à fait originale. « Again the parallel with Europe is striking. Japan did not have Calvinism, but its businessmen adopted a similar work ethic. The key lay in the commitment to work rather than to wealth.<sup>36</sup> » En

---

<sup>35</sup> EISENSTADT, S., « Les différents programmes de la modernité : le paradoxe du Japon », in *Valeurs et modernité*, sous la direction de BOUDON, R. et CHAUNU, P., Paris, Odile Jacob, 1996, p. 103.

<sup>36</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 363.

effet, les marchands japonais affinèrent au cours des siècles la conception qu'ils avaient d'eux-mêmes, de leur rôle social, et ils se dotèrent de règles de conduite et d'une éthique basée avant tout sur le travail et la frugalité. Ils furent par là les instigateurs de ce que plusieurs universitaires japonais considèrent être une véritable « révolution industrielle », qui consista en une transformation progressive des habitudes de travail, orientées désormais vers une productivité accrue et une recherche plus assidue de l'efficacité, qui préparèrent le pays pour sa modernisation et son industrialisation à venir.

Par ailleurs, le peuple japonais se caractérise depuis fort longtemps par sa curiosité, par sa soif d'en savoir toujours plus. Cela facilita grandement les premières relations qu'ils eurent avec les Européens, lorsque ces derniers accostèrent au pays du soleil levant au XVI<sup>e</sup> siècle, puisque les Japonais avaient alors tout à fait conscience de ce que l'étranger pouvait leur apporter. C'est pourquoi les Nippons, contrairement aux Chinois, reçurent bien ces marins insolites, venus de contrées lointaines avec dans leurs coffres des objets qui revêtaient une grande valeur à leurs yeux; c'est aussi la raison pour laquelle ils se montrèrent désireux d'apprendre leurs secrets et de commercer avec eux. Apprendre des autres n'était pas dégradant pour les Japonais, et c'est la raison pour laquelle ils s'employèrent à copier les armes à feu, les horloges et les lunettes européennes, sans toutefois cesser de se sentir supérieurs. Avec le temps, les Japonais passèrent maîtres dans l'art d'imiter, mieux, d'adapter voire d'améliorer la technologie en provenance de l'Occident, et ce faisant ils développèrent leur propre expertise en matière technologique; ils assimilèrent également – non sans heurts parfois – les enseignements de la science occidentale jugés utiles à leurs desseins, de même qu'ils eurent à prendre connaissance et à mettre en application les principes à la base de la Révolution industrielle une fois que celle-ci fut advenue en Europe.

Force est donc de constater que les Japonais possédaient, au même titre que les Occidentaux d'ailleurs, mais à leur manière, cette valeur si bénéfique pour le développement économique, laquelle consiste en une ouverture aux savoirs des autres et à leur technologie, bref, en un engagement indéfectible envers la connaissance et sa transmission. À l'instar de l'Europe, qui fut un temps l'émule de la Chine et de l'Islam, le Japon comprit qu'il pouvait grandir en accueillant le meilleur de l'Occident, sans qu'il dût pour ce faire abandonner son identité propre.

Du reste, cette attitude des Japonais à l'égard de la nouveauté ne saurait surprendre, car leur histoire s'est souvent confondue avec celle d'autres grandes civilisations, dont la Chine et la Corée il y a de cela bien des siècles, et plus récemment l'Occident, tout en étant traversée par les grands courants de pensée que furent le confucianisme et le bouddhisme<sup>37</sup>. Toutefois, jamais le Japon ne perdit son caractère spécifique en dépit de ces influences étrangères, c'est-à-dire que celles-ci le modifièrent certes en profondeur, mais toujours selon des orientations typiquement japonaises. À chaque nouveau stade de son évolution, à chaque nouvelle mutation, c'est constamment par un processus de japonisation que ce qui prenait origine ailleurs fut accepté et intégré à la culture nippone. Comme le fait remarquer Shmuel Eisenstadt :

L'influence extérieure ne se contente pas d'intervenir et de traverser la culture. Elle touche des racines très profondes et ces racines sont modifiées. La société change en profondeur, mais selon ses propres directions, et non selon les schémas que semblent indiquer les influences extérieures.<sup>38</sup>

Si le Japon est devenu la deuxième puissance économique mondiale, sans doute le doit-il beaucoup à sa culture qui, contrairement à ce qui s'est produit en d'autres endroits du monde, s'est refusée à rejeter en bloc ce qui venait de l'extérieur, tout en évitant le piège que représente l'assimilation excessive de caractéristiques culturelles étrangères.

Il faut aussi dire que le processus qui devait mener au développement économique du Japon tel que nous le connaissons aujourd'hui, qui prit son envol définitif avec le retour au pouvoir de l'empereur, en 1867-1868, fut caractérisé par une intensité, une détermination et une vision systématique bien japonaises. Le pays, encore une fois du point de vue de ses valeurs *et* de ses institutions, était très bien préparé aux changements qui s'annonçaient : les gouvernements nippons avaient traditionnellement été efficaces, les Japonais étaient relativement instruits, leur éthique du travail et leur autodiscipline favorisaient la productivité, et les structures familiales étaient fortes; par ailleurs, le sens de l'identité nationale, très présent au Japon, de même que le sentiment d'une supériorité innée, encouragèrent sans contredit le développement économique de cet État.

En un mot, les valeurs japonaises énumérées ci-dessus, conjointement à la qualité des institutions qui devaient les préserver et les étendre à travers le pays – efficacité de

---

<sup>37</sup> Ce paragraphe s'inspire grandement de EISENSTADT, S., *op. cit.*, et tout particulièrement des pages 103 à 105.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 105.

l'appareil étatique, éducation publique obligatoire tant pour les garçons que pour les filles, etc. –, sont à la base du soi-disant miracle japonais, qui à bien y penser n'en est pas véritablement un, puisqu'il repose sur de solides assises culturelles.

Along with government initiatives and a collective commitment to modernization, this work ethic and these personal values made possible the so-called Japanese economic miracle. [...] It would be a mistake of course to see this belief system as universal, but any serious understanding of Japanese performance must build on this phenomenon of culturally determined human capital.<sup>39</sup>

La prospérité du Japon, qu'il doit essentiellement à sa culture sans avoir eu pour ce faire à la dénaturiser, pour ainsi dire, représente donc un modèle inspirant pour les économies émergentes et, au sens large, pour les pays en voie de développement, qui peuvent apprendre beaucoup du parcours et de la réussite considérable du Japon, auxquels s'ajoute le fait que ce pays n'est pas issu de l'Occident, souvent honni.

### **Les leçons de l'histoire**

Il est maintenant temps de rassembler notre propos, touffu certes, mais duquel il est néanmoins possible, espérons-le, de déceler la ligne directrice qui teinte toutes les analyses historiques menées par Landes. Ce dernier en effet, s'intéressant à la question de la richesse et de la pauvreté des nations, cherche à en retracer l'origine, la raison fondamentale, et c'est du côté de la culture qu'il se tourne pour expliquer tout à la fois le développement et le sous-développement. Plus précisément, Landes attribue l'extraordinaire puissance économique de l'Occident, indissociable il faut le mentionner de sa puissance militaire et politique, aux valeurs culturelles qui ont marqué cette civilisation depuis le Moyen Âge, de même qu'il conçoit le retard économique des autres pays comme étant également le résultat d'une culture orientée vers d'autres objectifs que le développement économique. Si nous avons eu l'occasion en cours de route de souligner à quel point la définition que donne Landes de la culture apparaît nébuleuse et insatisfaisante, dans la mesure où plusieurs interrogations persistent, notamment en ce qui concerne le statut qu'il conviendrait peut-être d'accorder aux institutions, il demeure que ces imprécisions et ces zones d'ombre n'empêchent pas Landes d'argumenter opiniâtrement en faveur d'une lecture essentiellement culturelle du développement économique. En quoi consiste-t-elle ?

---

<sup>39</sup> LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 391.



Tout d'abord, il importe de ne pas perdre de vue que l'Occident doit une très grande partie de sa réussite économique aux progrès technologiques, puis scientifiques dont il a joui au cours du dernier millénaire, lesquels auraient été impensables sans la présence de valeurs – et d'institutions – les favorisant. Aussi est-ce pourquoi nous avons insisté sur la transformation sociale qui s'opère en Europe au Moyen Âge, car celle-ci est d'importance; en effet, en laïcisant les institutions politiques comme le firent de nombreuses principautés et royaumes de l'époque, on ouvrait dès lors la voie à une plus grande initiative individuelle et collective et ce, dans plusieurs domaines. Or, pour qu'une telle séparation des pouvoirs séculier et religieux soit instituée, il fallait bien que des valeurs sociales sous-jacentes viennent appuyer cette volonté de tracer une limite à l'autorité ecclésiastique. On peut donc raisonnablement penser que ce bouleversement politique fut principalement la conséquence de l'engagement de ces sociétés à respecter davantage la liberté de conscience et de culte de chacun, ce qui signifie par le fait même une tolérance plus grande à l'endroit des idées novatrices. Rien de comparable à cette démarcation entre le pouvoir de Dieu et celui des hommes ne se produisit chez les deux autres grandes civilisations de l'époque, soit en Chine ou dans le monde islamique, en raison de valeurs religieuses ou politiques qui lui étaient défavorables.

Cette organisation politique unique à certains pays d'Europe (surtout situés dans sa partie septentrionale), dont l'origine est principalement d'ordre culturel selon Landes, ne manqua pas d'avoir une incidence considérable sur le développement technologique d'abord, puis scientifique de ce continent. En effet, ce contexte social où les contraintes religieuses, économiques et politiques se trouvèrent assouplies fut des plus propices à l'éclosion de cette autre valeur caractéristique de l'Occident, qu'on retrouve peu à l'époque en dehors de ses frontières, à savoir cet attrait pour la nouveauté, cette recherche incessante de l'innovation technologique. Le Moyen Âge européen représente ainsi une période historique où, selon l'expression de Landes, la « folie de l'invention » se répandit à travers l'Europe à la manière d'une maladie contagieuse. En résulta bien sûr une série d'innovations (dont les plus illustres sont le moulin, les lunettes et l'horloge mécanique) qui assurèrent pour longtemps une nette avance à l'Europe sur les autres civilisations, voire un monopole sur la maîtrise de certaines technologies qui dura parfois des siècles (lunettes, horloge mécanique). De plus, les Européens ne se contentèrent pas d'inventer : ils copièrent et adaptèrent aussi à leurs besoins ce qui provenait d'ailleurs, notamment l'imprimerie et la poudre à canon, toutes deux d'origine

chinoise. Ces nouvelles inventions, et bien d'autres encore, eurent deux conséquences majeures pour l'Europe : *primo*, elles contribuèrent à accroître de façon significative la productivité, et *secundo* elles eurent pour effet d'augmenter le bassin de connaissances scientifiques. Lentement mais sûrement, les nations européennes créèrent donc les conditions qui allaient ultérieurement les mener à se développer de manière étendue, et sur le long terme.

À cet égard, la Révolution industrielle marque sans contredit un tournant. Largement tributaire de cette progression du savoir-faire technologique et de la science en général, de même que cet engagement de longue date des Européens envers la maximisation de la production, cette transformation radicale dans le mode d'exploitation des ressources et des hommes apparut d'abord en Grande-Bretagne avant de se répandre ailleurs en Europe. Or, pour expliquer cette primauté britannique, qui ne repose pas à son avis sur de stricts avantages matériels, Landes invoque les valeurs qui existaient à l'époque dans ce pays, et dans une moindre mesure les institutions qui facilitèrent l'atteinte de ces objectifs généraux. Marquant pour la plupart une rupture avec l'ordre ancien, ces valeurs façonnèrent la Grande-Bretagne du XVIII<sup>e</sup> siècle et lui permirent ainsi de devenir la première approximation de cette société idéale du point de vue de la production de biens et de services – laquelle représente en fait la somme impossible de toutes les valeurs et de toutes les institutions porteuses de développement. Il s'ensuivit bien sûr pour le pays une période de grande prospérité économique combinée à un pouvoir politique sans précédent, deux avantages qui faisaient frémir d'envie les autres puissances européennes et qui les incitèrent bientôt à imiter l'exemple britannique.

Mais si toutes les nations d'Europe désiraient ardemment s'industrialiser, toutes n'y parvinrent pas, ou à tout le moins pas au même rythme. En effet, il ne suffisait pas pour ce faire d'opérer un changement dans le mode de production semblable à celui qu'avait effectué les Britanniques; encore fallait-il que les valeurs propres à stimuler l'industrialisation suivent, et parmi celles-ci, plus que tout autre, il fallait faire du savoir et de sa transmission la priorité absolue. Les États qui comprirent cela, et qui firent donc en sorte d'élever l'éducation au rang de valeur nationale, furent les premiers à connaître une industrialisation massive et un développement économique durable; par contre, ceux qui n'empruntèrent pas cette voie eurent du mal à combler leur retard, étant donné que la main-d'œuvre qualifiée leur faisait défaut ainsi que les institutions capables non

seulement de transmettre les nouvelles connaissances techniques et scientifiques, mais aussi et surtout de repousser sans cesse les limites du savoir.

Après s'être longuement attardé sur la Révolution industrielle – fondamentale pour comprendre la fracture historique entre riches et pauvres – nous avons effectué un retour dans le temps pour nous interroger sur l'impact des grandes explorations et du colonialisme sur le développement des États européens, mais aussi sur le sous-développement des pays conquis. Là encore, on ne peut passer sous silence l'apport fondamental des technologies européennes à cette entreprise démesurée qui consistait à traverser des océans hostiles pour voguer vers des contrées incertaines; quelques siècles auparavant, une telle idée aurait paru des plus irréalistes, mais les nouvelles connaissances et les nouveaux instruments de navigation permirent bientôt à des marins intrépides de se lancer à l'assaut des mers. Avec comme conséquence qu'en moins de deux siècles, le monde se transforma en une gigantesque succursale dédiée à satisfaire les intérêts des puissances européennes, dont les armes leur assuraient un règne sans partage.

Ces conquêtes de territoires engendrèrent leur lot de calamités pour les populations locales et pour les esclaves qu'on fit venir d'Afrique; pour l'Europe cependant, elles ouvrirent la voie à une accumulation des richesses sans précédent, du moins pour les pays qui ne flambèrent pas leurs capitaux dans la guerre et le luxe. C'est donc dire à quel point la culture joua une fois de plus un rôle déterminant pour départager en Europe les nations qui devinrent réellement riches, c'est-à-dire celles qui firent croître sans cesse leurs actifs, qui les réinvestirent, qui ne relâchèrent pas leurs efforts et ne cessèrent pas de valoriser le travail malgré les énormes ressources financières dont elles bénéficiaient soudain, et ces autres nations qui s'empêtrèrent dans la concupiscence et les projets démesurés que permet aussi l'opulence.

Évidemment, les atrocités perpétrées durant l'ère coloniale ne sauraient se justifier d'une quelconque manière, de même qu'il serait tout à fait absurde d'affirmer que la domination politique et militaire des Européens ne leur a pas fourni pendant quelques siècles un net avantage économique sur toutes les autres civilisations et cultures du monde. Néanmoins, Landes ne voit pas dans ce phénomène la source principale de l'industrialisation du continent européen, ni de son développement économique au sens large; c'est plutôt à son avis l'amélioration constante des technologies disponibles et l'accumulation du savoir qui en résulta qui furent

déterminantes dans ce processus. Quant au sous-développement qui mine encore aujourd'hui la plupart des nations qui furent jadis des colonies, nul ne saurait prétendre qu'il n'est pas en partie lié à l'exploitation et à la soumission qui furent trop longtemps la norme dans ces pays. Pourtant Landes se veut optimiste, car ce ne sont pas toutes les ex-colonies qui en arrachent de nos jours au plan économique nous fait-il remarquer, ce qu'il attribue de nouveau à la capacité qu'ont – ou n'ont pas – ces États nouvellement indépendants de se doter de valeurs qui les conduiront d'une part à panser les plaies du passé, et d'autre part à s'orienter vers des activités et des façons de faire vraiment aptes à stimuler le développement.

Dans un tout autre ordre d'idées, il était impératif de souligner la contribution essentielle des femmes au développement économique des pays occidentaux, fruit de leurs luttes, de leur persévérance, mais aussi des concessions faites bon gré mal gré par les hommes au fur et à mesure que les revendications des femmes gagnaient de l'ampleur. S'il faut admettre que certains des gains obtenus par les femmes relèvent davantage de circonstances économiques et sociales (qu'on pense ici à la nécessité du travail des femmes en temps de guerre, par exemple, ou pour subvenir aux besoins de leur famille), il reste que l'égalité entre les sexes représente surtout un enjeu culturel selon Landes. C'est ainsi que des valeurs religieuses ou sociales existant dans de nombreuses collectivités constituent à n'en point douter des entraves majeures à l'émancipation des femmes et, partant, elles nuisent au développement de l'ensemble d'une société en la privant d'initiative, de talents, d'intelligence.

Enfin, le cas du Japon a retenu notre attention, dans la mesure où sa réussite permet à Landes de réaffirmer une fois de plus que c'est bel et bien à la culture qu'un pays doit fondamentalement son développement économique. En effet, cet État s'est taillé une place parmi les nations les plus prospères du globe parce qu'il a pu compter sur des valeurs séculaires qui encourageaient son développement, et qui surent de plus s'adapter au moment opportun, c'est-à-dire lorsque la réhabilitation de l'empereur en 1867-1868 annonça le début d'une ère nouvelle pour le pays. Discipline, éthique du travail, sens de la collectivité, recherche du progrès technologique, désir d'en apprendre toujours plus, engagement à maximiser le mode de production, telles sont certaines des valeurs propres au peuple japonais qui sont tout à fait en phase avec les exigences du développement économique. Le succès nippon démontrerait ainsi qu'il est possible de se développer en empruntant sa propre voie, et non en essayant d'imiter celle qu'ont tracée

les occidentaux, à la condition toutefois d'allier héritage culturel et impératifs économiques.

Ce qu'il faut retenir de toute l'argumentation de Landes, en somme, c'est que la culture d'un pays s'avère toujours déterminante pour que celui-ci puisse espérer un jour se développer de façon durable. S'appuyant sur moult analyses historiques des plus variées – et parfois polémiques –, Landes s'emploie à défendre l'idée selon laquelle les valeurs propres à l'Occident expliqueraient l'hégémonie de cette civilisation sur le reste du monde, laquelle s'amorce timidement il y a environ mille ans pour graduellement en venir à constituer selon lui le phénomène marquant de l'histoire des cinq derniers siècles, avec toutes les conséquences à la fois positives et négatives que cela a engendré.

Until very recently, over the thousand and more years of this process that most people look upon as progress, the key factor—the driving force—has been Western civilization and its dissemination: the knowledge, the techniques, the political and social ideologies, for better or worse. This dissemination flows partly from Western dominion, for knowledge and know-how equal power; partly from Western teaching; and partly from emulation. Diffusion has been uneven, and much Western example has been rejected by people who see it as an aggression.<sup>40</sup>

Inutile de dire que bien des gens ne seront pas d'accord avec une telle affirmation, qui semble pourtant difficilement contestable selon Landes parce qu'elle s'appuie sur des faits historiques avérés, dont le plus significatif est la supériorité occidentale en matière de technologies, depuis le Moyen Âge, qui permit à l'Europe de régner en maître sur le monde pendant des siècles, tant grâce à sa force militaire que grâce à son dynamisme économique, et qui procure encore aujourd'hui à l'Occident une nette longueur d'avance sur le reste du monde, à l'exception du Japon. Il importe donc de considérer la suprématie occidentale pour ce qu'elle est, à savoir comme étant liée à sa culture et, par voie de conséquence, aux institutions que celle-ci a fait naître. Les nombreux autres bénéfices dont peut jouir un pays, que ce soit la possession de richesses naturelles, d'une position géographique enviable, d'avantages comparatifs dans de nombreux domaines, ou encore l'existence de politiques visant à promouvoir l'économie, sans l'appui fondamental de valeurs culturelles qui mettront à profit tous ces atouts, ne nous autorisent pas selon Landes à croire qu'un État saura se développer à long terme, ou à tout le moins autant qu'il le pourrait.

Faut-il alors en conclure qu'un État dont la culture est « improductive » ne pourra jamais connaître le développement économique auquel il aspire ? La réponse à

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 513.

cette question est évidemment non, puisque les valeurs culturelles, fort heureusement, ne sont pas immuables, elles peuvent se transformer au fil du temps, ce qui ne signifie pas par contre qu'un tel changement soit chose aisée; les sociétés moins développées ne sont donc pas condamnées à le demeurer toujours. Il importe également, dans la même foulée, de se départir de la connotation raciale qui est souvent associée à la notion de culture, et qui n'a pas lieu d'être pour l'historien. Il s'avère cependant plus ardu de pointer du doigt la culture d'un peuple sans en recueillir quelque animosité, aussi nobles soient les intentions derrière cette critique, car l'ego d'une société s'en trouve alors froissé et il peut lui sembler à juste titre que son identité est remise en cause. Sans compter que c'est souvent l'autre, l'étranger, l'Occidental, qui formule des réserves envers la culture d'autrui...

Ces difficultés, bien réelles, n'altèrent pourtant en rien l'obligation morale qu'ont les pays riches envers les pays moins nantis. Après tout, il serait absurde que les nations fortunées, sous prétexte qu'elles ne doivent pas intercéder dans les affaires intérieures d'un État, se complaisent dans l'inaction, refusant par là d'assumer une responsabilité qui paraît tout naturellement leur incomber, étant donné leurs énormes moyens financiers et leur expertise, à savoir d'aider les pays dans le besoin, mais surtout, et plus concrètement, leurs populations. Reste l'épineuse question de déterminer comment satisfaire une telle exigence tout en évitant les contradictions, tout en ne reprenant pas d'une main ce qu'on tend de l'autre. Et il reste aussi à convaincre l'électorat occidental du bien-fondé de cette démarche. D'un autre côté, les pauvres eux-mêmes ont un rôle capital à jouer pour se sortir de leur situation et, à ce titre, l'explication du développement par la culture, en faisant des individus et des sociétés les propres artisans de leur réussite, se veut par la même occasion un antidote contre le pessimisme, le défaitisme et le fatalisme qui trop souvent découragent. Ainsi, le meilleur moyen de triompher de l'adversité, pour Landes, c'est encore d'y faire face par soi-même.

## EXPLIQUER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR LA CULTURE :

### CRITIQUES ET OBJECTIONS

La thèse défendue par Landes, cela ne saurait guère nous étonner, est loin de faire l'unanimité. Si le chapitre précédent se proposait d'exposer le point de vue de ce défenseur d'une explication culturelle du développement, le temps est maintenant venu de se pencher sur quelques-unes des critiques et des objections suscitées non seulement par son ouvrage, mais aussi par cette conception même du développement économique. C'est que l'historien n'est évidemment pas le seul à prétendre que la culture d'un pays est la principale cause de son développement ou de son sous-développement économique; aussi ceux qui s'opposent à une semblable vision des choses ou qui cherchent à la nuancer ne visent-ils pas nécessairement Landes dans leurs attaques, mais plus largement ce type d'explication. Voilà pourquoi nous aborderons ici la question depuis une perspective globale, c'est-à-dire qu'il s'agira à la fois de s'interroger sur la pertinence d'expliquer le développement économique en se fondant essentiellement sur la culture tout en ayant soin de faire le parallèle entre ces critiques générales et le travail de Landes.

Pour ce faire, il nous faudra souligner d'entrée de jeu l'ampleur des difficultés liées à la définition même de la culture, qui constituent à elles seules une première réserve face à cette manière d'envisager le développement économique. Nous examinerons par la suite la position d'auteurs qui remettent pour la plupart en question, sinon l'influence de la culture, du moins sa portée réelle sur le développement, ainsi que la manière d'appréhender empiriquement cette variable. Enfin, à ces considérations épistémologiques s'ajoutera une critique acerbe des implications morales d'une telle conception, la plus crainte étant la transformation radicale des sociétés au nom du soi-disant progrès, pour ne pas dire l'occidentalisation du monde.

#### **Qu'est-ce que la culture ?**

Nombreuses sont les manières de répondre à cette question délicate, et c'est pourquoi il est impératif, avant d'aller plus loin, de s'interroger sur ce qui se cache sous cette appellation de « culture ». Certes, nous avons tous une certaine idée de ce qu'est la culture; c'est d'ailleurs souvent en se référant à cette notion que nous cherchons à

expliquer les différences existant entre les diverses sociétés. « C'est culturel » entend-on souvent dire à propos de telle ou telle caractéristique nationale, que ce soit pour l'excuser, la blâmer, ou simplement pour manifester notre incompréhension face à un phénomène dont le sens nous échappe. Mais au-delà de ces approximations, somme toute intuitives, lorsqu'il s'agit de déterminer avec plus de clarté ce concept, cette réalité culturelle, dans le but de l'appréhender empiriquement, mieux, scientifiquement, il devient alors manifeste que nous ne sommes pas en possession d'une définition sans équivoque de la notion de culture. Lawrence Harrison résume bien la situation qui prévaut actuellement quant à l'étude de la culture :

Culture is difficult to deal with both politically and emotionally. It is also difficult to deal with intellectually because they are problems of definition and measurement and because cause-and-effect relationships between culture and other variables like policies, institutions, and economic development run in both directions.<sup>1</sup>

Ces difficultés, ni Landes – non plus que les autres partisans d'une explication culturelle du développement –, ni ses détracteurs ne parviennent à les lever. Il ne faut donc pas perdre de vue que les objections et les critiques présentées dans ce chapitre souffrent toutes de ce manque de précision qui affecte la discussion autour du rapport entre culture et développement économique, et qu'en ce sens, on peut à juste titre se demander si elles s'appliquent directement à la thèse de Landes, dans la mesure où chaque auteur y va de sa propre définition de la culture, rarement semblable à celle de l'historien.

Pour se convaincre de ce désaccord concernant la définition même de la culture, qu'il suffise de citer quelques auteurs contemporains qui se sont intéressés à cette question. Cela nous permettra du coup de mesurer la distance qui peut séparer les vues de Landes de celles proposées par divers intellectuels, qu'ils soient pour ou contre une explication du développement économique par la culture. Si d'aucuns accordent, à l'instar de Landes, une place prépondérante aux valeurs dans leur conception de la culture<sup>2</sup>, nombreux sont ceux qui, tout en leur reconnaissant une importance indéniable, n'en font néanmoins qu'un élément culturel parmi tant d'autres. Samuel Huntington, pour un, l'illustre fort bien : « Hence we define culture in purely subjective terms as the values, attitudes, beliefs, orientations, and underlying assumptions prevalent among

---

<sup>1</sup> HARRISON, L. E., « Why Culture Matters », in *Culture Matters*, *op. cit.*, p. xxxii.

<sup>2</sup> Harrison entre autres, que nous évoquons à l'instant, définit la culture sensiblement de la même manière que l'historien, à savoir comme le produit des valeurs et des attitudes propres à une société. Cf. à ce propos HARRISON, L. E., *ibid.*, p. xxi et xxxiv.



people in a society.<sup>3</sup> » Peter Temin admet pour sa part que définir la culture n'est pas chose aisée, et il nous en convainc fort bien lui-même en nous livrant une définition de son cru :

Culture is an elusive concept. I use culture to denote the distinctive attitudes and actions that differentiate groups of people. Culture in this sense is the result of and expressed through religion, language, institutions, and history.<sup>4</sup>

Enfin, l'historien français Alain Peyrefitte envisage la culture comme le résultat des mentalités propres à une société : « – religion, préjugés, superstitions, réflexes historiques, attitudes à l'égard de l'autorité, tabous, mobiles de l'activité, comportements envers le changement, morale de l'individu et du groupe, valeurs, éducation –. »<sup>5</sup> Cependant, on peut raisonnablement se demander si en intégrant autant d'aspects de la vie collective sous le concept de culture, on ne lui ôte pas du coup toute substance, toute signification. Si la culture englobe tout, ne risque-t-elle pas de ne plus rien vouloir dire du tout, et en particulier de s'avérer inapte à expliquer le développement et le sous-développement économique ?

On le constate, le simple fait de chercher à définir la culture pose problème, invite à la réflexion. Aussi apparaît-il naturel de se demander si Landes a réussi là où d'autres semblent avoir échoué, c'est-à-dire s'il est parvenu à donner une définition rigoureuse de la culture qui puisse résister aux assauts de la critique. La réponse, évidemment, est non. Et pourquoi donc ? Parce que l'historien, d'une part, ne se donne aucunement la peine d'établir clairement et une fois pour toutes ce qu'il entend par culture, ce qui constitue à n'en point douter une première difficulté. C'est ainsi qu'il la définira tantôt sur la base des valeurs d'une société, tantôt sur la base des valeurs et des attitudes<sup>6</sup>, ce qui a pour effet de nous embrouiller, c'est le moins qu'on puisse dire. Il est d'autre part loin d'être évident que nous soyons pour l'instant en mesure de comprendre quelle est la nature exacte des valeurs, si tant est que ces dernières correspondent grosso modo à la culture d'un pays. Voilà donc pourquoi il convient maintenant de s'interroger

<sup>3</sup> HUNTINGTON, S. P., « Cultures Count », in *Culture Matters*, *op. cit.*, p. xv.

<sup>4</sup> TEMIN, PETER, « Is it Kosher to Talk about Culture? », in *Journal of Economic History*, vol. 57, no. 2, juin 1997, p. 268.

<sup>5</sup> PEYREFITTE, A., *La société de confiance. Essai sur les origines du développement*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 18.

<sup>6</sup> Dans la conclusion de son ouvrage en effet, Landes définit la culture comme étant le produit des valeurs et des attitudes adoptées par les membres d'une société (cf. LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 516), ce qui marque semble-t-il un glissement par rapport à la conception de la culture qu'il a défendue tout au long de son livre, essentiellement fondée sur les valeurs.

sur ce que sont ces valeurs et sur notre capacité à les saisir non pas seulement par une vue de l'esprit, mais aussi dans le monde, pour ainsi dire.

Précisons d'emblée que la manière d'envisager les valeurs qui est celle de Landes paraît tout à fait en phase avec celle admise par certains psychologues. En effet, s'inspirant en cela des travaux menés dans les années soixante-dix par Milton Rokeach, des chercheurs définissaient récemment les valeurs comme des buts abstraits que les individus considèrent comme étant d'importants principes pour guider leur existence<sup>7</sup>. Quoique succincte et peut-être insatisfaisante à première vue, la définition des valeurs donnée par Landes – qui en fait laconiquement les « buts généraux » d'une société<sup>8</sup>, ne semble donc pas si éloignée de ce que d'autres ont suggéré, ou à tout le moins ne manque-t-elle pas plus de rigueur.

Cependant, ce n'est pas parce la définition de Landes s'accorde avec celle proposée par certains chercheurs en psychologie que les difficultés liées à l'étude des valeurs disparaissent pour autant. En effet, si on postule comme le fait l'historien que ce sont les valeurs propres aux différentes cultures qui sont à la base du développement et du sous-développement économique, alors il faut nécessairement être en mesure de prouver d'abord et avant tout qu'il est possible d'avoir accès à ces valeurs, c'est-à-dire qu'il nous faut attester de leur réalité empirique. Ce n'est qu'à ce moment que nous pourrions aborder avec quelque chance de succès les autres problèmes qui surgissent lorsqu'il est question des valeurs, en ce qui a trait notamment à leur incidence sur le comportement des individus ou plus généralement sur l'organisation de la société. Bref, il ne suffit pas simplement d'affirmer la primauté des valeurs sur tout autre phénomène dans notre explication du développement; encore faut-il démontrer de manière convaincante que ce sont bel et bien ces valeurs qui sont à l'œuvre, ce qui ne peut se faire qu'à la condition de s'appuyer sur de solides recherches scientifiques, les seules à pouvoir nous persuader de la validité d'un tel postulat.

---

<sup>7</sup> Cf. MAIO, G. R., OLSON, J. M., ALLEN L. et BERNARD, M.M., « Addressing Discrepancies between Values and Behavior: The Motivating Effect of Reasons », in *Journal of Experimental Social Psychology*, 37, 2001, p. 105.

<sup>8</sup> Comme nous avons eu l'occasion de le mentionner dans le premier chapitre, Landes ne nous dit pas noir sur blanc ce qu'il entend par « valeurs »; il nous faut donc reconstruire ses idées à ce propos à partir des quelques bribes d'informations qu'il nous laisse çà et là. Ainsi, en parlant des institutions, il affirmera que leur fonction est de favoriser l'accomplissement des buts généraux (*favor the achievement of these larger goals*) qu'il vient tout juste d'énumérer, c'est-à-dire de favoriser l'accomplissement des valeurs qu'une société adopte. Cf. LANDES, *op. cit.*, p. 215-217.

Or, cette exigence de scientificité dans l'étude des valeurs n'est pas aisée à satisfaire, puisqu'un certain nombre d'obstacles se présentent lorsqu'on cherche à rendre compte scientifiquement des valeurs. Qu'il suffise ici d'en mentionner succinctement trois : le caractère inobservable des valeurs sous toutes leurs formes, la difficulté qu'il y a à démontrer l'homogénéité des valeurs au sein d'une société et enfin les problèmes liés à la mesure des valeurs<sup>9</sup>.

Si les valeurs peuvent prendre plusieurs formes et être analysées sous de nombreux angles, il reste qu'elles ne sont jamais directement observables; aussi sont-elles par nature immatérielles, comme dirait Landes. Ceci rend leur étude beaucoup plus difficile, car lorsqu'on affirme leur existence ainsi que leur influence sur le comportement, on ne peut que supposer que ce sont réellement elles qui agissent, sans en avoir toujours une très grande certitude. Si on ajoute à cela l'absence d'une définition des valeurs partagée par l'ensemble de la communauté scientifique, de même que les liens étroits et complexes qu'elles entretiennent avec d'autres processus mentaux, avec les émotions et avec le milieu, la difficulté semble encore plus substantielle.

De plus, admettre que certaines valeurs sociales traversent l'ensemble d'une communauté revient à supposer en pratique que les individus à l'intérieur de celles-ci partagent, du moins à un certain degré, des valeurs homogènes; or il s'avère ardu de démontrer un tel état de choses, tout comme il est fort difficile de prouver que dans une situation donnée, un individu a effectivement agi conformément à telle valeur sociale plutôt qu'à telle autre, ou plutôt que pour d'autres raisons. Enfin les valeurs, de par leur caractère inobservable, se laissent difficilement mesurer. Les deux principales méthodes d'investigation pour parvenir à la connaissance des valeurs présentes au sein d'une collectivité, soit les sondages et les inférences à partir du comportement, posent de nombreux problèmes, principalement quant à la validité des résultats obtenus<sup>10</sup>.

À la lumière de ces difficultés, faut-il désespérer d'en arriver un jour à une meilleure connaissance scientifique des valeurs ? Évidemment, ceux qui poursuivent des recherches dans ce domaine et qui sont pour la plupart convaincus de l'importance et de

---

<sup>9</sup> Les développements qui suivent s'inspirent de HECHTER, M., « Values Research in the Social and Behavioral Sciences », in HECHTER, M., NADEL, L. et MICHOD R. E. (éd.), *The Origin of Values*, New York, Aldine De Gruyter, 1993, p. 3-13.

<sup>10</sup> Pour de plus amples détails cf. HECHTER, M., *op. cit.*, p.10-13.

l'influence que les valeurs peuvent avoir sur la vie humaine font valoir qu'avec le temps ces lacunes et ces incertitudes devraient se résorber.

Even though values unquestionably are difficult to measure, there can be no scientific warrant simply to ignore them. [...] To those willing to accept the intuitive importance of values in explaining both individual and social outcomes, understanding their genesis is critical. The problem is extremely complex, however, for values appear to arise through a bewilderingly large number of pathways<sup>11</sup>.

Landes, quant à lui, ne semble pas trop préoccupé par cette complexité inhérente à l'étude des valeurs, bien qu'il soit par ailleurs tout à fait conscient des difficultés qu'il y a à penser un phénomène aussi vaste et multiple que ne l'est le développement économique. L'historien cherche néanmoins à établir un lien de causalité entre les valeurs culturelles d'une part, et le développement économique de l'autre. Devant la complexité abyssale de ce qu'il se propose d'expliquer, en s'appuyant qui plus est sur une conception assez floue de ce que sont les valeurs, force est de constater que nous ne pouvons être que très sceptiques à l'endroit de sa thèse, dans la mesure où l'on peut douter de sa véritable applicabilité dans le réel.

Mais ce n'est pas tout puisque Landes, on s'en rappellera, exclut les institutions de sa définition de la culture, ce qui pose également problème. C'est que pour de nombreux économistes en effet, les institutions ont une influence cruciale sur l'économie d'un pays, et donc sur la richesse et la pauvreté d'une nation. Douglass North, prix Nobel d'économie, est l'un de ceux qui s'est le plus intéressé, dans une perspective historique, au rapport entre institutions et développement économique : « Institutions form the incentive structure of a society, and the political and economic institutions, in consequence, are the underlying determinants of economic performance.<sup>12</sup> » Or, s'il s'avère effectivement exact que les institutions ont cette importance, on peut alors à juste titre se demander si Landes ne fait pas fausse route en priorisant la culture, c'est-à-dire les valeurs, lorsqu'il cherche à rendre compte du développement. Il semble ainsi possible de lui rétorquer que les institutions ont aussi eu un impact majeur sur le développement ou le sous-développement des États et qu'en ce sens, il importe de les prendre en considération dans notre explication tout autant que la culture. Du reste, certains n'hésitent pas à intégrer les institutions à leur définition de la

---

<sup>11</sup> HECHTER, M., *op. cit.*, p. 13.

<sup>12</sup> NORTH D. C., « Economic Performance Through Time », in *American Economic Review*, vol. 84, no. 3, juin 1994, p. 359.

culture, en arguant que cette dernière peut être envisagée à la fois comme le reflet des valeurs d'une société mais aussi de ses traditions et de ses pratiques, parmi lesquelles figurent bien sûr les institutions.

Cela dit, Landes reconnaît tout de même que le contexte institutionnel d'une société joue pour beaucoup dans son développement ou son sous-développement économique; cependant, il n'en demeure pas moins convaincu que la disparité dans la richesse repose pour l'essentiel sur les valeurs, et non pas sur la qualité des institutions en place, ce qui apparaît quelque peu paradoxal. Ainsi, Landes ne pourrait qu'être d'accord avec l'analyse faite par Angus Maddison au sujet du rôle qu'ont joué les institutions dans le développement économique des nations européennes :

Western European countries were the first to experience « modern economic growth » because of their institutional sophistication, which was propitious for capital accumulation and technical change. Their legal arrangements put few constraints on markets for goods and services and factors of production. Contracts were not subject to arbitrary interference by the state, and ecclesiastical constraints on the development and diffusion of knowledge and new ideas were minimal.<sup>13</sup>

Pourtant, si Landes affirme sensiblement la même chose lorsqu'il s'emploie à énumérer les institutions favorables au développement économique<sup>14</sup>, il reste que dans l'ensemble son travail se concentre surtout sur les gens et sur les peuples, et plus exactement sur ce qui, dans leur « culture », pourrait bien être à l'origine de leur réussite ou de leur échec économique.

Il y a donc chez l'historien une ambiguïté certaine quant au statut qu'occupent les institutions dans son explication du développement, ce qui n'est pas sans obscurcir son propos. À cela s'ajoute également les autres problèmes liés à la définition de la culture dont nous avons précédemment fait mention, ce qui complique encore davantage le tableau. S'il apparaissait nécessaire de soulever ces difficultés, il importe dans le même mouvement de garder à l'esprit que celles-ci n'ébranlent pas seulement la théorie de Landes, mais bien toute entreprise visant à faire de la culture l'élément déterminant du développement économique, tout comme elles s'appliquent aux détracteurs d'une telle approche. En ce sens, il convient de considérer les critiques qui suivent comme souffrant elles aussi de cette imprécision qui accompagne toujours la notion de culture.

---

<sup>13</sup> MADDISON, A., « Growth Acceleration and Slowdown. Postwar Experience in Historical and Comparative Perspective », in MYERS, R. H. (éd.), *The Wealth of Nations in the Twentieth Century*, Stanford, California, Hoover Institution Press, 1996, p. 23.

<sup>14</sup> Cf. LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 217-218.

## La culture est-elle vraiment en mesure d'expliquer le développement économique ?

L'objection la plus radicale à l'encontre d'une explication qui fait de la culture la pierre angulaire du développement est celle qui affirme, purement et simplement, qu'il nous est impossible de comprendre la nature par trop complexe de ce phénomène. Bien sûr, cette assertion ne vaut pas uniquement pour l'explication culturelle, mais pour l'ensemble des théories visant à rendre compte du développement économique. Parmi ceux qui défendent ce scepticisme opiniâtre figure l'anthropologue Richard Shweder, selon lequel nous ne sommes en possession d'aucune explication causale convaincante de ce qui génère le développement économique :

It would be nice to have in hand a valid general causal explanation for the wealth and poverty of peoples, cultures, or nations, but we don't. If by « causation » we mean what J. S. Mill meant by it – all the necessary conditions that are jointly sufficient to produce an effect – I think we must admit that we do not really know what causes economic growth.<sup>15</sup>

S'attardant plus spécifiquement sur l'ouvrage de Landes, Shweder fait remarquer que si l'on cherche à faire l'inventaire de toutes les causes possibles pouvant expliquer la production de richesses évoquées par l'historien, on peut alors s'interroger à bon droit quant à savoir si celles-ci sont suffisantes pour que le développement économique ait lieu, voire même si ce sont des causes nécessaires.

If I were a cynic, I would say that our most able economic historians are really good at identifying some of the unnecessary conditions that might have been jointly sufficient to produce wealth in any particular case. Less cynically, I think it is fair to say that despite many impressive post hoc historical accounts of case-specific conditions that have promoted growth, one is entitled to feel confused about the general causes of economic success, if by « causation » we mean what J. S. Mill meant when he defined the term.<sup>16</sup>

En dépit de l'importance de ces « causes » auxquelles songe Shweder (les conditions climatiques, l'existence de ressources naturelles prisées, la force militaire, l'enseignement colonial, etc.), elles sont toutes subordonnées dans l'esprit de Landes à la présence d'une culture propice au développement économique, sans laquelle ces conditions, même favorables, resteront lettre morte. Néanmoins peut-on se demander, avec Shweder, si la culture d'un pays est bel et bien une condition nécessaire et suffisante pour que le développement apparaisse et perdure. Est-il réellement possible en

---

<sup>15</sup> SHWEDER, R. A., « Moral Maps, 'First World' Conceits, and the New Evangelists », in *Culture Matters*, op. cit., p. 168.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 169.

effet *d'expliquer* le développement économique en se fondant essentiellement sur la culture ?

### **L'incidence de la culture sur le développement : une variable difficilement quantifiable**

Si la question soulevée par Shweder paraît pertinente, elle ne discrédite pourtant pas davantage l'explication culturelle du développement par rapport à d'autres types d'explication, puisque la position défendue par ce dernier consiste surtout à affirmer que le mystère entourant le développement n'a pas encore été levé, peu importe la perspective adoptée. En ce sens, on peut dire que la critique que Shweder émet à l'endroit de la culture rate en partie sa cible, étant donné qu'elle s'applique à toute forme d'explication du développement, quelle qu'elle soit. Du reste, un tel scepticisme quant à notre capacité de parvenir à une connaissance raisonnable de ce qui engendre le développement n'est pas très constructif, dans la mesure où il ne nous permet pas de comparer les divers modèles explicatifs en présence et d'en évaluer les forces et les faiblesses respectives, en vue de pouvoir éventuellement peaufiner notre conception du développement.

Par contraste, on peut très bien admettre que la culture d'un pays a une influence sur son développement économique tout en reconnaissant dans le même temps l'énorme difficulté qu'il y a à établir comment cette influence s'exerce, et jusqu'à quel point. Michael E. Porter exprime cette réticence à accorder au facteur culturel une trop grande importance dans une conférence intitulée « Attitudes, Values, Beliefs, and the Microeconomics of Prosperity »<sup>17</sup>. Pour lui, il ne fait aucun doute que la culture a une incidence sur le développement d'une nation : plus difficile par contre est de déterminer laquelle. Interpréter le rôle joué par la culture par rapport à d'autres variables, isoler sa propre contribution en ce qui a trait au développement d'un pays lui paraît être un défi de taille. C'est qu'il ne suffit pas d'identifier des caractéristiques culturelles générales jugées désirables, telles que la valorisation du travail, de l'initiative ou de l'éducation, pour ne nommer que celles-là; encore faut-il montrer que la prospérité d'un pays leur est effectivement attribuable. Or c'est là que le bât blesse, selon Porter, car pour lui aucun des facteurs que l'on peut associer à la culture d'un pays n'est corrélé sans ambiguïté au progrès économique. Ainsi, la probabilité que les valeurs énumérées ci-devant puissent

---

<sup>17</sup> Les actes de celle-ci sont reproduits dans *Culture Matters*, *op. cit.*, p. 14-28.

effectivement contribuer au développement dépendra en fait de la manière dont elles seront incarnées dans le réel, puisque l'initiative n'est pas nécessairement synonyme de productivité, l'instruction d'ouverture d'esprit et ainsi de suite.

Porter s'intéresse plus particulièrement, dans sa conférence, à la culture économique, qu'il définit comme suit : « Economic culture is defined as the beliefs, attitudes, and values that bear on the economic activities of individuals, organizations, and other institutions.<sup>18</sup> » S'il existe à son avis un consensus de plus en plus large de nos jours en ce qui concerne les croyances, les attitudes et les valeurs les plus aptes à encourager le développement, comment se fait-il alors que tant de cultures peinent à créer des richesses bénéficiant à l'ensemble de la population, de manière durable ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour tenter d'expliquer cet état des choses, la première étant qu'il ne faut pas sous-estimer le pouvoir des idées économiques reçues, celles-ci pouvant entraîner un pays sur une voie contraire au développement en dépit de ses bonnes intentions. Ainsi, une culture économique improductive (l'expression est de Porter) pourrait davantage résulter de fausses conceptions quant à la nature de la prospérité plutôt que d'attributs culturels.

What people believe about what it takes to be prosperous has much to do with how they behave. And beliefs become reflected in attitudes and values. Unproductive economic culture, then, often arises less from deeply embedded societal traits than ignorance or the misfortune of being guided by flawed theories.<sup>19</sup>

Deuxièmement, la culture économique d'une nation dépend également en grande partie du contexte macroéconomique dans lequel cette société évolue. C'est pourquoi il importe d'être prudent lorsqu'on affirme que certaines caractéristiques nationales sont d'ordre culturel, puisqu'il se peut en fait qu'elles soient la conséquence de l'environnement économique global d'un pays. Toute la difficulté réside ici dans le partage à faire entre des comportements issus de la culture et des comportements qui, contrairement aux précédents, ne sont que le produit du système économique ambiant. D'après Porter, nombreux sont ceux qui reprochent par exemple aux travailleurs du Tiers monde de négliger la qualité de leur travail, de ne pas avoir une très bonne éthique du travail en somme. Pourtant, ces individus sont-ils récompensés pour les efforts qu'ils fournissent ? Ont-ils des possibilités d'avancement au sein de l'entreprise s'ils travaillent

---

<sup>18</sup> PORTER, M. E., « Attitudes, Values, Beliefs, and the Microeconomics of Prosperity », in *Culture Matters*, op. cit., p. 14.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 23.



bien ? Pour comprendre ce manque d'entrain au travail – comme pour expliquer d'autres « faiblesses » dans les pays sous-développés –, peut-être vaudrait-il mieux chercher du côté de la piètre capacité d'une économie à encourager le travail bien fait, la compétitivité et l'avancement social, plutôt que du côté de la culture.

Enfin, le choix des politiques sociales peut aussi avoir un impact majeur sur la culture économique d'un pays, dans la mesure où celles-ci modifient en profondeur le contexte économique. On peut penser, à titre d'exemple, à la mise en place de la sécurité sociale dans les pays occidentaux, qui a initié une transformation fondamentale des rapports des individus au travail, à l'épargne, etc.

Il importe donc, avant de blâmer la culture d'un peuple pour ses déboires économiques, de bien soupeser ce que cette dernière doit à la situation socio-économique existante, et aux croyances qu'elle véhicule.

These arguments, taken together, suggest great caution in dismissing the economic prospects of any society because of culture: "Country X is not successful because workers are lazy and companies are corrupt." What if the society learned different economic beliefs and instituted a different economic system?<sup>20</sup>

Certes, il est un peu décevant de voir Porter caricaturer de la sorte l'explication culturelle du développement, en la réduisant finalement à de grossiers préjugés qu'aucun de ses défenseurs n'endosserait sans doute. Cependant, si nous passons outre cette maladresse, il reste que sa réflexion au sujet du rapport entre la culture, le système économique ambiant et le développement apparaît des plus appropriée, dans la mesure où elle nous oblige à repenser l'équation souvent simpliste que certains établissent entre culture « improductive » et sous-développement économique.

Enfin, Porter se demande si l'explication culturelle du développement, qui se fonde grandement sur l'histoire, demeure toujours aussi pertinente de nos jours, à une époque où la mondialisation et ses exigences triomphent. C'est qu'on assisterait selon lui à une convergence des idées relatives à l'économie et au développement – qui se traduit par une uniformité des mesures adoptées par les États dans le but de générer des richesses –, convergence dont la conséquence principale serait d'avoir rendu l'influence de la culture moins déterminante.

Historical accounts often include rich discussions of the impact of cultural attributes on societies and their development paths because historically these attributes were persistent and exerted considerable influence on the economic configuration of societies. Yet the

---

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 24-25.

convergence of economic ideas and the pressures of the global market have arguably reduced the scope for cultural variables to influence the economic paths societies choose.<sup>21</sup>

En dépit pourtant de cette supposée unanimité quant aux moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la prospérité, il reste que la convergence dans le développement qui devrait normalement accompagner l'orthodoxie économique – libéralisation des marchés, déréglementations, austérité budgétaire, désengagement de l'État, etc. – semble tout sauf réelle. Du moins est-ce là ce qu'affirme Landes dans la conclusion de son livre<sup>22</sup>, et nous serions tentés de lui donner raison à cet égard, car il paraît juste d'affirmer que les pays pauvres ne sont pas près de rattraper l'énorme retard qu'ils ont sur les pays mieux nantis. Or, si les pressions exercées par le marché et les « recettes » proposées aux États du Tiers monde pour se sortir du marasme économique s'avèrent incapables pour l'instant de les conduire à un développement durable – bien qu'il faille reconnaître qu'un tel processus prend du temps –, peut-être est-ce justement parce que la culture n'est pas prise en considération dans ces analyses économiques apparemment infaillibles. Aussi, s'il ne faut pas surestimer le rôle joué par la culture, il convient tout autant de ne pas le sous-estimer, de même qu'il faut se garder d'accorder aux idées économiques en vogue une trop grande importance.

*La grande et la petite tradition, ou comment la culture influence-t-elle les comportements ?*

Dans « Disaggregating Culture »<sup>23</sup>, Nathan Glazer évoque le travail des anthropologues Robert Redfield et Milton Singer, selon lesquels une culture donnée serait toujours le produit d'une grande tradition combinée à une foule de petites traditions. La grande tradition renverrait principalement aux textes canoniques, aux célébrations, à la religion ainsi qu'à la tradition historique, tandis que les petites traditions auraient plutôt trait à la manière dont les gens vivent à petite échelle, dans des villages reculés par exemple, ou en tant que nouveaux citoyens ou immigrants. Comment s'effectue le passage de la grande tradition culturelle, à savoir celle censée nous donner la clé de l'énigme du développement, vers cette multitude de petites traditions existant au sein d'un État ? Selon Glazer, il est fort probable que la grande tradition n'influence

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>22</sup> Cf. LANDES, D. S., *op. cit.*, p. 518.

<sup>23</sup> In *Culture Matters*, *op. cit.*, p. 219-230.

que très partiellement et superficiellement l'existence des individus regroupés en petites communautés, de même que celle de ceux qui choisissent d'aller vivre en ville ou qui sont de nouveaux arrivants. Certes, une partie de la grande tradition leur est transmise, mais celle-ci se mélange et se transforme au contact des traditions autochtones des villages ou lorsqu'elle doit faire face à la culture soi-disant universelle que véhiculent les médias de masse des grandes cités.

There are thus many slips and gaps along the way in moving from a great tradition [...] to those who may practice various versions of it—little traditions, perhaps only distantly related. How much does the great tradition explain in the fate of those so distantly related to it?<sup>24</sup>

En élargissant un peu la perspective, on pourrait même aller jusqu'à se demander si la question soulevée ici par Glazer ne s'applique pas à tous les membres d'une société, quelle que soit leur situation géographique ou sociale, puisqu'il semble difficile de voir quel est l'impact concret de la grande tradition sur les comportements quotidiens des individus, et tout particulièrement en matière économique. Si une telle généralisation n'est pas excessive, il devient à ce moment possible d'établir un parallèle entre ce qu'affirme Glazer et la théorie de Landes, étant donné que ce dernier se concentre presque exclusivement dans son ouvrage sur les grandes traditions culturelles. En effet, de par la nature de ce qu'il se propose d'expliquer, l'historien ne peut qu'adopter un point de vue global sur les cultures qu'il étudie; il s'intéresse ainsi aux Européens, Chinois, Arabes, Indiens, Latino-Américains et non aux sous-groupes, ou « sous-cultures », existant à l'intérieur de ces entités plus grandes, qui sont peut-être très peu touchés par la grande tradition de leurs pays respectifs.

Pour illustrer son propos, Glazer cite l'économiste John Wong, qui est sceptique quant au lien à établir entre la grande tradition qu'est le confucianisme et les progrès économiques réalisés en Asie du Sud-Est. La position défendue par ce dernier traduit d'ailleurs assez bien le sentiment qu'éprouvent de nombreux économistes lorsqu'il s'agit d'évaluer la pertinence du facteur culturel par rapport au développement économique :

But the fact remains that most economists are uncomfortable dealing with culture, particularly since it presents definitional problems, is difficult to quantify, and operates in a highly complex context with psychological, institutional, political, geographic, and others factors.<sup>25</sup>

---

<sup>24</sup> GLAZER, N., « Disaggregating Culture », in *Culture Matters*, *op. cit.*, p. 224-225.

<sup>25</sup> HARRISON, L. E., *op. cit.*, p. xxv.

Ainsi, pour Wong, l'explication culturelle du développement qui s'appuie sur le confucianisme n'aura aucune portée tant et aussi longtemps qu'elle ne pourra se vérifier empiriquement, au moyen d'une hypothèse testable<sup>26</sup>. En effet, il ne suffit pas selon lui d'affirmer que de manière générale les valeurs confucéennes ont encouragé l'épargne personnelle, par exemple, et que ce faisant elles ont contribué à l'augmentation des capitaux disponibles au sein d'une nation. Ce qu'il importe de faire, c'est de montrer, preuves à l'appui, que ces épargnes ont vraiment servi le développement économique d'un pays par l'entremise des investissements qui ont été effectués dans les entreprises et dans l'industrie grâce à ces ressources financières. Car après tout, pourquoi ces économies n'auraient-elles pas été dépensées dans des activités orientées vers l'accomplissement personnel, que le confucianisme valorise par ailleurs ?

En s'en tenant à des généralités, l'explication du développement par la culture – et en particulier celle proposée par Landes – court donc le risque de se retourner contre elle-même, dans la mesure où il s'avère alors impossible de déterminer avec précision si ce que l'on désigne comme étant une valeur culturelle importante pour le développement a effectivement donné lieu dans la réalité aux résultats qu'on lui attribue. Comment être convaincu qu'elle n'a pas plutôt mené à des effets contraires ?

I think culture does make a difference. But it is very hard to determine what in culture makes the difference [...]. Whatever it is, I think it will be more subtle than the large characteristics of the great traditions of a culture, since too many outcomes, at different times, seem compatible with each of the great traditions.<sup>27</sup>

C'est pourquoi il apparaît capital, lorsque l'on discute de la culture et de son incidence sur le développement, de bien délimiter ce qu'on englobe sous ce terme, de même qu'il faut s'efforcer de montrer jusqu'où s'étend son influence et de quelle façon celle-ci s'exerce dans le détail.

---

<sup>26</sup> Pour ne pas alourdir le texte, nous résumons ici la position de Wong plutôt que de la citer intégralement. On retrouvera la citation complète dans GLAZER, N., *op. cit.*, p. 225, et pour plus de détails encore, cf. WONG, J., « Promoting Confucianism for Socioeconomic Development: The Case of Singapore », in *Confucian Traditions in East Asian Modernity: Moral Education and Economic Culture in Japan and the Four Mini-Dragons*, WEI-MING T.(éd.), Cambridge, Harvard University Press, 1996.

<sup>27</sup> GLAZER, N., *op. cit.*, p. 230.

## Les implications morales de l'explication culturelle du développement

Parallèlement aux critiques précédentes qui mettent l'accent sur des difficultés d'ordre épistémologique, en soulignant d'une part l'absence d'une définition satisfaisante de ce qu'est la culture et en insistant d'autre part sur le caractère flou entourant son champ d'application, on peut également s'opposer à l'explication culturelle du développement pour ce qu'elle implique au plan moral, quant à notre appréciation des cultures étrangères et par rapport à ce que ce type d'explication exige d'elles, au bout du compte, à savoir leur transformation.

### *De la difficulté à départager « race » et culture*

Le fait qu'il semble exister un lien, probablement accidentel il est important de le dire, entre l'appartenance culturelle et la « race »<sup>28</sup>, est l'une des principales raisons qui expliquent pourquoi tant d'intellectuels se refusent à considérer la culture comme l'élément déterminant du développement. En effet, comme le relève de nouveau Glazer, nous devons reconnaître que les grandes « races » qui peuplent la terre — les Occidentaux, Chinois, Africains, Indiens, etc. — ont donné naissance à des cultures et à des civilisations fort différentes. « The great races on the whole are marked by different cultures, and this connection between culture and race is one reason for our discomfort with cultural explanations.<sup>29</sup> » Avant d'accorder du crédit à la culture, avant d'en faire la pièce maîtresse de notre compréhension du développement économique, nombreux sont ceux qui préfèrent ainsi chercher ailleurs, dans des explications plus matérialistes, plus neutres et moins polémiques, la cause principale de ce phénomène complexe qu'est le développement. Au demeurant, Landes lui-même reconnaît qu'on associe souvent la culture à la « race », et par conséquent à l'idée d'hérédité et d'immuabilité. Or, s'il déplore un tel rapprochement, l'historien ne se donne pourtant pas la peine d'argumenter sérieusement pour lever l'ambiguïté qui accompagne cette façon de concevoir la culture, ce qui aurait approprié semble-t-il.

---

<sup>28</sup> Nous mettons ce terme entre guillemets pour souligner son caractère problématique. En effet, le mot « race » n'est presque plus employé de nos jours, que ce soit en anthropologie ou en biologie. Certes, ce terme a une longue histoire et une connotation fort négative, mais nous savons également aujourd'hui qu'il n'existe aucune différence génétique nous permettant d'affirmer qu'il y aurait plusieurs « races » d'êtres humains. En ce sens, l'utilisation de ce terme par Glazer ou par Landes renvoie à la conception populaire de la « race », à savoir à des traits physiques qui établissent une distinction superficielle entre divers groupes humains.

<sup>29</sup> GLAZER, N., *op. cit.*, p. 220-221.

### *Des cultures de moindre importance*

Par ailleurs, faire de la culture le facteur-clé de la richesse ou de la pauvreté d'une nation comporte un autre danger : celui de laisser entendre qu'une culture qui n'a pas su développer son économie le doit à ses mauvaises dispositions, à ses propres incapacités. Richard Shweder, dont nous avons déjà parlé précédemment, pourfend principalement l'explication culturelle du développement pour cette raison, c'est-à-dire qu'il ne peut se résoudre à admettre que nous évaluions le mérite des différentes cultures en fonction de leur unique performance économique. Insister sur l'importance de la dimension culturelle en matière de développement, affirmer qu'elle compte au plus haut point, voilà qui revient selon lui à diviser les cultures en deux catégories, soit celles que l'on considère avancées parce qu'elles ont su progresser économiquement, par opposition à celles qui ont stagné. D'après Shweder, établir une telle dichotomie signifie implicitement qu'on accepte l'idée qu'il existe des cultures qui sont pauvres, au sens large (*impoverished* en anglais), arriérées en quelque sorte, tandis que d'autres cultures seraient quant à elles plus évoluées, supérieures, riches (*enriched*).

Ainsi, ce que Shweder conteste surtout, c'est cette manie qu'ont les occidentaux de se voir comme le principal moteur du progrès humain, ce qui était souvenons-nous la thèse de Landes. Pour l'anthropologue, s'accomplir au plan économique, connaître ce genre de progrès, ne saurait en rien garantir l'avènement au sein d'une société des autres formes de progrès – cognitif, spirituel, moral, social, politique.

Societies in command of great wealth and power can be spiritually, ethically, socially, and politically flawed. Many vital, intellectually sophisticated, and admirable cultures, places where philosophers live in mud huts, have evolved in environments with rudimentary technology and relatively little material wealth.<sup>30</sup>

Il s'ensuit pour Shweder qu'il est impossible de proclamer qu'une culture – la nôtre, la leur – est supérieure à une autre, étant donné qu'il n'y a pas qu'une seule façon de concevoir ce qu'est la vie bonne.

Mais est-ce que les partisans d'une explication culturelle du développement croient vraiment que la culture occidentale est supérieure aux autres, qu'elle est plus digne d'intérêt et d'admiration ? Il semble que sur ce point Shweder ne soit pas très charitable envers ses adversaires, qui se bornent pour la plupart à vouloir faire ressortir les éléments culturels propices au développement, sans se prononcer sur la valeur des

---

<sup>30</sup> SHWEDER, R. A., *op. cit.*, p. 161.

cultures qui choisissent de s'engager dans une autre voie. Leur position pourrait d'ailleurs se résumer ainsi : « si tant est qu'une culture désire se développer au plan économique, si elle fait sien cet objectif, alors voici ce qu'elle devrait privilégier », ou encore : « nous constatons que la présence de certaines caractéristiques culturelles semble favoriser le développement économique tandis que leur absence paraît le freiner. » Landes, pour un, est clair sur ce point, comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner : « Keep in mind that this is not necessarily a "better" or a "superior" society (words to be avoided), simply one fitter to produce goods and services.<sup>31</sup> »

Du reste, Shweder néglige aussi le fait que la majorité des chercheurs qui se penchent sur le problème du développement le font, d'une part, pour chercher à en comprendre les ressorts et, d'autre part, pour essayer d'indiquer quelles actions politiques et sociales pourraient conduire à l'amélioration des conditions de vie des habitants des pays pauvres, ce qui a justement plus de chances de réussir lorsqu'on se fonde sur les meilleures connaissances à notre disposition. Or, à supposer que la culture soit effectivement le facteur déterminant du développement, il serait dès lors absurde de ne pas chercher à transmettre cette vérité au plus grand nombre, même si sous certains angles cela peut choquer ou provoquer des résistances.

De plus, s'il est vrai que le développement économique n'est qu'un progrès parmi tant d'autres, il reste qu'il est associé, du moins en Occident et au Japon, à d'autres types de progrès, qu'il soit scientifique, politique ou social. En effet, les pays dits développés ne le sont pas uniquement d'un point de vue économique : ce sont aussi ces États qui ont repoussé jusqu'à présent les limites de la technologie et de la science, et en particulier dans le domaine médical, dont les avancées nous permettent d'améliorer la santé des individus, et de manière générale, de prolonger la vie. Le respect des droits et libertés est également une caractéristique de ces sociétés, qui n'a été que timidement imité ailleurs dans le monde. Enfin, on observe que c'est principalement dans les pays riches que les politiques de sécurité sociale ont été instaurées, et plus important, qu'elles ont perduré.

Par contraste, peut-on raisonnablement croire que les pays qui en arrachent au plan économique sont en mesure de s'accomplir quant à d'autres dimensions de la vie collective, ou à tout le moins autant que s'ils avaient les moyens de leurs ambitions ?

---

<sup>31</sup> LANDES D. S., *op. cit.*, p. 217.

Pour mettre en œuvre des projets de société, pour chercher à rendre la vie de ses concitoyens meilleure, il semble qu'il faille disposer d'un minimum de ressources financières. Dès lors, on peut penser qu'il existe un lien entre le développement économique et les autres formes de progrès, dans la mesure où l'on constate que la richesse des pays les mieux nantis va bien au-delà de la simple prospérité économique, tandis que la pauvreté qui sévit dans de trop nombreux pays paraît quant à elle contraindre la portée des actions entreprises par les gouvernements, voire les empêcher tout à fait.

Quoiqu'il en soit ce n'est pas là le point de vue de Shweder, qui se définit pour sa part comme un « pluraliste culturel », c'est-à-dire comme quelqu'un qui croit certes qu'il existe des valeurs universelles – la justice, la bienfaisance, l'autonomie, la liberté, la loyauté, pour n'en nommer que quelques-unes – mais en trop grand nombre cependant pour être toutes poursuivies en même temps. Il en résulte un conflit entre ces différentes valeurs ou traditions de valeurs, puisque chacune défend une certaine conception du bien qui s'oppose à ce qu'une autre propose. Ce faisant, il devient impossible pour une culture donnée de faire sienne toutes les valeurs existantes, et c'est pourquoi elle doit élire celles qui lui paraissent les plus fondamentales.

I believe that all the good things in life can't be simultaneously maximized. I believe that when it comes to implementing true values there are always trade-offs, which is why there are different traditions of values (i.e., cultures) and why no one cultural tradition has ever been able to honor everything that is good.<sup>32</sup>

L'Occident, en ce sens, n'a pas échappé à ce dilemme et il a ainsi dû choisir – et d'une certaine manière on peut dire qu'il se choisit encore, comme n'importe quelle culture au demeurant – quelles fins il entendait poursuivre, de même que celles qu'il entendait sacrifier.

Voilà pourquoi le progrès occidental n'est qu'une forme de progrès parmi tant d'autres, étant donné qu'il ne représente une évolution que par rapport à un nombre limité de biens spécifiques. Pour Shweder en effet, le progrès équivaut pour une société à s'approcher de plus en plus de ce qu'elle juge désirable, et le déclin à s'en éloigner. C'est donc dire que pour pouvoir mesurer objectivement le progrès, il faut déjà savoir quelles valeurs, quels biens sont visés (prendre soin de ses parents lorsqu'ils atteignent un âge avancé, éliminer les maladies contagieuses, etc.); ce n'est qu'une fois que l'on a

---

<sup>32</sup> SHWEDER, R. A., *op. cit.*, p. 164.



déterminé à quelles finalités se voue une société qu'il est alors possible de dire si elle progresse ou si elle régresse. Or, le problème réside justement dans l'arbitraire qu'il y a à choisir les biens censés le mieux guider le destin d'une communauté, puisque selon Shweder ni l'évidence ni la logique ne nous permettent ici d'établir une fois pour toutes quels pourraient être ces biens. C'est pourquoi il importe de ne pas confondre l'évaluation du progrès et du déclin d'une société en lien avec l'atteinte d'objectifs particuliers avec une entreprise cherchant à faire triompher une tradition culturelle particulière sur les autres, au nom des biens que cette dernière valorise. Ainsi, le développement économique, l'individualisme ou le peu de contraintes familiales sont des attributs de la culture occidentale qui correspondent certainement à des biens, mais ils ne prouvent en rien la supériorité de cette civilisation sur les autres, car selon l'anthropologue cette idée même est un non-sens.

Le pluralisme culturel défendu par Shweder nous invite donc à reconnaître la valeur propre à chaque culture, ce qui signifie en même temps qu'il faut se garder de prétendre que l'une d'entre elles – entendre la culture occidentale – supplante toutes les autres. Par conséquent, il s'avère dès lors impossible d'arguer en faveur d'une occidentalisation des cultures du monde au nom du progrès économique, puisque celui-ci ne représente aux yeux de Shweder qu'un progrès parmi tant d'autres, et non *le* progrès en tant que tel. Au demeurant, si la preuve est un jour faite qu'un pays doit nécessairement adopter des valeurs à l'occidentale pour pouvoir se développer au plan économique, ce qui est hautement improbable selon l'anthropologue, alors il y a fort à parier que les sociétés non occidentales préféreront préserver leur culture plutôt que de connaître la richesse matérielle. Aussi refuseront-elles le développement économique s'il exige un sacrifice de cet ordre.

### **La résistance au changement culturel**

Mais à bien y penser, toute tentative pour changer la culture d'un pays, qu'elle vienne de l'extérieur ou de l'intérieur, ne manquera pas de se heurter à de la résistance. Or, dans le cas qui nous intéresse plus particulièrement, soit le développement économique, il est évident que ceux qui croient qu'il est essentiellement le produit de la culture aboutissent en toute logique à militer pour que des changements culturels adviennent dans les pays pauvres.

If some cultural values *are* fundamental obstacles to progress—if they explain the intractability of the problems of poverty and injustice in a good part of the Third World—then there is no alternative to the promotion of cultural change.<sup>33</sup>

Pourtant, la transformation d'une culture pour la faire entrer dans le moule du développement économique ne saurait aller de soi et ce, même si on peut l'envisager de manière positive, c'est-à-dire comme émanant de la volonté de changement d'une société et non de celle de puissances étrangères.

Dans cette dernière éventualité cependant, l'idée même d'intervenir pour changer la culture d'autrui ne saurait de nos jours nous remplir d'enthousiasme, à supposer déjà que nous sachions comment le faire.<sup>34</sup> En effet, si on accepte la prémisse que chaque culture mérite qu'on la respecte autant qu'une autre, indépendamment de sa performance économique, on peut alors se demander sur quelles bases il nous est possible de justifier une quelconque intervention extérieure – pour ne pas dire une intrusion – en vue de changer ces caractéristiques culturelles qui semblent être des entraves au développement. Quelle raison les nations étrangères, généralement occidentales, pourraient-elles invoquer pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'un État ? Est-il vraiment possible de penser qu'elles ont un quelconque mandat pour le faire, que c'est là une de leurs « missions » à l'endroit des pays pauvres ?

Difficile de répondre à ces épineuses questions, qui traduisent fort bien le malaise entourant toute réflexion portant sur le changement culturel et surtout sur son bien-fondé. On touche là à un sujet des plus sensibles, parce que c'est l'identité même d'une société qui est alors mise sur la sellette. Une telle remise en question des valeurs culturelles à travers lesquelles une société s'est depuis si longtemps définie ne peut être qu'un exercice douloureux, à plus forte raison s'il est initié par des pays étrangers. Supposons néanmoins, pour les besoins de la cause, qu'il s'avère effectivement possible de légitimer une telle intervention pour modifier la culture, ou encore que cette impulsion vienne de la population elle-même ou du gouvernement local. Comment s'y prend-on alors pour changer la culture d'un pays ? Par où commence-t-on, à quoi faut-il s'attaquer ?

Nous sommes alors renvoyés au problème que nous évoquions au tout début de ce chapitre, à savoir la difficulté de saisir ce qu'englobe le concept de culture. De plus, il

---

<sup>33</sup> HARRISON, L. E., *op. cit.*, p. xxxi.

<sup>34</sup> Cf. GLAZER, N., *op. cit.*, p. 222.

faudrait également être capable de déterminer quels aspects d'une culture ont besoin d'être changés ou abandonnés, car il y en a tellement. Sont-ce les rapports familiaux, la religion, le rapport au travail, l'éducation ? Et, à l'intérieur même de ces catégories, ne faudrait-il pas préciser davantage ce qui doit être changé ? Et comment s'assurer par ailleurs que de telles initiatives ne rencontreront pas une résistance acharnée ? On le voit, l'ampleur de la tâche est colossale, et d'une infinie complexité.

### **Poursuivre la recherche**

Malgré tous les obstacles qui se présentent à nous lorsqu'il s'agit de définir la culture ou d'en mesurer l'influence réelle sur le développement, et malgré le fait qu'à certains égards il semble possible de critiquer l'explication culturelle du développement pour ce qu'elle implique au plan moral, il importe de souligner les bonnes intentions de ceux qui promeuvent le changement culturel. Persuadés en effet que ce changement représente la principale solution au problème de la pauvreté dans le monde, les tenants d'une telle approche du développement ne peuvent que s'en faire les apôtres. Celui-ci, c'est ce qu'ils espèrent, permettra peut-être d'enrayer quelques-uns des pires maux qui rongent encore aujourd'hui trop de pays dans le monde, et surtout trop d'individus.

Comment se fait-il, note Lawrence Harrison, qu'après presque cinquante ans d'aide au développement, la situation dans plusieurs pays soit quasi identique à celle qui prévalait dans les années 1960, en ce qui concerne notamment l'analphabétisme – et en particulier celui des femmes –, l'espérance de vie et la mortalité infantile ?<sup>35</sup> Sans doute faut-il y voir un échec des politiques d'aide au développement mise de l'avant depuis cette période, ce qui s'expliquerait avec le recul par le refus de considérer la culture comme l'élément primordial du développement économique. Mais le problème du sous-développement dépasse la simple assistance étrangère, et interroge également les politiques nationales en matière de développement économique, elles aussi peu enclines à tenir compte du rôle fondamental de la culture. Aussi est-ce à une prise de conscience généralisée qu'en appellent les défenseurs d'une explication culturelle du développement, pour que l'influence cruciale exercée par la culture cesse d'être ignorée ou sous-estimée.

---

<sup>35</sup> Pour des statistiques plus précises et plus étendues, cf. HARRISON, L. E., *op. cit.*, p. xviii.

David Landes fait évidemment partie de ceux qui croient avec conviction qu'il faut mettre la culture au centre de nos préoccupations en matière de développement économique. Pourtant, comme nous nous sommes employés à le montrer dans ce chapitre, nombreuses sont les critiques et les objections qu'il est possible de formuler à l'encontre d'une explication culturelle du développement. Face à toutes ces difficultés, et surtout face à leur ampleur, l'explication culturelle du développement perd-elle de sa crédibilité et de son attrait ?

Pour certains, cela ne fait aucun doute; mais pour ses défenseurs, de telles réserves sont plutôt un formidable aiguillon les encourageant à poursuivre plus avant la recherche<sup>36</sup>. Au terme d'un symposium portant sur le thème des valeurs culturelles et du progrès humain (dont nous nous sommes beaucoup inspiré pour rédiger ce chapitre), c'est d'ailleurs à cette conclusion qu'en étaient venus les participants, parmi lesquels figurait Landes<sup>37</sup>. Ceux-ci insistaient en effet sur la nécessité d'entreprendre un vaste programme de recherche à la fois théorique et appliqué dans le but d'intégrer la notion de changement culturel – définie ici comme la transformation des valeurs et des attitudes – aux politiques de développement des pays sous-développés.

Pour mener à bien cet ambitieux projet, les chercheurs se sont fixé six objectifs de recherche : 1) établir une typologie des valeurs et des attitudes; 2) mieux comprendre la relation existant entre la culture et le développement; 3) définir la nature des rapports entre les valeurs, les politiques gouvernementales et les institutions; 4) étudier les mécanismes de transmission culturelle; 5) mesurer les valeurs et les attitudes; 6) évaluer les initiatives de changements culturels déjà en cours dans certains pays<sup>38</sup>. Si on ne peut que saluer une telle démarche, il reste à savoir si elle donnera les résultats escomptés, puisque cela suppose déjà que l'on puisse *dès le départ* s'entendre sur ce qu'est la culture, ce qui est loin d'être évident.

---

<sup>36</sup> Au demeurant, le livre de Landes ne se voulait qu'un point de départ, qu'une amorce de réflexion sur cet inépuisable sujet qu'est la richesse et la pauvreté des nations; aussi l'historien n'avait-il pas d'autre ambition que de contribuer quelque peu à l'élaboration d'une réponse à l'énigme que constitue encore de nos jours le développement. Cf. à ce propos LANDES, D. S., *op. cit.*, p. xx.

<sup>37</sup> Intitulé « Cultural Values and Human Progress », ce symposium organisé par le Harvard Academy for International and Area Studies eut lieu à l'Académie américaine des Arts et des Sciences, à Cambridge, au Massachusetts, les 23, 24 et 25 avril 1999. Ses actes de conférence sont reproduits dans HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters*, *op. cit.* Cf. en particulier l'introduction de HARRISON L. E., *op. cit.*, p. xxxii.

<sup>38</sup> Pour plus de détails encore sur cet agenda de recherche, cf. HARRISON L. E., *op. cit.*, p. xxxii-xxxiv.

Par ailleurs, plusieurs se refuseront toujours à penser qu'il est nécessaire d'avoir recours à la culture pour comprendre la richesse et la pauvreté des nations. Hernando De Soto, auquel nous consacrons la seconde partie de ce mémoire, figure parmi ceux qui proposent une alternative à l'explication culturelle du développement. Selon lui en effet, ce n'est pas du côté de la culture qu'il faut chercher la cause principale du développement et du sous-développement, mais plutôt du côté de l'accès ou non des citoyens à des droits de propriété reconnus par la loi. Il convient maintenant d'examiner sa thèse.

HERNANDO DE SOTO, OU LA RECONNAISSANCE LÉGALE DES DROITS DE  
PROPRIÉTÉ DES PAUVRES COMME CONDITION ESSENTIELLE DU  
DÉVELOPPEMENT

Hernando De Soto, dans son ouvrage *The Mystery of Capital*, s'oppose vivement à toute explication culturelle du développement économique, en faisant plutôt valoir que c'est l'accès de l'ensemble de la population d'un État à des droits de propriété reconnus par la loi qui est la condition essentielle du développement. Ainsi, l'enjeu crucial pour les pays sous-développés du Tiers monde et de l'ex-bloc soviétique consisterait selon lui à mettre en place ce qu'il appelle des systèmes de propriété formels<sup>1</sup> qui permettraient aux pauvres d'intégrer leurs actifs à l'économie nationale. Générer du capital, voilà ce qui fait cruellement défaut dans le Tiers monde, parce que la très grande majorité des gens qui y vivent ne peuvent actuellement créer plus de richesse à partir de celle qu'ils possèdent déjà.

Si les idées de De Soto, depuis la publication de son premier livre, *The Other Path*, ont reçu une très grande couverture médiatique partout dans le monde et, plus important encore, si elles ont été débattues dans de nombreux cercles académiques et politiques, le plus grand mérite de l'auteur est sans doute d'avoir joint l'acte à la parole. En effet, l'Institut pour la liberté et la démocratie (ILD) qu'il a fondé en 1980 à Lima, la capitale de son Pérou natal, est rapidement devenue une organisation fort importante dans ce pays, ce qui s'est traduit par la participation directe de l'ILD à plusieurs réformes légales et politiques. De Soto lui-même, en plus de donner des conférences aux quatre coins du globe et ce, à l'invitation de prestigieux instituts et centres de recherches, a su trouver chez Alberto Fujimori, l'ex-président du Pérou, une oreille attentive à ses recommandations.

---

<sup>1</sup> Nous traduisons *formal property system* par « système de propriété formel », où l'adjectif « formel » doit s'entendre au sens de « légal ». C'est pourquoi nous emploierons indistinctement dans la suite du texte, comme le fait De Soto au demeurant, les termes « formel » et « légal ». Il importe par contre de préciser que l'adjectif « informel » ne renvoie pas nécessairement à la notion de criminalité, étant donné qu'il désigne des activités économiques qui, sans être légales, ne versent pas pour autant dans le crime, puisqu'elles ne mènent pas à des meurtres, de la violence, des vols, ou tout autre geste de cette nature. Pour une discussion plus détaillée de ce qui précède, cf. BROMLEY, R. « A New Path to Development ? The Significance and Impact of Hernando De Soto's Ideas on Underdevelopment, Production, and Reproduction », in *Economic Geography*, vol. 66, no. 4, octobre 1990, et en particulier p. 331 et 339.

Cependant, malgré l'enthousiasme suscité par les recherches et, surtout, par les solutions proposées par De Soto et son institut pour enrayer les problèmes économiques endémiques que connaissent les pays sous-développés – solutions qui ont d'ailleurs souvent été associées à des idéaux de droite, à tort ou à raison –, il ne faudrait toutefois pas croire que ces idées sont novatrices. De Soto applique en effet de nombreuses conclusions des travaux de l'économiste américain Ronald Coase au problème du développement, et c'est pourquoi il s'agira dans ce chapitre non seulement d'exposer plus en détails sa thèse, mais également de s'intéresser à ce qu'elle doit aux idées mises de l'avant par Coase.

### **Le mystère du capital**

Pourquoi l'immense majorité des individus qui peuplent la terre vivent-ils dans la pauvreté, voire dans la misère, le dénuement ? Comment peut-on expliquer l'échec simultané de tant d'États à hausser les conditions de vie de leur population, souvent en dépit de leurs efforts en ce sens ? Comment se fait-il que le capitalisme n'ait jusqu'à présent porté ses fruits qu'en Occident, à l'exception notable du Japon et des petits tigres asiatiques ?

Ces questions, à défaut d'être nouvelles, n'en demeurent pas moins tout à fait pertinentes de nos jours, à une époque où le capitalisme paraît être la seule option viable pour parvenir au développement. En effet, comme le souligne Hernando De Soto dès les premières lignes de *The Mystery of Capital*, l'effondrement du communisme, il y a plus d'une décennie, a aussi été celui du seul mode d'organisation économique et politique qui pouvait prétendre rivaliser avec le capitalisme. Depuis, la plupart des États du monde ont dû emprunter, bon gré mal gré, le passage obligé menant à une économie de marché – avec les succès plus que mitigés que nous connaissons. Le capitalisme et les progrès matériels qu'il suppose tardent donc à s'étendre aux pays non occidentaux. Le pourra-t-il jamais ?

Tant et aussi longtemps que nous ne serons pas en mesure de bien cerner la cause essentielle du retard économique des pays du Tiers monde, les espoirs – et les promesses – d'amélioration des conditions de vie de milliards d'individus resteront amèrement déçus. Or, malgré les réformes macroéconomiques dans lesquelles les pays en voie de développement se sont engagés, sous l'œil scrutateur de la Banque Mondiale et du FMI, et malgré leur maîtrise avérée de la technologie occidentale, ces États ne connaissent

toujours pas la prospérité. Selon De Soto, la raison principale de cet échec serait attribuable à l'incapacité des pays pauvres à générer du capital, c'est-à-dire à insuffler à la valeur initiale d'un actif davantage de valeur.

Capital is the force that raises the productivity of labor and creates the wealth of nations. It is the lifeblood of the capitalist system, the foundation of progress, and the one thing that the poor countries of the world cannot seem to produce for themselves, no matter how eagerly their people engage in all the other activities that characterize a capitalist economy.<sup>2</sup>

Il importe donc de retourner aux sources, au fondement même du système de production capitaliste : il faut comprendre le mécanisme qui permet de créer de la richesse.

Cette richesse, il ne faut toutefois pas la confondre avec le simple fait de posséder des ressources financières, car à cet égard les pauvres du monde entier, contrairement à l'opinion communément admise, sont loin d'en être dépourvus. En effet, les recherches menées par De Soto et son équipe l'ont conduit à une découverte fascinante, à savoir que les gens les moins bien nantis du Tiers monde sont malgré tout détenteurs d'une quantité considérable d'actifs, largement suffisante pour que ces derniers soient en mesure de réussir dans un système capitaliste. Le hic, c'est que les formes dans lesquelles ces ressources sont possédées ne leur permettent pas d'accroître leur capital. L'exemple le plus frappant de cet état des choses est la construction de maisons sur des terrains où les droits de propriété sont mal définis et enregistrés, ce qui rend nulle et non avenue toute tentative pour faire fructifier ces avoirs. Par opposition, nous le savons pour y vivre, les moindres objets, achats, possessions sont répertoriés en Occident dans des documents qui attestent de la propriété de ces actifs, de la manière dont ils ont été échangés, prêtés, placés, investis, ainsi de suite. Pour De Soto, c'est ce processus de représentation des actifs qui est la clé du développement économique qu'a connu l'Occident depuis deux cents ans, et l'élément manquant qui condamne tant de pays au sous-développement.

Pourquoi les ex-pays communistes et ceux du Tiers monde n'ont pas su intégrer ce processus de représentation des actifs demeure néanmoins un mystère, le mystère du capital. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces États sont pour la plupart sous-capitalisés, c'est-à-dire incapables de créer autant de richesses que les actifs possédés par leur population le permettraient. Ces actifs, malheureusement, ne valent pas grand-

---

<sup>2</sup> DE SOTO, H., *The Mystery of Capital. Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books, p. 5.



chose s'ils ne sont pas adéquatement représentés : ce sont des « capitaux morts », pour reprendre l'expression de De Soto.

The poor inhabitants of these nations—five-sixths of humanity—do have things, but they lack the process to represent their property and create capital. They have houses but not titles; crops but not deeds; businesses but not statutes of incorporation. It is the unavailability of these essential representations that explains why people who have adapted every other Western invention, from the paper clip to the nuclear reactor, have not been able to produce sufficient capital to make their domestic capitalism work.<sup>3</sup>

Pour résoudre ce mystère, il importe de comprendre comment les occidentaux sont parvenus à représenter leurs ressources avec des titres qui les ont menés à en extraire toujours plus de capital, ce qui constitue pour De Soto l'un des plus importants défis de l'esprit humain, puisqu'il s'agit de saisir la réalité de ce qui, par définition, ne se voit pas : la propriété. Si l'enjeu de cette compréhension est fort important, voire crucial pour les pays sous-développés, il l'est presque autant pour les pays développés, qui semblent avoir perdu de vue d'où provient leur prospérité. Ainsi, le danger qui guette ces pays, s'il est vrai qu'ils portent en eux une certaine ignorance des origines de leur développement, réside dans la possibilité qu'ils altèrent la source même de leur propre force, ce qui pourrait nuire à terme à leur protection ainsi qu'à celle des autres États du monde en cas de crises économiques majeures, à l'échelle mondiale, crises qui se reproduiront sans aucun doute. C'est pourquoi l'histoire de l'origine du capitalisme doit être réexaminée, pour que les pays riches n'oublient pas d'où provient leur bien-être, mais surtout, pour que nous soyons davantage en mesure d'expliquer et, en bout de ligne, de corriger les échecs économiques des pays pauvres, qui n'ont rien à voir avec la culture de ces pays selon De Soto.

### **La richesse des pauvres**

Depuis les années 1950 environ, la plupart des pays du Tiers monde vivent selon De Soto une révolution économique aussi importante que celle qui conduisit l'Europe à la Révolution industrielle au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. Une des conséquences majeures de ce bouleversement fut l'exode rural massif que connurent ces sociétés traditionnellement agricoles : en quelques décennies seulement, des cohortes de paysans affluèrent vers les villes en quête d'un avenir meilleur, mais leurs espoirs, hélas, furent rapidement confrontés à la dure réalité, à savoir que la loi, *de facto*, les excluait. Ainsi, dans des

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 6-7.

domaines aussi significatifs au plan économique et social que le sont la propriété immobilière, la création d'entreprise ou l'emploi, ces nouveaux arrivants durent survivre dans un monde où les règles existantes les empêchaient d'évoluer dans la légalité et où les élites citadines, jalouses de leurs privilèges, allaient tâcher de maintenir cet état de choses.

Dès lors, la solution qui s'imposait à ces individus était simple : pour pouvoir s'engager dans des activités économiques et sociales viables, il fallait contourner la loi officielle, ou plus exactement il s'agissait de se doter de ses propres lois, restreintes à de petites communautés, à des cercles locaux où tout le monde ou presque se connaît et peut se faire confiance. Cette « extralégalité », comme l'appelle De Soto, est loin de s'être amenuisée avec le temps, bien au contraire, et elle constituerait aujourd'hui la norme dans la plupart des pays du Tiers monde. De plus, si l'on en croit les recherches effectuées par De Soto et l'ILD, il serait presque aussi difficile de parvenir à vivre dans la légalité dans ces pays que de s'y maintenir, ce qui n'est pas sans décourager ceux qui auraient les moyens – et la patience – de chercher refuge du côté du secteur légal de l'économie. D'où la conclusion de De Soto à l'effet que c'est la loi qui vient à bout des nouveaux citadins, et non l'inverse.

In fact, in every country we investigated, we found that it is very nearly as difficult to *stay* legal as it is to *become* legal. Inevitably, migrants do not so much break the law as the law breaks them—and they opt out of the system. [...] Once these newcomers to the city quit the system, they become “extralegal.” Their only alternative is to live and work outside the official law, using their own informally binding arrangements to protect and mobilize their assets.<sup>4</sup>

Ces arrangements informels, s'ils permettent à la plupart des gens qui s'y conforment de gagner décemment leur vie, ont par contre une conséquence très néfaste à plus grande échelle, puisqu'ils privent l'économie globale de ces pays en voie de développement d'actifs considérables. En effet, le manque de transparence de ces ressources financières, c'est-à-dire le fait qu'il soit ardu de savoir qu'est-ce qui appartient à qui, a pour conséquence que la plupart des actifs ayant un potentiel économique ne peuvent être identifiés comme tels, ce qui empêche du coup leur propriétaire de s'en servir pour obtenir du crédit. C'est pourquoi les secteurs d'activités qui échappent au contrôle de la loi dans les pays du Tiers monde, aussi bien dire la

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 21.

colonne vertébrale de l'économie de ces pays, sont des sphères économiques sous-capitalisées, car le capital, le nerf même du développement, y est plutôt rare. En fait, la majorité des habitants sur terre vivent dans une économie sous-capitalisée selon De Soto :

It is a world where ownership of assets is difficult to trace and validate and is governed by no legally recognizable set of rules; where the assets' potentially useful economic attributes have not been described or organized; where they cannot be used to obtain surplus value through multiple transactions because their unfixed nature and uncertainty leave too much room for misunderstanding, faulty recollection, and reversal of agreement—where most assets, in short, are dead capital.<sup>5</sup>

Pour mieux évaluer l'ampleur de la richesse qui gît entre les mains des pauvres sans qu'ils puissent la faire fructifier davantage, De Soto et son équipe se sont concentrés sur le plus concret des actifs : la propriété immobilière (*real estate*). En effet, contrairement à d'autres types d'avoirs, les maisons et autres édifices ne peuvent être cachés ou déplacés, d'où leur nom de *valeurs immobilières*. Il est ainsi possible d'en déterminer la valeur monétaire à partir d'une étude du coût des matériaux de construction et à partir du prix de vente de bâtisses semblables. Or, en effectuant des recherches en ce sens dans plusieurs pays du Tiers monde, De Soto s'est aperçu que les pauvres construisaient leurs demeures en fonction des obstacles légaux qu'ils avaient à contourner. Conséquemment, presque la totalité des propriétés détenues par les pauvres dans ces pays le sont illégalement, ce qui rend ces actifs invisibles d'un point de vue économique.

La valeur de ces possessions, malgré leur caractère inerte, n'en demeure pas moins considérable. « *By our calculations, the total value of the real estate held but not legally owned by the poor of the Third World and former communist nations is at least 9.3 trillion.*<sup>6</sup> » Si De Soto ne se donne malheureusement pas la peine de nous dire comment il est parvenu à ces résultats, il les croit néanmoins conservateurs. Pourtant, en dépit de ces estimations tempérées, ce montant est largement supérieur à celui des avoirs des gouvernements de ces pays, à la valeur des marchandises échangées sur les marchés boursiers locaux et à l'investissement étranger direct, en plus d'être plusieurs fois plus élevé que celui des prêts consentis par les institutions financières internationales. Et nous ne parlons ici que des actifs immobiliers...

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 35.

La conclusion qui s'impose donc est paradoxale : les pauvres du monde entier, par leur débrouillardise, leur initiative et leur esprit d'entreprise, sont ainsi parvenus à créer une immense richesse sur une très grande échelle, cette richesse constituant à tout prendre la source la plus importante de capitaux potentiels pour le développement des États du Tiers monde. Et pourtant ils sont incapables de la capitaliser. Ce gigantesque potentiel économique qui dort au fond des coffres de millions d'individus de par le monde est encore aujourd'hui largement méconnu et sous-estimé, et c'est pourquoi l'image misérabiliste qui est généralement celle que les médias nous projettent du Tiers monde – qui contribue à notre conception de ce qu'est le sous-développement et la pauvreté – n'est certainement pas la plus juste et la plus répandue. Pour De Soto en effet, une telle vision du Tiers monde, en plus d'être négative et pessimiste, omet également de nous faire voir à quel point ces pays regorgent de petits entrepreneurs qui, grâce à leurs efforts, sont devenus les piliers du dynamisme économique de ces pays. Il importe donc de considérer ces individus pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme la solution au problème de la pauvreté du Tiers monde, et non comme sa cause.

### **Le facteur-clé du développement économique : des droits de propriété reconnus par la loi**

S'il y a tant de capital mort dans le Tiers monde selon De Soto, c'est parce que générer du capital à partir d'actifs physiques (en particulier à partir d'actifs immobiliers) est un processus fort complexe : c'est là le mystère du capital, de sa fortune en Occident et de sa langueur ailleurs dans le monde. Mais qu'entend-on exactement par capital ? De Soto définit ce terme comme le faisaient les économistes classiques : « the inventors of economics [...] generally defined “capital” as that part of a country's assets that initiates surplus production and increases productivity.<sup>7</sup> » S'inspirant d'Adam Smith, De Soto considère le capital non pas tant comme la quantité d'actifs accumulée mais plutôt comme le potentiel qui découle de ces actifs, qui peut servir à mettre en marche plus de production. Le capital est d'abord et avant tout un concept abstrait, un mode de représentation des actifs dont l'utilité dépendra en grande partie de la forme concrète qu'on voudra bien lui donner, car elle seule pourra lui permettre de déployer son plein potentiel économique. Il importe cependant de ne pas le confondre avec l'argent, qui n'est qu'une des formes que le capital peut prendre; si l'argent facilite certes les

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 41.

transactions économiques, il n'en demeure pas moins incapable de fixer le potentiel abstrait d'un actif dans le but de le convertir en capital. Le meilleur exemple de cela selon De Soto est la politique monétaire des pays pauvres, qui ont souvent tendance à inonder leurs marchés de devises, faisant ainsi grimper leur niveau d'inflation sans pour autant créer du capital.

Ce qui est requis pour générer du capital est donc un processus qui fixe le potentiel économique d'un actif de manière à ce qu'il puisse être la source d'une production additionnelle. « Bringing [capital] to life [...] requires a process for fixing an asset's economic potential into a form that can be used to initiate additional production.<sup>8</sup> » Or ce processus essentiel, qui est la conséquence de la création, en Occident, de systèmes légaux reconnaissant à l'ensemble de la population des droits de propriété, est de prime abord difficile à saisir, car il n'a pas été conçu au départ pour générer du capital, mais bien pour protéger la propriété privée. En effet, ce n'est que de façon implicite que de tels systèmes de propriété formels en sont venus à favoriser le développement du capital, bien que cela soit la contribution fondamentale de ceux-ci.

Selon De Soto, l'existence d'un système légal reconnaissant clairement les droits de propriété de tout un chacun est hautement nécessaire pour qu'un État puisse espérer se développer économiquement. L'instauration d'un régime légal de ce type permet en effet de confirmer l'existence des actifs de même que celle des transactions qui les transforment et en accroissent la productivité; il rend également possible l'enregistrement des caractéristiques économiques les plus significatives des actifs; enfin, il établit les règles à observer en ce qui a trait à l'usage et au transfert des actifs. C'est principalement à travers les titres de propriété qu'il est possible de prendre toute la mesure du potentiel économique des actifs, puisque ce sont ces documents qui attestent de l'existence d'un actif et de sa valeur, en même temps qu'ils lui permettent de ne plus seulement être envisagé d'un point de vue matériel, physique, mais aussi d'un point de vue purement abstrait, à savoir selon les qualités économiques que nous acceptons tous de lui attribuer.

Formal property records and titles thus represent our shared concept of what is economically meaningful about any asset. They capture and organize all the relevant information required to conceptualize the potential value of an asset and so allow us to control it. Property is the

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 45.

realm where we identify and explore assets, combine them, and link them to other assets. [...] This is the place where capital is born.<sup>9</sup>

La propriété est essentiellement une invention de l'esprit humain, une forme de représentation dont nous nous sommes dotés pour mieux nous comprendre et qui, insensiblement, a fini par nous conduire à des activités économiques plus harmonieuses et plus efficaces.

Lorsque la propriété d'un actif est mal définie, comme c'est la plupart du temps le cas dans les pays sous-développés, il en résulte généralement que ce dernier est très difficile à déplacer dans le marché, puisque de nombreuses incertitudes planent quant à la validité et la légitimité de la transaction qui pourrait avoir lieu. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les échanges commerciaux sont plus souvent qu'autrement restreints à des cercles locaux dans le Tiers monde, car ce n'est que dans de tels milieux que les gens peuvent mutuellement se faire confiance, en plus de pouvoir être facilement retracés en cas de non-paiements, de dettes, etc.

What the poor lack is easy access to the property mechanisms that could legally fix the economic potential of their assets so that they could be used to produce, secure, or guarantee greater value in the expanded market.<sup>10</sup>

À l'opposé, dans les pays riches, c'est la nation entière qui constitue le bassin potentiel d'acheteurs et de vendeurs, de débiteurs et de créanciers. Peu importe donc que la personne avec qui vous faites affaire soit votre voisin ou un pur étranger vivant à l'autre bout du pays, puisque les actifs que vous transigez sont, par définition (et à l'exception des cas de fraudes), reconnus par tous les citoyens grâce à la force de la loi.

Ainsi, la *capacité d'échanger* des pauvres se trouve hypothéquée par la petitesse du marché auquel ils ont accès et, du coup, c'est la richesse de toute la nation qui en pâtit. Cette dernière formulation rappelle à dessein une phrase célèbre du plus fameux des ouvrages d'Adam Smith, dont l'influence sur la pensée de De Soto est patente :

Puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la *division du travail*, l'accroissement de cette division doit par conséquent toujours être limité par l'étendue de la faculté d'échanger, ou, en d'autres termes, par l'étendue du *marché*.<sup>11</sup>

D'une certaine façon, on peut dire que De Soto ne fait que reprendre à son compte l'idée smithienne qui veut que la richesse d'un pays repose en dernière analyse sur l'étendue

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>11</sup> SMITH, A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Les grands thèmes*. Édité et préfacé par MAIRET, G., Paris, Gallimard, 1976, p. 51-52.

de son marché. Pour Smith en effet, la division du travail qui préside à l'augmentation de la productivité est fonction de la grandeur du marché, ce qui signifie que plus celui-ci sera vaste, plus il sera possible de produire des biens et de les échanger, ce qui conduit à un accroissement de la richesse collective. Cette analyse, De Soto se la réapproprie en insistant sur le rôle prépondérant joué par la représentation formelle de la propriété dans la détermination de l'étendue du marché. Ainsi, en reconnaissant légalement les actifs que possèdent déjà les pauvres, c'est la possibilité de les échanger sur le marché qui croît et, partant, la richesse de la nation.

### **Ce que la propriété peut**

Si les bienfaits associés à l'existence d'un système légal dans lequel la propriété des actifs est clairement établie et réglementée semblent avoir échappé aux dirigeants des pays sous-développés ainsi qu'à leurs « conseillers », qui sont aussi, et surtout, leurs créanciers, à savoir les pays industrialisés qui leur prêtent de l'argent via les grandes institutions financières internationales (principalement le FMI et la Banque Mondiale), ce n'est pas nécessairement parce que ces derniers sont de mauvaise foi. Si l'on en croit De Soto en effet, la cause de cet oubli ou de cette ignorance serait plutôt la difficulté qu'il y a à embrasser du regard toute la complexité d'un système de propriété formel, contenue dans des milliers de lois, de règlements, et dispersée à travers de nombreuses institutions. Pour comprendre comment un tel système légal fonctionne, il faut l'observer de l'extérieur, depuis une perspective extralégale, car c'est uniquement de cette manière que l'on peut espérer en avoir une vue globale. Du moins est-ce là le présupposé méthodologique de De Soto, et c'est du reste à partir de ce secteur extralégal que lui et l'ILD conduisent leurs recherches.

Ces recherches ont mené De Soto à identifier six effets produits par un système de propriété formel : 1) il permet de fixer le potentiel économique des actifs; 2) d'intégrer des informations dispersées en un seul système; 3) de rendre les gens financièrement responsables; 4) de rendre les actifs plus facilement échangeables; 5) de créer des réseaux étendus entre les individus; 6) de protéger les transactions. Pour De Soto, ces conséquences de l'instauration d'un système de propriété formel sont essentielles au développement économique d'un État, et c'est pourquoi il importe maintenant de les examiner plus en détails.

1) *Un système de propriété formel fixe le potentiel économique d'un actif*

Comme nous l'avons déjà souligné, la première caractéristique d'un système de propriété formel est qu'il permet de transformer un avoir physique en une représentation qui attire l'attention sur les potentialités économiques de cet actif, sur sa capacité à produire du capital.

Capital is born by representing in writing—in a title, a security, a contract, and in other such records—the most economically and socially useful qualities *about* the asset as opposed to the visually more striking aspects *of* the asset. This is where potential value is first described and registered.<sup>12</sup>

La nature conceptuelle de la propriété est éloquemment illustrée par la vente d'une maison, qui ne modifie en rien l'aspect extérieur, l'aspect physique de celle-ci. Ce qui change, par contre, c'est qui la possède d'un point de vue légal et économique, et ce que cette personne peut ou ne peut pas faire avec cet actif selon sa situation financière. La propriété est ainsi une notion abstraite qui rend saillantes les qualités économiques reliées à la possession d'un actif (dans ce cas-ci la maison), et ce sont ces qualités qui détermineront l'usage que le propriétaire pourra en faire (la louer, la vendre, etc.) de même que les revenus supplémentaires qu'il pourra en tirer.

Le statut légal d'une maison contribue à plusieurs égards au développement économique, mais aussi social d'un État. En effet, ce type de propriété peut non seulement servir de garantie pour obtenir un prêt, mais il constitue également une adresse fiable qui permet de collecter des dettes, de percevoir des taxes; de plus, ce lieu de résidence rend plus facile l'identification des individus à des fins commerciales certes, mais aussi judiciaires ou civiles (mises en demeures, convocations, recensement, tenue d'élection, avis de santé publique, etc.); enfin, le fait de posséder un domicile fixe et reconnu par tous encourage la mise en place de services d'utilité publique, comme les égouts ou le téléphone, par exemple.

2) *Un système de propriété formel intègre des informations éparses en un seul système*

C'est au cours du XIX<sup>e</sup> siècle que les sociétés occidentales parvinrent à intégrer la majorité des actifs détenus par leur population en un seul système de représentation de la propriété. Cette intégration, qui s'échelonna sur des décennies, consista à uniformiser un ensemble de pratiques et de représentations liées à la propriété, qui différaient de

---

<sup>12</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 49-50.



multiples façons selon les coutumes locales, selon que l'on habitait à la ville ou à la campagne, selon que l'on était noble ou roturier, etc. Il était possible à l'époque de découvrir des arrangements originaux quant à la propriété dans chaque communauté, chaque hameau, chaque réseau social, ce qui n'était pas sans compliquer la compréhension et l'échange des actifs. C'est pourquoi la standardisation des représentations quant à la propriété fut un tournant majeur pour les pays développés, car tous leurs citoyens purent dorénavant s'entendre sur les qualités économiques de leurs avoirs et sur les règles qui les gouvernaient. Ce faisant, obtenir de l'information quant aux caractéristiques économiques des actifs et quant à leur disponibilité sur le marché devint beaucoup plus facile, puisque tous les individus vivant sur un même territoire partageaient, du moins en théorie, une connaissance commune de ce qu'était la propriété.

### *3) Un système de propriété formel rend les gens financièrement responsables*

L'organisation des droits de propriété a toujours représenté l'une des préoccupations majeures d'une collectivité. Or, en intégrant une foule d'arrangements locaux en un système unique, c'est la loi qui se portait désormais garante de ces droits, qui avaient jusqu'alors été pris en charge par les communautés. Les actifs, dès lors, purent circuler plus librement, plus vastement, étant donné qu'ils n'étaient plus confinés à des cercles restreints, ce qui augmentait du coup leur potentiel économique, leur capacité à produire davantage de capital. Il devint également plus aisé de tenir les individus responsables de leurs actes, puisque leurs actifs immobiliers et leurs entreprises étaient dorénavant identifiables et localisables, ce qui permettait de remonter jusqu'aux personnes concernées en cas de problèmes. Ainsi, les mauvais payeurs, les fraudeurs etc., pouvaient être facilement retracés et punis, c'est-à-dire qu'il était possible, grâce à des mécanismes mis en place par la loi, d'exiger d'eux qu'ils réparent leurs torts, remboursent leurs dettes, ainsi de suite, sous peine de se voir confisquer des biens ou de perdre certains, voire tous les privilèges associés au système légal de propriété.

Cette double fonction de la propriété formelle, à savoir la protection des droits de propriété d'une part, mais aussi celle de la sécurité des transactions de l'autre, a grandement incité les citoyens des sociétés développées à respecter les titres de propriété, à honorer leurs engagements, en un mot à se soumettre à la loi. De manière

quelque peu paradoxale, c'est parce que les gens ont beaucoup à perdre dans un système de propriété formel que celui-ci acquiert une si grande valeur.

A great part of the potential value of legal property is derived from the possibility of forfeiture. Consequently, a great deal of its power comes from the accountability it creates, from the constraints it imposes, the rules it spawns, and the sanctions it can apply.<sup>13</sup>

Par contraste, étant donné l'inexistence d'un système de propriété formel, il s'avère difficile dans les pays en voie de développement, voire impossible parfois, de s'engager dans certaines activités économiques pourtant fort bénéfiques, comme le fait de contracter avec des étrangers, de demander du crédit, de souscrire à une assurance, ou encore d'utiliser des services publics. La raison de cette inertie est simple : les pauvres de ces pays n'ont rien à offrir en cas de perte, puisqu'une grande part d'incertitude entoure leurs actifs, que tous ne reconnaissent pas, ce qui empêche ces gens de les proposer comme compensation advenant que les affaires tournent mal.

#### *4) Un système de propriété formel facilite l'échange des actifs*

Un système de propriété formel permet de rendre les actifs beaucoup plus accessibles, car la représentation de ces derniers, par-delà leur existence matérielle pour ainsi dire, augmente la possibilité de les combiner, de les diviser, de faciliter des ententes commerciales, etc. En fait, de par leur capacité à être représentés, les actifs peuvent être imaginés puis mis en forme d'une multitude de façons, selon la transaction que les parties désirent conclure.

En standardisant les catégories dans lesquelles les actifs sont pensés, un système de propriété formel facilite la comparaison de deux actifs semblables. En effet, les ressemblances et les différences entre deux actifs sont plus aisément discernables lorsqu'ils sont décrits de manière identique, l'individu les comparant n'ayant pas à traiter chaque actif comme s'il était unique. De plus, lorsque l'on décrit les caractéristiques de la propriété dans un système légal, on le fait toujours par écrit, ce qui tend à favoriser la combinaison des avoirs, puisque les similitudes, les affinités entre ceux-ci deviennent alors plus évidentes. Dans le même ordre d'idées, la division des actifs est également moins difficile à effectuer lorsque les gens partagent les mêmes représentations à leur égard. Enfin, les documents associés à la propriété sont conçus de

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 55.

manière à ce que les attributs des actifs soient mesurables, ce qui a évidemment une incidence sur la comparaison et l'évaluation des actifs.

Pour toutes ces raisons, l'uniformisation des représentations concernant la propriété a considérablement réduit les coûts de transaction liés à l'usage des actifs : « By providing standards, Western formal property systems have significantly reduced the transaction costs of mobilizing and using assets.<sup>14</sup> » C'est là une différence majeure entre le monde occidental et le Tiers monde selon De Soto, car dans les pays riches les actifs peuvent s'adapter à presque toutes les situations économiques, ce qui contribue à en augmenter la valeur, tandis que sur le reste de la planète les actifs sont prisonniers de leur matérialité et donc incapables de générer davantage de richesse.

##### *5) Un système de propriété formel crée des réseaux étendus entre les individus*

La plus grande transparence des actifs et des transactions qui résulte de l'établissement d'un système de propriété formel a aussi pour conséquence de transformer les individus en un vaste réseau d'agents identifiables et responsables :

By making assets fungible, by attaching owners to assets, assets to addresses, and ownership to enforcement, and by making information on the history of assets and owners easily accessible, formal property systems converted the citizens of the West into a network of individually identifiable and accountable business agents.<sup>15</sup>

C'est principalement dans le but de garantir la sécurité des échanges que le système légal en est venu à mettre en place une série de mesures visant à interconnecter les actifs, mais cela a également conduit à une amélioration significative de la transmission des informations à propos des actifs et de leur potentiel. Par ailleurs, les détenteurs de ces actifs sont devenus par la même occasion des joueurs plus importants au plan économique, étant donné l'étendue du réseau dans lequel ils pouvaient dorénavant transiger leurs avoirs. Les entreprises ont aussi bénéficié de cette circulation accrue des informations que favorise un système de propriété formel, dans la mesure où elles purent davantage se livrer à des vérifications de la solvabilité de leurs clients.

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>15</sup> *Ibid.*

### 6) *Un système de propriété formel protège les transactions*

Si un système de propriété formel donne naissance à plusieurs réseaux qui unissent les individus et leurs actifs, c'est entre autres parce que les documents attestant de la propriété (titres, actes, contrats, etc.) sont constamment scrutés et protégés chaque fois qu'ils transigent à travers le marché. Les agences publiques sont à cet égard les premières institutions à s'assurer que la propriété, sous toutes ses facettes, demeure adéquatement représentée en dépit des multiples transactions qui l'affectent. Les registres publics contiennent en effet toutes les informations économiques pertinentes à propos des actifs, des restrictions qui peuvent s'appliquer à leur usage ou encore des moyens qui peuvent les faire fructifier. Viennent se greffer à ces organismes gouvernementaux et à leurs systèmes d'enregistrement de la propriété des compagnies privées qui poursuivent sensiblement le même objectif, à savoir aider les individus à mieux comprendre comment les représentations de la propriété peuvent servir à produire plus de capital sans encourir trop de risques.

Une des contributions majeures d'un système de propriété formel est donc de garantir la sécurité des transactions, et non pas tant de protéger la propriété en elle-même, comme nous pourrions être tentés de le croire de prime abord.

Although they are established to protect both the security of ownership and that of transactions, it is obvious that Western systems emphasize the latter. Security is principally focused on producing trust in transactions so that people can more easily make their assets lead a parallel life as capital.<sup>16</sup>

Dans plusieurs pays en voie de développement par contre, les législations quant à la propriété – déjà fort déficientes – demeurent encore largement empreintes de l'héritage légal issu de la période coloniale, qui valorise surtout la protection de la propriété au détriment de la sécurité des transactions. De Soto voit dans l'absence de mobilité des actifs qui résulte de cet état de choses une des raisons qui expliquent pourquoi la majorité des actifs dans les pays du Tiers monde aboutissent sur les marchés extralégaux, qui sont souvent les seuls à permettre les échanges, ou du moins à les faciliter.

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 62.

## **L'influence de la pensée de Ronald Coase sur Hernando De Soto**

Après s'être attardé sur les nombreux bénéfices qui accompagnent l'instauration d'un système de propriété formel, il convient maintenant de souligner la parenté de la thèse défendue par De Soto avec certaines des idées développées par l'économiste américain Ronald Coase. Ce dernier, il est vrai, est surtout connu pour ses travaux concernant la nature de la firme, ainsi que pour ses réflexions sur le problème des externalités négatives<sup>17</sup>, qui lui valurent d'ailleurs le prix Nobel d'économie. On semble ainsi bien loin du sujet qui nous intéresse ici, et pourtant la contribution majeure de Coase à la discipline économique, à savoir l'introduction de la notion de coûts de transaction et ses implications pour l'analyse des échanges, ne manque pas d'avoir marqué la lecture que fait De Soto du sous-développement, de même que les recherches qu'il a menées avec son institut.

À la base de la théorie de Coase, on retrouve l'idée selon laquelle un échange économique engendre nécessairement des coûts, ce qui semble aller de soi. Ne faut-il pas en effet travailler à produire ce qui sera échangé – ou alors amasser suffisamment d'argent –, ne faut-il pas entrer en contact avec des acheteurs potentiels de même qu'avec des individus qui cherchent à vendre leurs marchandises, ne faut-il pas discuter du prix de l'échange et parvenir à une entente ? Il fallut cependant attendre la parution de l'article de Coase, « The Nature of the Firm », en 1937, pour que l'importance des facteurs qui imposent un coût sur les transactions soit reconnue en économie.

En effet, Coase fut le premier à faire valoir dans son analyse économique que les coûts de transaction étaient ce qui rendaient possibles, ou impossibles, un échange entre deux ou plusieurs parties. Si les coûts de transaction sont si déterminants, s'ils doivent absolument être pris en considération, c'est parce qu'il peut souvent arriver qu'un échange s'avère plus coûteux à faire que les bénéfices que l'on peut en tirer, ou du moins que l'on en escompte. Ainsi, dans les cas où le gain obtenu suite à une transaction apparaîtra moins élevé que les coûts associés à cette transaction, l'échange n'aura évidemment pas lieu, non plus que l'augmentation de la production qu'il susciterait.

If the costs of making an exchange are greater than the gains which that exchange would bring, that exchange would not take place and the greater production that would flow from

---

<sup>17</sup> En économie, on désigne du terme « externalité négative » les conséquences nuisibles des actions des individus ou des entreprises sur leurs voisins.

specialization would not be realized. In this way transaction costs affect not only contractual arrangements, also what goods and services are produced.<sup>18</sup>

Le développement économique d'une société peut donc être compromis, ou à tout le moins freiné par des coûts de transaction trop élevés, puisque ceux-ci réduisent les échanges qu'il est possible de faire sur le marché. Or, d'après De Soto, c'est exactement ce qui se produit dans le Tiers monde : l'absence de systèmes de propriété formels adéquats et universels empêche les citoyens de ces États de jouir des six effets si bénéfiques qui accompagnent ce type de régime légal, qui sont autant de manières de faire chuter les coûts de transaction. Par conséquent, comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner plus haut, tous les facteurs qui nuisent aux possibilités d'échange des actifs (comme par exemple les coûts associés à leur connaissance, l'incertitude qui plane quant à la sécurité des transactions, la difficulté qu'il y a à combiner, diviser, modifier ses actifs en vue de leur ajouter une valeur additionnelle, l'absence de responsabilité financière, etc.) impliquent par le fait même que les transactions qui ont lieu dans les pays sous-développés sont très coûteuses parce que difficiles à effectuer. De la même manière, nombre de transactions ne se matérialisent jamais, étant donné que les gains qui pourraient en résulter sont inférieurs à ce qu'il en coûte pour faire la transaction, ce qui ne laisse pas d'avoir une influence sur la création de capital dans un pays.

Par ailleurs, il importe de spécifier que ce qui est échangé sur le marché, selon Coase, ce ne sont pas des entités physiques mais des droits, et plus particulièrement des droits qui donnent aux individus et aux firmes le pouvoir de faire certaines actions. Pour bien comprendre cette nuance essentielle, il faut se reporter à l'autre célèbre article de l'économiste, « The Problem of Social Cost », écrit en 1960. Dans celui-ci, Coase se penche sur le problème des externalités négatives, c'est-à-dire qu'il s'interroge sur ce qu'il convient de faire lorsque l'activité économique d'un individu ou d'une entreprise a des effets nuisibles sur les autres. À cette question, la vaste majorité des économistes répondaient à l'époque qu'il fallait exiger de la personne ou de la compagnie qu'elle dédommage les individus qui étaient victimes du désagrément. Mais pourquoi devrait-il en être ainsi ? Il ne suffit pas en effet de se demander comment restreindre, voire interdire, l'activité qui cause du tort; il s'agit plutôt de déterminer ce qui est préférable,

---

<sup>18</sup> COASE, R. H., "The Institutional Structure of Production ", in *American Economic Review*, vol. 82, no. 4, septembre 1992, p. 716.

d'un point de vue économique, entre poursuivre l'activité ou la faire cesser, étant entendu que la seconde option porte aussi préjudice à la personne ou la compagnie qui la subit, en limitant sa production.

We are dealing with a problem of a reciprocal nature. To avoid the harm to B would inflict harm on A. The real question that has to be decided is: should A be allowed to harm B or should B be allowed to harm A? The problem is to avoid the more serious harm.<sup>19</sup>

On saisit mieux dès lors que ce sont des droits qui sont l'objet du litige entre les parties : le droit de polluer s'oppose au droit de jouir d'un environnement sain, celui d'employer des machines bruyantes à celui de pouvoir exercer son métier en toute tranquillité, etc. Comment est-il donc possible, dans ce contexte, de trouver la solution la plus satisfaisante ?

Pour Coase, le choix qui s'impose sera celui qui maximisera la richesse, c'est-à-dire celui qui entraînera le plus de bénéfices économiques pour *l'ensemble* de la société, et non seulement pour la partie concernée. Par exemple, si la machinerie d'un confectionneur perturbe le travail d'un médecin et qu'il faut décider laquelle des deux activités privilégier, il faudra le faire après avoir comparé la valeur économique qui découle de chacun des deux arrangements. Choisir dès le départ de favoriser le droit du médecin au détriment de celui du confectionneur, sous prétexte que ce dernier perturbe le travail du premier, voilà qui ne fait pas sens d'un point de vue économique, puisqu'il se pourrait en effet que les retombées économiques provenant de la fabrication de vêtements par le confectionneur soient plus grandes que celles que le docteur sera en mesure de générer par sa pratique médicale.

The problem posed by this case was essentially whether it was worth while, as a result of restricting the methods of production which could be used by the confectioner, to secure more doctoring at the cost of a reduced supply of confectionery products.<sup>20</sup>

Ce type de raisonnement s'applique tout aussi bien au cas de la pollution, qui constitue sans doute l'externalité négative la plus répandue. À cet égard, l'exemple le plus souvent cité est celui de la fumée d'une usine qui importune les résidents des propriétés adjacentes. Nous avons ici à choisir entre, d'une part, la poursuite d'une activité certes nuisible mais néanmoins productrice de richesse et, d'autre part, la cessation de cette même activité. Résoudre ce dilemme exige encore une fois que nous nous demandions s'il n'est pas préférable de laisser l'usine fonctionner malgré la

<sup>19</sup> COASE, R. H., "The Problem of Social Cost", in *Journal of Law and Economics*, 3, octobre 1960, p. 2.

<sup>20</sup> *Ibid.*

pollution qu'elle engendre, si tant est que la valeur de ce qu'elle produit est supérieure à celle que l'air pur pourrait procurer.

Évidemment, il sera impossible de déterminer quel arrangement est le plus souhaitable tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas calculé la valeur économique associée à l'un comme à l'autre<sup>21</sup>. « What answer should be given is, of course, not clear unless we know the value of what is obtained as well as the value of what is sacrificed to obtain it.<sup>22</sup> » Or, ce que Coase a « démontré », pour ainsi dire, dans son article de 1960, et qui en est venu à être désigné du nom de « théorème de Coase », c'est que les négociations entre les parties au sujet du droit en litige mèneront toujours, *lorsque les coûts de transaction sont nuls*, à l'arrangement qui maximise la richesse et ce, peu importe qui possède initialement le droit. Pourquoi ? Parce que l'individu ou l'entreprise qui valorise le plus le droit en dispute sera prêt à l'obtenir d'autrui, ou alors à le compenser financièrement pour les dommages qu'il subit. En fait, s'il importe si peu que le droit soit détenu par l'une ou l'autre des parties, c'est parce que celle qui a le plus à gagner d'un certain arrangement fera tout pour qu'il adviene, à condition bien sûr que le prix à payer pour parvenir à cette situation soit plus bas que les profits qu'elle pourra en tirer par la suite.

L'exemple du confectionneur et du docteur peut à nouveau nous permettre de mieux comprendre de quoi il en retourne. Lorsque ce cas fut amené devant les tribunaux, la cour statua que le docteur avait le droit d'empêcher le confectionneur d'utiliser sa machinerie. Cette décision de la cour, pourtant, aurait très bien pu être modifiée par les parties par la voie de la négociation, dans le but d'arriver à la meilleure allocation possible des ressources. En effet, le docteur aurait été disposé à se départir de son droit, et donc à autoriser l'usage des machines par le confectionneur, si ce dernier lui avait offert un montant d'argent supérieur à la perte de revenus qu'aurait occasionnée pour le docteur le déménagement de son cabinet, la construction d'un mur pour couper le bruit, etc. De son côté, le confectionneur aurait été prêt à payer pour obtenir le droit de continuer à opérer ses machines dans la mesure seulement où le montant à déboursier pour ce faire aurait été inférieur à ce qu'il lui en aurait coûté pour déplacer sa

---

<sup>21</sup> C'est d'ailleurs là l'une des limites de l'analyse de Coase : comment déterminer les gains et les pertes issus de chacun des arrangements ? Est-ce aussi facile de le faire que le pense Coase ? Ne peut-on pas se tromper, ou alors faire fi de certains aspects qui auraient changé notre perception de la situation ?

<sup>22</sup> COASE, R. H., "The Problem of Social Cost", *op. cit.*, p. 2.



machinerie, pour changer son mode de production, ou encore s'il lui avait fallu cesser ses activités.

The solution of the problem depends essentially on whether the continued use of the machinery adds more to the confectioner's income than it subtracts from the doctor's.<sup>23</sup>

La situation serait restée la même, du point de vue de l'allocation des ressources, si le confectionneur avait remporté la cause, c'est-à-dire s'il n'avait pas eu à dédommager le docteur pour le bruit causé par ses machines. Dans ce cas, c'est le docteur qui aurait eu avantage à payer le confectionneur pour qu'il cesse d'opérer ses machines, à supposer que les revenus du docteur diminuent davantage par l'usage des machines que n'augmentent ceux du confectionneur.

That is to say, the circumstances in which it would not pay the confectioner to continue to use the machinery and to compensate the doctor for the losses that this would bring (if the doctor had the right to prevent the confectioner's using his machinery) would be those in which it would be in the interest of the doctor to make a payment to the confectioner which would induce him to discontinue the use of the machinery (if the confectioner had the right to operate the machinery).<sup>24</sup>

Le confectionneur et le docteur sont donc en mesure de parvenir à une entente, mieux, à la meilleure entente qui soit, c'est-à-dire à celle qui satisfait le plus les deux parties, en même temps qu'elle maximise la richesse collective.

En suivant la même logique, le théorème de Coase permet d'affirmer que les autres cas de problèmes d'action collective pourront eux aussi se résoudre dans l'intérêt des parties et, plus important encore, dans l'intérêt de la société, qui bénéficiera sans contredit d'une plus grande productivité. Une condition essentielle doit cependant être remplie pour que de tels règlements puissent survenir : il faut que les droits qui font l'objet du différend soient clairement définis et qu'ils soient échangeables. En effet, si les parties ignorent la nature exacte des droits qu'ils négocient, ils ne pourront jamais s'entendre sur les modifications à leur apporter; et évidemment, si les droits ne peuvent être transférés d'un camp à l'autre, vendus, compensés, il n'y aura pas non plus d'entente.

Par conséquent, il est nécessaire que l'État attribue des droits précis, bien délimités, à l'une ou l'autre des parties prenant part au conflit, et qu'il rende ces droits négociables, transférables, de sorte qu'à travers l'échange puisse advenir la meilleure

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 9-10.

allocation possible des ressources. Ces droits consentis par l'État, il importe de les considérer comme des droits de propriété :

L'État doit se contenter d'attribuer des *droits de propriété* clairement délimités pour les ressources concernées par les externalités (l'eau et l'air, dans le cas de la pollution), ces droits devenant alors des marchandises comme les autres.<sup>25</sup>

Ainsi, en considérant les droits en litige comme des droits de propriété susceptibles d'être échangés sur le marché au même titre que le sont les autres biens, il sera dès lors possible, pour les parties, de trouver la solution la plus avantageuse, qui maximisera en même temps la richesse.

Bien que Coase ait proposé cette solution dans le cadre du problème des externalités négatives, sa pertinence ne se limite pas à cet unique domaine. De fait, en faisant valoir la nécessité d'établir des droits de propriété bien définis et transférables, le théorème de Coase a eu une grande influence sur la théorie économique en général. Comme le souligne Tom Bethell dans son ouvrage *The Noblest Triumph* :

Coase's insight has since been reformulated as one of the most basic principles of economics: When goods are owned in a well-defined way, and the rights to them are exchangeable, they will be purchased by those who value them most highly. Resources will be put to their highest-valued use.<sup>26</sup>

C'est donc dire que le marché – lorsque les coûts de transaction sont inexistants, il est important de le rappeler – sera tout à fait capable d'organiser la production de la façon la plus efficiente qui soit, pour peu que les droits de propriété soient adéquatement définis et cessibles<sup>27</sup>.

On retrouve ici un thème cher à Hernando De Soto, à savoir l'impérieuse nécessité de donner aux habitants du Tiers monde des droits de propriété qui leur permettront enfin de s'engager sur la voie du développement. À ses yeux, c'est à l'élaboration de ce nouveau statut légal pour les pauvres qu'il faut travailler en priorité, beaucoup plus qu'à la planification du développement économique, qui nécessite à l'heure actuelle trop de ressources de la part des États sous-développés. À cet égard, De Soto paraît avoir été fortement influencé par les prémisses du théorème de Coase, dans la mesure où il ne fait aucun doute pour lui qu'un système de propriété formel incluant

<sup>25</sup> GUERRIEN, B., *Dictionnaire d'analyse économique*, Paris, La Découverte, 2002, p. 70.

<sup>26</sup> BETHELL, T., *The Noblest Triumph. Property and Prosperity through the Ages*, New York, St. Martin's Griffin, 1999, p. 317.

<sup>27</sup> Cette observation vaut même pour les cas où l'État procède à une mauvaise attribution des droits, c'est-à-dire à une attribution qui ne favorise pas la maximisation de la productivité, puisqu'il sera alors toujours possible pour la partie qui valorise le plus ces droits de les obtenir par marchandage.

tous les membres d'une société, parce qu'il désigne qui détient quoi et parce qu'il clarifie les règles entourant les droits de propriété, facilite par le fait même l'échange de ces droits et ce, peu importe qui les possède initialement. Voilà donc pourquoi il faut selon lui légaliser les arrangements informels qui existent déjà dans le secteur extralégal, indépendamment du fait que certains de ces droits de propriété puissent avoir été obtenus de façon injuste, puisque ce n'est qu'en procédant à une telle reconnaissance légale de ces actifs qu'il sera alors possible pour celui qui les valorise le plus de les obtenir.

Contrairement à Coase toutefois, qui insiste sur l'importance d'un tel système de droits de propriété dans le cadre d'une réflexion abstraite, De Soto a voulu démontrer empiriquement la justesse de ce postulat. Ses recherches l'ont ainsi mené à étudier en quoi l'absence d'un système légal reconnaissant des droits de propriété à l'ensemble de la population était préjudiciable au plan économique, et tout particulièrement en ce qui a trait au flux d'échanges. Par le fait même, De Soto en est venu à constater les bienfaits qui résultent de l'intégration des actifs de tous les citoyens d'un État à l'intérieur d'un système de propriété formel. Ses conclusions à ce sujet rappellent beaucoup celles de Coase :

A well-integrated legal property system in essence does two things: First, it tremendously reduces the costs of knowing the economic qualities of assets by representing them in a way that our senses can pick up quickly; and second, it facilitates the capacity to agree on how to use assets to create further production and increase the division of labor.<sup>28</sup>

Pour De Soto, comme pour Coase, la connaissance des droits de propriété (qui comprend ce que De Soto appelle les qualités économiques des actifs) est donc la condition de possibilité des échanges économiques, car, sans elle, on ne peut effectuer de transactions dans le but de modifier ces droits, ce qui ne laisse pas d'avoir des conséquences néfastes sur la production de capital.

Dans cette perspective, le rôle que doit jouer l'État se trouve réduit à sa plus simple expression : il lui suffit d'attribuer des droits de propriété, puis de laisser les agents économiques trouver eux-mêmes la solution qui prévaudra, puisque celle-ci s'orientera « naturellement » vers la maximisation de la richesse. Ce plaidoyer en faveur d'une intervention minimale de l'État en matière économique ne manque pas de se révéler fort optimiste, car il suppose, à tort ou à raison, que les différents acteurs

---

<sup>28</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 63.

économiques auront la capacité de trouver, à tout coup, en dépit souvent de la complexité des circonstances, l'arrangement économique le plus judicieux. Appliquée plus spécifiquement à la problématique du développement, comme le fait De Soto, cette position se résume à dire, *grosso modo*, qu'une fois que l'État aura mis en place un système de droits de propriété efficace et universel, c'est-à-dire accessible à tous, le développement économique ne pourra que s'ensuivre car les actifs des pauvres – déjà importants et déjà « investis » pour ainsi dire dans l'économie informelle – se déploieront alors à leur pleine capacité dans un marché élargi.

Une telle affirmation ne peut toutefois avoir de sens que si l'on suppose, à l'instar de la théorie économique standard, que les échanges économiques ont lieu dans un monde où les coûts de transaction sont inexistants. Or, comme le fait remarquer Coase, à juste titre, cette hypothèse est très peu plausible.

This is, of course, a very unrealistic assumption. In order to carry out a market transaction it is necessary to discover who it is that one wishes to deal with, to inform people that one wishes to deal and on what terms, to conduct negotiations leading up to a bargain, to draw up the contract, to undertake the inspection needed to make sure that the terms of the contract are being observed, and so on.<sup>29</sup>

Nous vivons, par malheur, dans un système économique qui impose toujours des coûts aux échanges. Il est du reste assez révélateur que les économistes se soient surtout intéressés à l'analyse menée par Coase lorsqu'on admet qu'il n'y a pas de coûts de transaction. Ils n'avaient pas, ce faisant, à reconsidérer la pertinence de leur modèle théorique<sup>30</sup>.

Que se passe-t-il une fois que l'on tient compte des coûts de transaction ? Il faut dès lors reconnaître que de nombreux échanges, envisageables dans un marché sans coûts de transaction, ne le sont plus désormais, étant donné les frais trop élevés qui leur sont associés. Dans ce contexte, la manière dont l'État distribue les droits de propriété au sein de la société s'avère déterminante au plan économique, puisque ces droits deviennent pratiquement impossibles à déplacer dans le marché. Ainsi, dans toutes les

---

<sup>29</sup> COASE, R. H., "The Problem of Social Cost", *op. cit.*, p. 15.

<sup>30</sup> C'est d'ailleurs un économiste, George Stigler, qui a donné le nom de « théorème de Coase » à cette partie de l'analyse de Coase, qu'il importe ici de remettre en contexte. Ce dernier cherchait en effet simplement à montrer qu'il était possible, en s'en tenant aux présupposés admis par la discipline économique, d'opposer à la réponse traditionnelle en matière d'externalités négatives héritée de Pigou, qui prône une intervention de l'État, une solution par le marché, où les parties pourraient elles-mêmes parvenir à une entente. Cependant, ce qui intéressait davantage Coase dans « The Problem of Social Cost », c'était d'étudier la nature des échanges lorsqu'il y a des coûts de transaction. Cf. à ce sujet COASE, R. H., « The Institutional Structure of Production », *op. cit.*, p. 717.

situations où les coûts liés à la modification ou au transfert des droits de propriété excéderont les bénéfices qui pourront en résulter, il n'y aura tout simplement pas de transactions; les droits demeureront aux mains de leurs premiers détenteurs, désignés par l'État, et ce malgré le fait que de tels arrangements puissent entraver la prospérité générale de la société.

La contrainte exercée par des coûts de transaction trop élevés fait donc en sorte que plusieurs arrangements susceptibles de maximiser la richesse collective ne surviendront que par hasard ou par chance, lorsque l'allocation initiale des droits le permettra, ou alors ils auront lieu dans l'économie informelle.

In these conditions the initial delimitation of legal rights does have an effect on the efficiency with which the economic system operates. One arrangement of rights may bring about a greater value of production than any other. But unless this is the arrangement of rights established by the legal system, the costs of reaching the same result by altering and combining rights through the market may be so great that this optimal arrangement of rights, and the greater value of production which it would bring, may never be achieved.<sup>31</sup>

Pour sortir de cette impasse, la solution qui s'impose paraît évidente : il s'agit de minimiser autant que faire se peut les coûts de transaction, de manière à ce que ceux qui valorisent le plus certains droits puissent les obtenir via le marché. En fait, l'idéal est toujours de tendre vers des coûts de transaction quasi nuls, dans la mesure où dans ces circonstances il est fort plausible de croire que l'allocation initiale des droits pourra être modifiée en faveur d'une utilisation maximale des ressources. Plus difficile par contre est de déterminer par quels moyens abaisser les coûts de transaction, et par quelles politiques atteindre ce but. Coase propose pour ce faire de s'efforcer de rendre la loi plus claire (ce qui réduirait de beaucoup les coûts liés à sa connaissance) en plus d'alléger les exigences légales qui pèsent sur le transfert des droits.

La situation conceptualisée par Coase lorsque les coûts de transaction sont pris en considération ressemble fort à celle observée par De Soto dans le Tiers monde, à une exception notable : les pauvres de ces pays n'ont pas de droits de propriété, du moins au sens où la loi les reconnaît. Dès lors, comment leur est-il permis de maximiser la richesse collective par l'entremise d'échanges fructueux ? Les pauvres du Tiers monde sont ainsi privés *de facto* du pouvoir de faire des transactions dans de nombreuses sphères économiques, et c'est pourquoi ils doivent se tourner vers leurs réseaux

---

<sup>31</sup> COASE, R. H., "The Problem of Social Cost", *op. cit.*, p. 16.

informels s'ils veulent faire des affaires, ou simplement pour se procurer les biens et les services qui combleront leurs besoins.

Mais si vivre dans l'extralégalité est si peu enviable, pourquoi donc tant de gens y ont-ils élu domicile ? Encore une fois, la notion de coûts de transaction peut nous aider à mieux comprendre ce phénomène. En effet, si l'on en croit De Soto, intégrer le système légal représente un coût énorme pour les populations pauvres des pays sous-développés, qui doivent investir temps, énergie, argent, non seulement pour accéder à la légalité, mais aussi pour s'y maintenir. Par ailleurs, de plus en plus d'individus délaissent le secteur légal pour des raisons analogues, c'est-à-dire que les bénéfices qu'ils en retirent sont bien en deçà des coûts qui leur sont imposés pour y vivre.

L'incertitude qui plane sur les avantages que procure la vie légale, en particulier en ce qui a trait aux droits de propriété, est aussi attisée par le fait que le système légal ne constitue pas la norme dans le Tiers monde, mais qu'il se situe plutôt en marge du secteur extralégal, qui est devenu au fil du temps le courant économique dominant. C'est pourquoi tant et aussi longtemps que la loi demeurera à la portée d'une infime partie de la population seulement – ceux qui peuvent payer –, que les arrangements extralégaux quant à la propriété ne seront pas reconnus légalement, qu'obtenir un statut légal sera compliqué et onéreux, il y a fort à parier que la légalité fera de moins en moins d'adeptes, avec tous les effets pervers que cela implique.

### **Le développement : un défi légal et politique**

Le diagnostic posé par De Soto quant aux causes du développement et du sous-développement apparaît ainsi avoir été influencé dans une large mesure par des présupposés économiques qu'il emprunte à Ronald Coase. Aussi était-il important de mettre en lumière cet aspect de sa pensée, puisque cela nous permet de mieux comprendre à la fois le sens des recherches qu'il a entreprises, qui visent à évaluer l'impact des coûts de transaction excessifs sur l'économie et l'organisation sociale dans les pays du Tiers monde, de même que la solution qu'il propose pour sortir du marasme économique, qui peut être envisagée comme un moyen de faire baisser ces coûts de transaction en vue de parvenir à un développement plus soutenu.

Cette solution, elle consiste à intégrer les milliers de droits de propriété informels des pauvres au sein d'un seul système, légal celui-là, de manière à permettre à ces individus de participer pleinement à ce qui constitue désormais la réalité économique

avec laquelle tous doivent composer, à savoir la mondialisation des marchés. Celle-ci, loin d'être uniquement imposée de l'extérieur par les pays riches en quête de nouveaux marchés, de main-d'œuvre à rabais et de ressources naturelles, est aussi la conséquence selon De Soto de l'urbanisation massive qu'a connue le Tiers monde depuis maintenant un demi-siècle.

Few seem to realize that what we have here is *one* huge, worldwide industrial revolution: a gigantic movement away from life organized on a small scale to life organized on a large one. For better or for worse, people outside the West are fleeing self-sufficient and isolated societies in an effort to raise their standards of living by becoming interdependent in much larger markets.<sup>32</sup>

Si nous assistons de nos jours à une véritable révolution industrielle, c'est parce que les habitants des pays en voie de développement délaissent de plus en plus la forme d'organisation sociale fondée sur la communauté locale, le petit groupe, qui a prévalu pendant des siècles; la nature des rapports économiques et l'organisation du travail, il va sans dire, s'en trouvent bouleversées.

Attirés par des opportunités de travail plus nombreuses et par des salaires plus élevés, les migrants croyaient trouver en ville une meilleure qualité de vie, mais ils espéraient également que ce qu'ils possédaient, leurs actifs, bénéficierait dans un marché élargi de nouvelles possibilités économiques. Mais ils se sont heurtés à ce que De Soto appelle un « apartheid légal » : la loi, conçue pour servir les intérêts d'une élite urbaine, ignore tout simplement les besoins des nouveaux venus, en particulier en ce qui a trait aux droits de propriété en matière d'immobilier. Par malheur, ces droits de propriété – mais surtout les actifs qu'ils permettent de représenter et de faire fructifier – sont d'une importance telle au plan économique qu'il est désastreux de ne pas permettre à la majorité de la population d'y avoir légalement accès. À elle seule, la propriété immobilière compte en effet pour 50% de la richesse nationale dans les États développés, et ce pourcentage grimpe à près de 75% lorsqu'il s'agit des pays en voie de développement. On comprend dès lors que ne pas reconnaître aux pauvres des droits de propriété formels se traduit par de lourdes pertes financières pour les gouvernements, d'autant plus que selon la plupart des estimés, les secteurs extralégaux emploient entre la moitié et les trois-quarts de tous les travailleurs des pays sous-développés et

---

<sup>32</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 70.

représentent, selon les domaines, entre le cinquième et les deux tiers de la production totale du Tiers monde<sup>33</sup>.

Pour De Soto, cette vitalité de l'économie informelle qu'il a observée un peu partout dans les pays sous-développés est la preuve d'une révolte généralisée contre la ségrégation des systèmes légaux.

These extralegal systems, in my opinion, constitute the most important rebellion against the status quo in the history of developing countries since their independence, and in the countries of the former Soviet bloc since the collapse of communism.<sup>34</sup>

Du reste, les gouvernements ont de plus en plus de mal à contenir l'expansion de l'extralégalité, qui ne cesse de gruger la sphère d'influence de l'État en matière économique et sociale. Pour reprendre l'exemple de l'habitation, ce sont désormais des « entreprises » extralégales qui fournissent la plupart des logements aux nouveaux arrivants et aux pauvres en général. Mais plus important encore est le fait que les organisations extralégales ont commencé à prendre la place du gouvernement dans de nombreux domaines, au fur et à mesure que leurs activités économiques se sont développées et diversifiées. Elles s'occupent ainsi (à des degrés divers) de la construction de routes et d'égouts, de l'alimentation en eau et en électricité, du transport des marchandises et des individus, et dans certains cas, ces organisations assurent également le maintien de l'ordre et l'administration de la justice.

Face à ces avancées du secteur extralégal, les gouvernements n'ont eu d'autre choix que de fermer les yeux, que de laisser faire; dans certains cas ils ont même donné des statuts spéciaux à des entreprises extralégales dans le but de leur éviter des ennuis juridiques, sans toutefois les intégrer pleinement au système légal. De manière générale cependant, les concessions gouvernementales visent principalement à éviter les conflits et à remédier temporairement à une situation qui échappe de plus en plus au contrôle de l'État. Mais le problème demeure pourtant entier : l'extralégalité prolifère et les gouvernements des pays sous-développés apparaissent incapables de stopper cette nouvelle force sociale.

Lorsque les gouvernements des États du Tiers monde auront réalisé – et seront prêts à admettre – que les pauvres contrôlent déjà de grands pans de la propriété et de l'économie, il deviendra dès lors plus clair que les difficultés auxquelles font face ces

---

<sup>33</sup> Cf. DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 85-86, qui ne donne pas ici ses sources.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 84.



pays sont la conséquence de l'inadaptation de leurs systèmes légaux à la réalité économique et sociale. « It stands to reason that if the written law is in conflict with the laws citizens live by, discontent, corruption, poverty, and violence are sure to follow.<sup>35</sup> » S'il n'est certes pas facile de transformer la loi pour la faire davantage correspondre à la manière dont les gens vivent, l'exemple des pays qui par le passé y sont parvenus devrait représenter une source d'inspiration et d'émulation. C'est pourquoi il est si important pour De Soto de faire un détour par l'histoire des pays occidentaux pour saisir comment ceux-ci sont arrivés à rendre leurs législations conformes aux types d'arrangements sociaux présents au sein de leur population<sup>36</sup>.

À cet égard, un constat s'impose : dans les pays où la persécution a été employée pour mater l'extralégalité, le progrès économique fut retardé par des troubles politiques et par la violence qui en résulta; par opposition, les gouvernements qui s'adaptèrent à leur population connurent une transition moins difficile vers l'économie de marché. Aussi est-il raisonnable de croire que la résistance au changement manifestée par de nombreux gouvernements des pays en voie de développement leur sera néfaste au plan économique et social, au même titre qu'elle l'a été en Occident, alors qu'au contraire les efforts déployés pour permettre à tous d'accéder à la légalité seront le gage d'une plus grande prospérité.

Il ne faudrait néanmoins pas croire que les gouvernements des pays sous-développés n'ont jamais rien tenté pour permettre à leur population d'accéder à des droits de propriété formels. En effet, ceux-ci ont cherché à de nombreuses reprises par le passé à ouvrir leurs systèmes de propriété formels aux pauvres, mais ils l'ont malheureusement fait en se basant sur des conceptions erronées. Parmi celles-ci, qui perdurent encore de nos jours, on retrouve l'idée selon laquelle les lois obligatoires (*mandatory laws*) quant à la propriété suffisent pour instaurer un nouveau régime légal, la sous-estimation de l'importance des arrangements extralégaux, qui peuvent être

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>36</sup> De Soto, après avoir survolé l'histoire de quelques pays européens (cf. p. 93-103), consacre un chapitre entier aux États-Unis d'Amérique (cf. p. 105-151). Pour lui, l'intégration des arrangements informels des squatters américains au sein d'un nouveau système de propriété formel est une éloquente illustration de l'idée révolutionnaire selon laquelle les institutions légales ne peuvent survivre que si elles répondent à des besoins sociaux (cf. p. 150 à ce propos).

ignorés sans que cela ait des conséquences néfastes, et enfin le refus de considérer cette tâche, pourtant essentielle, comme relevant des plus hautes instances politiques<sup>37</sup>.

En fondant leurs actions sur de tels présupposés, les gouvernements des pays du Tiers monde se condamnèrent à l'échec, parce qu'ils ne surent pas reconnaître à quel point le passage à un système de propriété formel universel représente un gigantesque défi légal – et politique –, qui exige une fusion de l'ordre légal existant avec les arrangements extralégaux dans le but de créer un nouveau contrat social quant à la propriété et au capital.

All the separate, loose extralegal property arrangements characteristic of most of Third World and former communist nations must be woven into a single system from which general principles of law can be drawn. In short, the many social contracts "out there" must be integrated into one, all-encompassing contract.<sup>38</sup>

Pour ce faire, les gouvernements doivent découvrir comment et pourquoi ces contrats sociaux fonctionnent, de même que leur sphère d'influence au sein des communautés. Il importe donc de considérer ces contrats sociaux dans leur matérialité, dans leur existence concrète, et non pas seulement comme des abstractions, des expériences de pensée visant à justifier *a posteriori* les institutions et les comportements sociaux. À travers ses recherches et celles effectuées par l'ILD, De Soto s'est en effet rendu compte que les contrats sociaux des extralégaux sont documentés, qu'ils sont palpables et peuvent ainsi être uniformisés pour créer un système de propriété formel – un contrat social national – ayant l'appui de la majorité des membres de la société.

Car c'est de légitimité qu'ont actuellement besoin les systèmes légaux des pays en voie de développement. Or, il apparaît tout à fait plausible de croire, comme le fait De Soto, que les arrangements relatifs à la propriété fonctionnent mieux lorsque les gens sont parvenus à s'entendre quant à savoir qui possède quoi et quant aux règles qui gouvernent l'utilisation et l'échange des actifs, c'est-à-dire lorsqu'ils sont parvenus à établir entre eux un contrat social régissant leurs activités économiques et les obligations qui en découlent. Dans cette perspective, les contrats sociaux extralégaux, de par leur nombre et leur importance, constituent selon De Soto une base solide sur laquelle la loi officielle peut s'édifier. Au demeurant, que ce soit de manière tacite ou explicite, les gouvernements des pays du Tiers monde travaillent déjà de concert avec le secteur

---

<sup>37</sup> Pour plus de détails, cf. DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 154 et ss.

<sup>38</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 162.

extralégal, de même que plusieurs organismes internationaux. On assiste par conséquent à une reconnaissance implicite des arrangements extralégaux quant à la propriété et, partant, à la reconnaissance de leur valeur économique et sociale.

Mais comment est-il possible pour les gouvernements d'avoir accès, concrètement, aux contrats sociaux des extralégaux ? D'abord et avant tout, il faut que les instances gouvernementales s'intéressent à la manière dont les contrats sociaux sont organisés dans le monde extralégal. Cette première étape n'est pas aussi compliquée qu'il peut y paraître au départ, étant donné que la plupart des individus vivant dans l'extralégalité possèdent généralement une preuve physique attestant de leurs droits de propriété, ou du moins pouvant servir à justifier leur prétention à la possession de tels droits. En se fondant sur ces représentations de la propriété de même que sur les registres tenus par la communauté, et en conduisant des entrevues avec les résidants pour parfaire ces données, on peut déjà s'approcher d'une connaissance des contrats sociaux quant à la propriété qui existent dans le secteur extralégal. Il s'agira ensuite d'aller puiser dans les sources officielles et légales des informations complémentaires à celles obtenues sur le terrain, ce que les nombreux rapports produits par les gens œuvrant dans les échelons inférieurs de l'administration sont généralement en mesure de livrer. Ces travailleurs, qu'ils soient responsables municipaux, planificateurs urbains, policiers ou autres, sont en effet constamment en contact avec le secteur extralégal, avec lequel des liens se sont tissés, bon gré mal gré, et c'est pourquoi il est possible de lire entre les lignes des documents officiels qu'ils rédigent des comptes rendus de l'étendue de l'extralégalité – et de la tolérance des autorités à cet égard.

Une fois que les gouvernements des pays sous-développés auront recueilli suffisamment de preuves documentaires sur les différents types de représentation de la propriété qui existent dans le secteur extralégal, il leur faudra alors identifier les règles et les principes qui les régissent, puisque ce sont ceux-ci qui sont à la base des contrats sociaux existants. Lorsqu'ils y seront parvenus, les gouvernements sauront assez précisément de quoi sont faits les nombreux contrats sociaux extralégaux, et ils pourront dès lors les codifier, c'est-à-dire leur donner des statuts formels temporaires qui serviront à leur étude et à leur comparaison avec la loi formelle<sup>39</sup>. La codification de

---

<sup>39</sup> De Soto ne précise pas si ces statuts formels temporaires auront force de loi jusqu'à leur complète intégration au système formel, ou s'ils ne seront établis que dans le seul but d'être comparés avec la loi formelle.

tous ces arrangements informels, bien qu'elle soit complexe, ne devrait pas être plus difficile à réaliser que celle que nécessite l'uniformisation des textes de loi à l'intérieur d'un pays (entre les diverses législations des provinces ou des États par exemple) ou encore entre divers pays ou au sein d'organisations internationales (Union Européenne, OMC, ALÉNA, etc.). Le véritable défi légal se situe bien davantage dans la synthèse qu'il y aura à faire entre cette nouvelle codification et l'ancienne loi formelle, en vue d'obtenir une législation qui pourra garantir à tous un accès à la propriété, mais qui plus est un accès qui soit perçu comme légitime :

By comparing the extralegal to the legal codes, government leaders can see how both have to be adjusted to fit each other and then build a regulatory framework for property—a common bedrock of law for all citizens—that is genuinely legitimate and self-enforceable because it reflects both legal and extralegal reality.<sup>40</sup>

Une telle réforme légale de la propriété, si elle veut réussir, doit absolument s'accompagner de stratégies politiques bien pensées et bien menées. Car si l'on peut raisonnablement supposer que peu de gens s'opposeront à une entreprise de cette envergure, d'autant plus qu'elle vise à instaurer un ordre légal plus juste, il n'en demeure pas moins que certaines franges de l'élite, assurément, se feront un devoir de résister au changement. Dans le même ordre d'idées, De Soto note que plusieurs des statuts légaux qui empêchent la majorité de la population d'avoir accès à la propriété, et ce faisant au capital, contiennent des dispositions qui protègent les intérêts vitaux de certains groupes puissants, qui verront ainsi d'un mauvais œil toute tentative visant à modifier le *statu quo* légal. Pour les convaincre qu'une transformation du système légal s'impose, le gouvernement devra faire preuve d'une forte initiative politique, et c'est pourquoi celle-ci doit être prise en charge au plus haut niveau politique, à savoir par le président ou le premier ministre du pays en question.

En effet, seul le leadership des dirigeants politiques pourra garantir à la puissante minorité la stabilité qu'elle exige tout en permettant à la majorité de la population d'avoir enfin accès au capital. Du reste, on ne saurait douter que c'est au chef de l'État que revient la tâche cruciale d'améliorer les conditions d'existence des pauvres. Pour y parvenir, ce dernier devra principalement faire trois choses selon De Soto : 1) adopter la perspective du pauvre; 2) obtenir l'appui de l'élite; 3) obtenir l'appui des bureaucraties légales.

---

<sup>40</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 187.

### *1) adopter la perspective du pauvre*

Étendre le capitalisme à l'ensemble d'une société profite sans aucun doute à tous ses citoyens, mais surtout aux moins nantis. Leur appui est donc primordial pour que la réforme du système de propriété formel réussisse, d'autant plus que ce support des pauvres, en donnant au projet gouvernemental davantage de légitimité, exerce par le fait même une très grande pression politique ceux qui s'opposent au changement légal. Mais pour obtenir ce soutien politique de la part d'individus habitués à vivre dans l'extralégalité et se méfiant généralement des initiatives gouvernementales, l'État et son chef devront abandonner les statistiques officielles qui ne contiennent pas les informations adéquates à propos de la situation des pauvres. Pour les toucher, pour les convaincre, il faudra que le gouvernement se place réellement dans leurs souliers, soit en dehors de la loi, du système de propriété formel. Ce n'est qu'à ce moment, grâce à un portrait réaliste de la situation, que le gouvernement pourra persuader les pauvres du bien-fondé de sa réforme légale.

### *2) obtenir l'appui de l'élite*

Une fois que les pauvres se rangeront derrière leur gouvernement, celui-ci sera en bien meilleure posture pour plaider sa cause face à une élite récalcitrante. Le président ou le premier ministre pourra alors plus aisément lui faire comprendre qu'elle sera elle aussi avantagée par le nouveau système légal, d'abord et avant tout parce que l'intégration des pauvres et de leurs actifs à l'économie nationale se traduira par un accroissement du marché.

En effet, lorsqu'ils pourront obtenir du crédit, les pauvres chercheront sans doute dans un premier temps à échapper à la misère des bidonvilles et à leurs abris de fortune. Les bénéficiaires immédiats de cette nouvelle clientèle seront les constructeurs et les fabricants de matériaux de construction à prix modeste, mais de manière générale les banques, les compagnies hypothécaires et les firmes d'assurances y trouveront aussi leur compte. Par ailleurs, le gouvernement aura dorénavant à sa disposition des informations et des adresses lui permettant de collecter des impôts et des taxes, et il sera également en mesure d'établir des bases de données beaucoup plus appropriées et efficaces qui le conduiront à de meilleures décisions quant aux investissements à faire en santé, en éducation, etc. Enfin, si on en croit De Soto, un système de propriété formel élargi

contribuera même à atténuer le chaos et la violence résultant de l'urbanisation effrénée des migrants, qui constituent l'une des préoccupations majeures de la classe dominante, car le fait de leur reconnaître des droits de propriété les incitera davantage à respecter la loi, car ils comprendront alors qu'ils ont tout à gagner à agir de la sorte.

### 3) obtenir l'appui des bureaucraties légales

Pour finir, le gouvernement devra aussi pouvoir compter sur la coopération de juristes favorables à la transformation légale de la propriété, puisqu'en dernière analyse ce sont les lois que ceux-ci rédigeront, leur pertinence, leur efficacité et leur portée qui feront de la réforme un succès ou un échec.

Although entrepreneurs and ordinary people are the builders of capital and capitalism, it is the lawyers who fix property concepts in tangible representative form and define those concepts in statutes. [...] Whether you like it or not, no genuine change in the property regime and the capital formation process will take place without the cooperation of at least some of them.<sup>41</sup>

Selon De Soto, cette collaboration des juristes n'est pas d'emblée acquise, car ces derniers ont généralement été formés pour défendre le système légal existant et non pour en étendre l'influence à l'ensemble des citoyens. Par ailleurs, la nature de leur travail les pousse souvent à ignorer les conséquences de la loi sur l'économie, et c'est pourquoi l'intégration légale d'individus qui, jusqu'à ce jour, étaient considérés comme des « hors-la-loi », en dépit des nombreux avantages économiques et sociaux qu'elle pourrait susciter, ne saurait de prime abord les réjouir. Le gouvernement se doit ainsi d'avoir une bonne stratégie vis-à-vis des juristes, en prenant soin de choisir les véritables réformateurs parmi eux, et non pas ceux qui, derrière d'apparentes bonnes intentions, travailleront à maintenir le *statu quo*.

### Vaincre le sous-développement

C'est donc à une véritable réforme des institutions légales des pays sous-développés et des ex-pays communistes que nous convie Hernando De Soto, et non à une transformation en profondeur de leur culture, une approche du développement fondée sur cette dernière étant incapable selon lui de résoudre le mystère du capital, comme nous aurons l'occasion de le souligner plus en détails dès les premières lignes du prochain chapitre. Ainsi, si la mondialisation du capitalisme représente encore

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 198-199.

aujourd'hui un phénomène marginal en dehors de l'Occident et du Japon, ce n'est peut-être pas tant à la mondialisation elle-même qu'il faut en attribuer la faute, mais plutôt à l'absence de systèmes de propriété formels adéquats dans les pays pauvres.

Capitalism is in crisis outside the West not because international globalization is failing but because developing and former communist nations have been unable to "globalize" capital within their own countries.<sup>42</sup>

Pourtant, remédier à cette situation est relativement facile selon De Soto, à condition toutefois que les gouvernements des pays du Tiers monde acceptent de modifier leurs vues à propos de ce qui cause le sous-développement.

Parmi les actions qu'ils se doivent d'entreprendre pour y parvenir, la première en liste sera de mieux documenter les conditions d'existence des pauvres de même que leur potentiel économique; les gouvernements réaliseront ce faisant que même les moins bien nantis sont en mesure d'épargner, et souvent des sommes considérables. Ce qui leur manque, en revanche, ce sont ces possibilités d'investissements, d'emprunts, d'échanges qui sont le propre d'un système de propriété formel accessible à tous. En ce sens, l'intégration des pauvres à un tel ordre légal représente selon De Soto la principale solution au problème du sous-développement du Tiers monde, qui nécessite cependant pour se matérialiser la participation des plus hauts dirigeants d'une nation. Pour mettre fin au sous-développement, pour vaincre ce fléau, il suffit peut-être de donner aux pauvres du monde entier une véritable chance, à savoir celle de participer pleinement au capitalisme désormais mondialisé.

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 207.

## QUELQUES RÉSERVES À PROPOS DES IDÉES DÉFENDUES PAR DE SOTO

En faisant de la loi le principal obstacle au développement économique, Hernando De Soto récuse par le fait même l'idée selon laquelle ce serait à la culture qu'il faudrait attribuer le sous-développement des pays du Tiers monde. Pourtant, De Soto ne se contente pas seulement d'exposer sa thèse en l'absence de toute allusion à la culture, sans s'en préoccuper, pour ainsi dire. Au contraire, il s'inscrit en faux à plusieurs moments de son ouvrage contre une explication culturelle du développement, qu'il juge tout à fait inapte à rendre compte de la richesse de l'Occident et de la pauvreté du reste du monde.

Si ce chapitre se propose surtout de porter un regard critique sur ses idées, nous examinerons néanmoins dans un premier temps quelle est la principale raison qui pousse De Soto à attaquer de la sorte la culture, ce qui nous conduira par la même occasion à développer l'un des aspects les plus intéressants de sa pensée, qui touche à la conception qu'ont les gens de la propriété, somme toute identique selon lui, peu importe l'endroit où l'on se trouve sur terre. Il conviendra par la suite de s'interroger sur la pertinence de la thèse de De Soto, et nous constaterons alors que la dimension culturelle est peut-être plus difficile à évacuer de notre explication du développement économique que De Soto voudrait bien le croire. Enfin, nous terminerons ce chapitre par quelques considérations concernant la conception que se fait l'économiste du capital ainsi que de l'histoire du développement économique.

### **Expliquer le développement par la culture : une grave erreur selon De Soto**

Dès les premières pages de *The Mystery of Capital*, De Soto refuse d'accorder à la culture un rôle déterminant dans le développement économique des États. Selon lui, en effet, il faut combattre une telle explication à la fois pour ses implications morales néfastes – en ce sens, De Soto rejoint ici Shweder – mais aussi en raison des difficultés d'ordre épistémologique qui lui sont associées. Ainsi, affirmer que les pays occidentaux et que le Japon se sont développés parce que leur culture le leur permettait revient indirectement à laisser entendre que ce sont aussi les cultures des pays sous-développés qui sont responsables de la pauvreté qui y règne. Les habitants du Tiers monde seraient ainsi victimes de leurs valeurs culturelles, lesquelles seraient inaptes à stimuler le



développement économique. Pour De Soto, non seulement une telle conception des choses est-elle ignoble, inacceptable, mais elle échoue de plus à nous convaincre, dans la mesure où il faut obligatoirement gommer la plupart des caractéristiques culturelles qui distinguent une société d'une autre pour que cette explication ait une quelconque signification :

But the suggestion that it is culture that explains the success of such diverse places as Japan, Switzerland, and California, and culture again that explains the relative poverty of such equally diverse places as China, Estonia, and Baja California, is worse than inhumane; it is unconvincing. The disparity of wealth between the West and the rest of the world is far too great to be explained by culture alone.<sup>1</sup>

Bien qu'elle puisse avoir une importance relative, comme le suggère la citation ci-dessus et comme le dira De Soto lui-même en fin de volume, la culture ne représente néanmoins ni l'unique cause du développement économique – ce que Landes concède au demeurant –, ni la cause principale de celui-ci, qui résiderait plutôt dans l'accession de l'ensemble des citoyens d'un État à un système de propriété formel.

Pour De Soto comme pour d'autres, privilégier la culture dans notre explication du développement ne peut que nous égarer, étant donné qu'une telle approche est fondamentalement minée par le caractère invérifiable de la plupart de ses assertions. Mais il y a pire, puisqu'une telle vision du développement entretient par ailleurs le sentiment de supériorité de ceux qui peuvent se targuer d'appartenir à une culture qui a réussi au plan économique.

Therefore, a great part of the research agenda needed to explain why capitalism fails outside the West remains mired in a mass of unexamined and largely untestable assumptions labeled "culture," whose main effect is to allow too many of those who live in the privileged enclaves of this world to enjoy feeling superior. One day these cultural arguments will peel away as the hard evidence of the effects of good political institutions and property law sink in.<sup>2</sup>

Ainsi, lorsque nous comprendrons mieux à quel point un système de propriété formel accessible à tous exerce une influence capitale sur le développement économique, il deviendra alors évident selon De Soto que la tentation d'expliquer le développement par la culture repose sur une illusion.

En effet, même s'il semble tout à fait plausible d'attribuer au moins une part des préférences, habiletés et comportements d'une collectivité à sa culture, il reste que la plupart de ces soi-disant particularités culturelles relèvent en fait des contraintes légales

---

<sup>1</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 4.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 225.

et économiques qui pèsent – ou non – sur les individus. Voilà donc pourquoi il importe de poursuivre non seulement les recherches concernant la manière dont les pauvres organisent leurs actifs dans le secteur extralégal, mais aussi celles qui s'intéressent aux bénéfices liés à l'existence d'un système de propriété formel, car la progression de nos connaissances dans ces deux domaines nous convaincra de l'inutilité d'avoir recours à la culture pour expliquer le développement.

À cet égard, De Soto avance un argument fort intéressant en ce qui a trait aux comportements des pauvres dans le Tiers monde, qu'il conçoit comme étant le résultat d'un choix rationnel de leur part face à la situation légale et économique qui prévaut dans ces pays. Il est en effet préférable pour ces individus de demeurer dans le secteur informel plutôt que de tenter d'accéder à la légalité, car cette dernière entreprise exige d'eux trop d'énergie et de ressources financières par rapport aux avantages qu'ils peuvent en espérer. Par conséquent, leurs comportements économiques et sociaux reflètent cette décision éclairée et tout à fait justifiable, et il n'est donc pas nécessaire de postuler que de tels comportements sont le produit de leur héritage culturel. « Much behavior that is today attributed to cultural heritage is not the inevitable result of people's ethnic or idiosyncratic traits but of their rational evaluation of the relative costs and benefits of entering the legal property system.<sup>3</sup> » Pour De Soto, il n'est pas surprenant outre mesure qu'une telle association entre culture et développement – qu'une telle erreur donc – subsiste encore de nos jours, car nous ne faisons que commencer à réaliser à quel point un système adéquat de représentation de la propriété est fondamental pour que le développement économique advienne. Aussi avons-nous souvent tendance à confondre son impact monumental avec celui que nous voudrions bien attribuer, à tort, aux valeurs culturelles qui nous définissent.<sup>4</sup>

Par ailleurs, tout porte à croire que les arrangements informels relatifs à la propriété qui pullulent dans les pays sous-développés ont sensiblement les mêmes caractéristiques que les lois formelles qui existent en Occident, du moins si l'on en croit les recherches menées par De Soto et son institut depuis une quinzaine d'années. S'appuyant sur ce constat, l'économiste en déduit que partout sur la planète les gens

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>4</sup> Au demeurant, cette méprise ne date pas d'hier selon l'économiste : « Throughout history people have confused the efficiency of the representational tools they have inherited to create surplus value with the inherent values of their culture. » Cf. DE SOTO, *op. cit.*, p. 224.

partagent à peu de choses près la même conception de la propriété et ce, en dépit de leurs origines culturelles diverses. Il n'y aurait donc pas de différence significative entre les cultures quant à la manière de protéger les actifs et les transactions, ou pour dire les choses autrement, quant à la manière de faire des affaires.

Ainsi, tant dans le secteur extralégal que du côté des systèmes de propriété formels, on retrouve des règles clairement établies concernant les droits de propriété et leurs limites, des dispositions visant l'enregistrement de ces droits, des procédures pour les contester ou pour se les voir reconnus, des normes entourant les transactions, etc.<sup>5</sup> Ce qu'il manque par contre aux nombreux contrats sociaux passés entre les pauvres du monde entier, c'est un degré de sophistication analogue à celui qui existe dans le cas des régimes formels des pays occidentaux.

The problem with extralegal social contracts is that their property representations are not sufficiently codified and fungible to have a broad range of application outside their own geographical parameters. Extralegal property systems are stable and meaningful for those who are part of the group, but they do operate at lower systemic levels and do not have representations that allow them to interact easily among each other.<sup>6</sup>

Pour libérer davantage encore le potentiel économique de ces représentations « informelles », la solution qui s'impose consiste donc à uniformiser l'ensemble de celles-ci au sein d'un seul et unique système légal, à travers une codification rigoureuse de chacun de ces contrats sociaux qui aboutira, à terme, à leur fusion.

Inutile de dire que, pour De Soto, la culture n'a aucun rôle à jouer – ou au mieux un rôle tout à fait secondaire – dans un tel processus de légalisation des actifs des pauvres. D'ailleurs, la situation actuelle dans le Tiers monde et dans les ex-pays communistes n'est pas sans rappeler celle qui prévalait en Europe avant que n'y apparaissent les titres officiels en bonne et due forme, ce qui se produisit vers la fin du Moyen Âge. À cette époque, comme aujourd'hui dans les pays pauvres, les règles concernant la propriété et les transactions n'étaient pas couchées sur papier, et leur transmission et leur connaissance reposaient par conséquent uniquement sur la tradition orale. Il y a quelques siècles à peine, l'Europe faisait donc face à des problèmes somme toute identiques à ceux qui minent de nos jours les économies des pays en voie de développement, et si cette région du monde est parvenue à résoudre ses difficultés, c'est n'est pas parce que sa culture la prédisposait à connaître le développement, mais bien

---

<sup>5</sup> Pour plus de détails encore, cf. DE SOTO, *op. cit.*, p. 180.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 181.

parce qu'elle a su représenter d'une manière plus adéquate les qualités économiques associées à la propriété.

### **Générer plus de richesse grâce à la représentation formelle des actifs : quelques précisions**

Mieux représenter les actifs des pauvres en les intégrant à un système de propriété formel, voilà qui devrait en définitive permettre aux pays sous-développés de générer plus de richesse à partir de celle qui y existe déjà à l'état latent dans l'économie informelle. Or, si De Soto déploie beaucoup d'efforts dans son ouvrage pour nous convaincre de la nécessité de légaliser les avoirs des moins nantis de ce monde, il importe cependant de préciser que ce n'est pas la représentation formelle des actifs qui produit *en elle-même* davantage de capital, mais que ce sont plutôt ses conséquences sur le marché qui s'avèrent hautement bénéfiques pour l'économie d'un pays.

En effet, faire accéder à la légalité les actifs des pauvres ne leur confèrera pas du coup une plus grande valeur intrinsèque. Autrement dit, ces actifs ne vaudront pas plus financièrement une fois qu'ils feront partie du système de propriété formel, ou du moins pas immédiatement en tout cas. Ainsi, à supposer que tous les actifs détenus par les pauvres d'un pays soient intégrés du jour au lendemain au système de propriété formel, il ne s'ensuivrait pas que cette nation se réveillerait au matin plus riche qu'elle ne l'était la veille. Car bien qu'une plus grande quantité de capitaux inonderait alors le marché, comme disent les économistes, cela ne signifierait pas pour autant qu'il y aurait eu création de richesse durant la nuit, puisque ces capitaux ne feraient maintenant « qu'apparaître » alors qu'ils existaient déjà dans le secteur informel sous une autre forme.

En revanche, les bienfaits occasionnés par la nouvelle représentation légale des actifs ne tarderaient pas à se faire sentir, puisque les transactions économiques ne pourraient immanquablement que s'accroître au sein de la société. C'est que la représentation formelle des actifs permet une meilleure accessibilité aux capitaux, lesquels sont d'ailleurs disponibles en plus grande quantité, de même qu'une définition étendue et rigoureuse de leurs potentialités économiques, c'est-à-dire de toutes les façons dont il est possible de les échanger sur le marché. Ce faisant, une telle représentation des actifs facilite grandement le transfert des capitaux, leur division en de multiples produits financiers répondant à des besoins divers, de même qu'elle favorise

l'investissement, le crédit et l'imputabilité. Pour toutes ces raisons, il est clair qu'un pays prêt à se doter d'un système de propriété formel vraiment inclusif verrait rapidement les capitaux de ses habitants augmenter, et partant sa richesse collective, dans la mesure où à partir des actifs déjà existants il serait dès lors possible d'en stimuler la création de nouveaux grâce à de nombreux artifices légaux.

### **À la défense de la culture**

Si les critiques adressées par De Soto à l'endroit d'une explication culturelle du développement économique semblent tout à fait pertinentes – au reste, elles rejoignent en partie celles que nous évoquions dans le chapitre deux –, il demeure toutefois difficile de ne pas accorder un certain crédit à l'idée voulant que la culture ait son importance. En effet, la nécessité d'instituer un système de propriété formel accessible à tous signifie-t-elle pour autant que la culture ne compte pas ? Et est-ce que la mise en place d'un tel régime légal peut se faire en vase clos, sans le concours de la culture d'un pays ? Les objections qui suivent permettent d'en douter.

#### *L'Occident et la règle de droit*

D'après De Soto, le développement économique dépendrait pour l'essentiel de la capacité d'un État à instaurer un système légal qui reconnaîtrait à l'ensemble des citoyens le droit à la propriété. Selon lui, n'eût été de l'universalisation de ces droits de propriété formels, l'Occident ne serait jamais devenu ce qu'il est aujourd'hui, non plus que le Japon.<sup>7</sup> Or ce que De Soto semble négliger ici, c'est l'importance qu'ont eu les valeurs culturelles de l'Occident dans l'avènement de tels régimes légaux, et tout spécialement celle qu'il faut attribuer à ce que l'on pourrait appeler la *culture du droit* qui y règne depuis fort longtemps.

Car il ne faut pas sous-estimer le fait que la primauté du droit sur l'exercice arbitraire de la force constitue l'une des principales caractéristiques de l'Occident, comme le souligne Samuel Huntington dans un article intitulé « The West Unique, Not Universal ».<sup>8</sup> Selon ce dernier en effet, l'idée selon laquelle les hommes doivent se

---

<sup>7</sup> Bien que l'économiste ne s'attarde à peu près pas au cas du Japon, il affirme néanmoins que sa réussite économique prouve une fois de plus l'importance pour un pays de se doter d'un système de propriété formel accessible à tous.

<sup>8</sup> Cf. HUNTINGTON, S. P., « The West Unique, Not Universal », in *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 6, novembre-décembre 1996, p. 28-46.

soumettre à l'autorité suprême de la loi remonte en Occident aussi loin qu'à l'Antiquité romaine. Avec les siècles et en dépit de périodes historiques où elle fut peu observée, la règle de droit (*the rule of law*) finit néanmoins par s'imposer dans le monde occidental, à tel point qu'elle représente aujourd'hui l'une des plus importantes valeurs de cette civilisation, qui se distingue en cela des autres sociétés. Évidemment, cet engagement à respecter la loi qui est au centre de la culture occidentale – à côté d'autres valeurs bien sûr – n'a pas manqué d'avoir des conséquences considérables sur les institutions légales de ces pays, notamment en ce qui a trait à la protection des droits de propriété.

The tradition of the rule of law laid the basis for constitutionalism and the protection of human rights, including property rights, against the arbitrary exercise of power. In other civilizations law has been a much less important factor in shaping thought and behavior.<sup>9</sup>

S'il est vrai que la loi a eu en Occident une incidence plus considérable que partout ailleurs, et s'il est tout aussi juste d'affirmer que ce règne du droit apparaît fondé au moins en partie sur des valeurs culturelles, on peut dès lors s'interroger sur la pertinence de ne pas prendre du tout en considération la culture lorsqu'il s'agit d'expliquer le développement économique, comme le fait De Soto dans son ouvrage.

### *La confiance et le développement*

Du reste, les valeurs culturelles d'une société apparaissent également déterminer le degré de confiance qu'on y retrouve, ce dernier facteur pouvant être envisagé comme un indicateur des possibilités de développement économique d'un pays. C'est ce que Francis Fukuyama appelle le capital social, lequel désigne à son avis un ensemble de valeurs qui, parce qu'elles sont largement partagées par une collectivité, lui permettent de coopérer davantage étant donné qu'une plus grande confiance règne entre ses membres.

Social capital can be defined simply as an instantiated set of informal values or norms shared among members of a group that permits them to cooperate with one another. If members of the group come to expect that others will behave reliably and honestly, then they will come to *trust* one another. Trust acts like a lubricant that makes any group or organization run more efficiently.<sup>10</sup>

Si le capital social dont il est ici question s'applique d'abord et avant tout à des groupes ou à des organisations restreintes, telles la famille ou l'entreprise par exemple, la portée

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>10</sup> FUKUYAMA, F., « Social Capital », in *Culture Matters*, op. cit., p. 98.

de ce concept se veut néanmoins beaucoup plus générale, puisque la société dans son ensemble peut aussi être évaluée par rapport au degré de confiance qu'on y retrouve. Il convient ainsi de se demander si les valeurs qui permettent à la confiance et, partant, à la coopération de fleurir à petite échelle peuvent dépasser ces cercles limités pour gagner la société au grand complet.

En somme, il s'agit pour Fukuyama de savoir si la culture d'une société – qu'il assimile à ses soi-disant valeurs communes – favorise ou non la confiance, laquelle a une incidence importante sur la vitalité d'une économie nationale. Évidemment, le capital social ne saurait se substituer à un système de propriété formel en bonne et due forme, qui demeure à ses yeux la condition essentielle du développement économique. Mais cela étant, il peut néanmoins permettre à une société de réduire les coûts de transaction qu'occasionnent tout échange, tout contrat ou tout investissement, dans la mesure où la confiance mutuelle incite chacune des parties prenant part à une transaction à baisser quelque peu sa garde, c'est-à-dire à ne pas prendre des précautions exagérées pour s'assurer de ne pas être trompée.

There is no question that institutions like contract and commercial law are necessary preconditions for the emergence of a modern industrial economy. No one would argue that trust or moral obligation alone can take their place. But if we presume that such legal institutions exist, the presence of a high degree of trust as an additional condition of economic relations can increase economic efficiency by reducing what economists call transaction costs, incurred by activities like finding the appropriate buyer or seller, negotiating a contract, complying with government regulations, and enforcing that contract in the event of dispute or fraud.<sup>11</sup>

Pour mieux comprendre à quel point la confiance favorise une baisse des coûts de transaction, il suffit d'imaginer à quoi ressemblerait un monde où elle serait totalement absente. Dans un tel univers, parvenir à la moindre entente contractuelle par exemple représenterait un véritable casse-tête. Parce que les gens se méfieraient sans cesse les uns des autres, la signature d'un contrat apparaîtrait en effet toujours comme une entreprise hasardeuse, et c'est pourquoi toutes les parties voudraient minutieusement s'assurer que le contrat en question ne contient pas de clauses pouvant les désavantager. De plus, les contrats seraient démesurément longs et détaillés car tous voudraient définir avec précision les obligations d'autrui ainsi que la marche à suivre en cas de litige. Dans le cas d'entente où les risques seraient mis en commun, aucun des partenaires ne se

---

<sup>11</sup> FUKUYAMA, F., *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, Free Press, 1995, p. 151.

sentirait obligé d'en faire plus que ce que le contrat stipule, car la crainte de se faire escroquer l'emporterait sur tout le reste.

Bref, dans une société dénuée de confiance chaque individu aurait à l'œil la plupart de ses concitoyens et présumerait d'emblée que ceux-ci ont pour but de le tromper<sup>12</sup>. Non seulement une telle attitude de méfiance empêcherait-elle les gens de négocier un contrat de bonne foi, mais il serait aussi de manière générale plus difficile de s'engager dans des activités économiques mutuellement bénéfiques. Si le développement économique pourrait malgré tout survenir dans un tel contexte, les dispositifs légaux du système de propriété formel offrant des garanties minimales quant à la sécurité des transactions, il est néanmoins certain que la confiance constitue un atout majeur permettant à une société de maximiser les rapports économiques entre les individus qui la composent.

Bien sûr, une société fondée uniquement sur la méfiance ne pourrait pas survivre bien longtemps; aussi ce que nous décrivions à l'instant ne correspond-il qu'à une expérience de pensée ayant pour but de souligner le rôle crucial joué par la confiance au sein d'une société. Cela étant dit, il est toutefois possible de classer les différentes sociétés selon le degré relatif de confiance qu'on y retrouve, certaines se caractérisant par un haut taux de confiance, répandu dans la plupart des sphères sociales – c'est le cas du Japon notamment – tandis que l'on constate au contraire que d'autres ne parviennent pas à étendre la confiance au-delà de cercles restreints, souvent familiaux – qu'on pense ici à la situation qui existe dans le sud de l'Italie par exemple.

Fukuyama nous fait donc remarquer, à juste titre semble-t-il, que toutes les sociétés n'entretiennent pas le même rapport à la confiance, ce qui s'explique en grande partie par les valeurs propres à chacune d'entre elles. En ce sens, le degré de confiance existant au sein d'une société peut s'avérer être un bon indicateur de sa capacité à se développer à son plein potentiel, ce que De Soto ne prend pas vraiment en considération dans son analyse. Car si ce dernier saisit bien à quel point la confiance est essentielle à la création de droits de propriété *ad hoc*, dans les petites communautés pauvres qui échappent au contrôle légal, il semble pourtant supposer que cette confiance peut aisément se transposer à l'échelle d'un pays pour peu qu'un système de propriété formel inclusif soit établi. Or, dans des sociétés marquées par les clivages sociaux, par les

---

<sup>12</sup> Pour de plus amples développements sur la manière dont les rapports économiques seraient organisés dans une société dépourvue de toute confiance, cf. FUKUYAMA, F., *Trust, op. cit.*, p. 152-153.



conflits, par la rancune et l'injustice on peut fortement douter que la seule instauration d'un système de propriété formel suffise à créer entre les diverses classes sociales un climat de confiance propice à la maximisation des échanges économiques.

Par ailleurs, il importe de préciser que les représentations formelles de la propriété ne régissent qu'une infime partie des nombreuses facettes de l'activité économique d'une société. En effet, de la même manière qu'une loi visant à encadrer une dimension précise de la vie en société échoue plus souvent qu'autrement à définir toutes les situations possibles et imaginables qui pourraient survenir – d'où les précédents juridiques –, un système de propriété formel est lui aussi incapable de réguler *tous* les aspects de l'économie. Cela est manifeste dans le cas des contrats notamment, lesquels ont l'importance que l'on sait dans nos sociétés contemporaines. Deux individus peuvent ainsi signer une entente concernant le nombre d'heures que l'un d'eux consent à travailler pour l'autre moyennant un salaire, mais rien dans les dispositions légales du contrat ne pourra garantir que l'employé sera motivé, qu'il fournira l'effort nécessaire ou encore qu'il sera disposé à faire des sacrifices personnels pour terminer son travail dans des délais raisonnables.

Dans le même ordre d'idées, il est bon de faire remarquer que la plupart des rapports humains et professionnels qui ont lieu au sein des firmes échappent à toute réglementation formelle, ceux-ci étant plutôt régulés par les « mécanismes informels » que sont la confiance, les valeurs des individus (et celles de l'entreprise) ou encore les normes sociales. Pour Fukuyama cela démontre avec éloquence les limites du système légal lorsqu'il s'agit de réguler les relations interpersonnelles qui découlent de l'activité économique, ces dernières obéissant davantage dans ce cas à des contraintes culturelles qu'à la loi. La valorisation du travail, la loyauté, l'honnêteté, la confiance envers ses pairs, le désir d'innover, bref, certaines valeurs culturelles bien particulières apparaissent ainsi plus propices que d'autres à venir épauler le système de propriété formel d'un pays – et non pas à s'y substituer –, ce qui favorise il va sans dire la poursuite du développement économique.

### *Le contexte politique, la culture et le système de propriété formel*

Établir un système de propriété formel universel suppose également une grande volonté politique, comme le mentionne d'ailleurs De Soto lui-même, pour qui cette tâche doit être prise en charge par le président ou le Premier ministre d'un pays. Or, de

nombreux pays pauvres sont dirigés par des régimes autoritaires, voire totalitaires, où l'armée se substitue parfois au gouvernement civil, tandis que dans d'autres cas, notamment en Iran, ce sont des chefs religieux qui sont au pouvoir. S'il faut se garder de mettre tous ces États sur le même pied, il reste que la primauté du droit ne représente certainement pas la norme dans la plupart de ces pays, et il y a fort à parier qu'il n'est pas dans l'intérêt de ces dirigeants de faire en sorte qu'elle le devienne. La question qu'il faut alors se poser est la suivante : est-il possible de penser qu'un système légal de la propriété accessible à tous peut en venir à exister lorsque de tels régimes sont en place ?

À cet égard, il est assez surprenant de constater à quel point De Soto considère peu l'influence déterminante du contexte politique d'un pays sur l'établissement d'un système de propriété formel plus efficace et plus juste, lui qui est pourtant originaire du Pérou, où il y a un peu plus de vingt ans les militaires gouvernaient toujours. Ceux-ci régnèrent en effet de 1968 à 1980, et leur héritage légal, marqué par une bureaucratisation excessive et par un trop-plein de régulations de toute sorte, fut pendant longtemps un sérieux obstacle à la bonne marche de l'appareil étatique.<sup>13</sup>

Au demeurant, l'histoire récente de plusieurs pays d'Amérique du Sud (qu'on pense ici au Brésil, au Chili ou à l'Argentine) est traversée par des dictatures qui eurent sans contredit des conséquences néfastes sur la stabilité et sur la crédibilité des institutions politiques et légales de ces États, non seulement durant, mais aussi après le passage des militaires au pouvoir. De la même manière, de nombreux pays ayant jadis appartenu au Bloc soviétique sont encore de nos jours en transition vers des régimes plus démocratiques, et il apparaît ainsi tout à fait plausible de croire qu'il leur faudra du temps et de grands efforts pour parvenir à légaliser de façon appropriée l'ensemble des droits de propriété existant sur leur territoire. Il importe donc de se demander si De Soto n'est pas démesurément optimiste quant à la stabilité des institutions politiques existant à l'heure actuelle dans de nombreuses régions du monde, et surtout quant à leur capacité de mener à bien des réformes légales du type de celles qu'il exige.

Évidemment, on ne saurait affirmer que la culture est la principale cause de l'autoritarisme qui a longtemps sévi en Amérique latine et qui continue encore aujourd'hui de sévir ailleurs dans le monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Il ne fait par contre aucun doute que la situation politique d'un État ne laisse pas d'avoir

---

<sup>13</sup> Cf. à ce sujet BROMLEY, R., *op. cit.*, p. 339.

un impact sur les comportements des individus et sur leurs pratiques, ce qui peut conduire à la longue à la transformation de la culture d'un pays. Par exemple, la méfiance envers le gouvernement, et plus généralement envers quiconque n'appartient pas à la communauté peut devenir une valeur fort répandue au sein d'une société suite à un long règne marqué par la violence, la répression, les exactions, etc., ou lorsqu'un pays a connu pendant une période assez importante de son histoire une alternance entre des démocraties et des dictatures.

De la même manière, nous savons que la corruption est monnaie courante dans maints États, qu'ils soient démocratiques ou non, et bien que celle-ci soit surtout le produit de la pauvreté, des piètres salaires des fonctionnaires ou de l'abus de pouvoir, ces pratiques peuvent certainement en venir avec le temps à faire partie intégrante de la culture d'un pays, dans la mesure où les gens finiront par envisager la corruption comme un procédé allant de soi, alors qu'elle n'était au départ qu'une façon de parvenir à ses fins dans un contexte politique et économique difficile.

Aussi, sans dire que la culture est tout, sans même prétendre que son influence sur le contexte politique – et légal – dans lequel évolue un pays est déterminante, on peut néanmoins penser qu'elle a une certaine incidence sur celui-ci, et qui plus est une incidence potentiellement nuisible à l'établissement d'un système de propriété formel accessible à l'ensemble de la population. Dès lors, il apparaît excessif d'affirmer comme le fait De Soto que la culture n'a aucun rôle à jouer dans le développement d'un État et, pire encore, une telle attitude intellectuelle constitue peut-être un frein à la réussite totale d'une réforme légale de la propriété.

### *Le rôle des femmes*

Par ailleurs, l'économiste ne semble pas réaliser à quel point le statut d'infériorité des femmes dans de nombreuses sociétés – qui est clairement lié à la culture d'un pays – représente un obstacle majeur à l'implantation d'un système de propriété formel *universel*. En effet, certaines sociétés refusent de reconnaître aux femmes des droits économiques pourtant élémentaires, parmi lesquels figure le droit de propriété. C'est le cas notamment dans plusieurs pays d'Afrique selon Daniel Etounga-Manguelle : « The role of the African woman—the abused backbone of our societies—in society must also be

transformed. Women do not have access to bank accounts, credit, or property.<sup>14</sup> » Or, si les femmes se voient interdites l'accès à la propriété pour des raisons culturelles – croyances, valeurs, traditions, etc. –, ne faudrait-il pas justement qu'un changement majeur se produise dans la culture d'un pays pour qu'elles puissent bénéficier pleinement des avantages que procure un système de propriété formel ? Ne peut-on pas craindre que diverses pratiques culturelles qui nuisent à l'émancipation des femmes persisteront en dépit de la réforme légale, du moins à court, voire à moyen terme ? Et qu'en est-il de la nouvelle législation ? Fera-t-elle vraiment la part belle aux revendications des femmes, ou perpétuera-t-elle au contraire les inégalités qui marquent la culture d'un pays ?

Une fois de plus, on constate qu'il est plus difficile de se débarrasser de la culture que De Soto semble le croire. Évidemment, il ne s'agit pas ici d'affirmer que toute tentative pour établir un système de propriété formel plus juste et plus inclusif est nécessairement vouée à l'échec dès que des comportements ou des valeurs culturelles s'y opposent. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, par contre, c'est que de vives résistances s'enracinant dans la culture d'un pays peuvent venir entraver le projet de réforme légale de la propriété du gouvernement, d'où l'importance pour celui-ci de bien évaluer les « sensibilités » culturelles de sa population, et d'où la nécessité de la convaincre du bien-fondé de sa démarche.

À cet égard, la condition des femmes apparaît être un enjeu culturel crucial, puisque si elles sont écartées du nouveau système de propriété formel ou si on les prive de certains de ses avantages, le développement économique censé accompagner une telle réforme légale en souffrira nécessairement. En effet, si les femmes ont peu d'actifs (ou pas du tout), ou si ce qu'elles détiennent est contrôlé par les hommes, on peut aisément imaginer que cette situation de dépendance économique aura un impact négatif sur leur capacité à générer davantage de richesse, comme le dit vaguement De Soto, de même que sur leur motivation à le faire. Sur ce point, il semble donc qu'il faille donner raison à ceux qui, à l'instar de Étounga-Manguelle et, bien sûr, de Landes, insistent sur l'impérieuse nécessité de rehausser la participation des femmes à la vie économique d'une collectivité, ce qui passe d'abord par une transformation de certains aspects de la culture d'un peuple.

---

<sup>14</sup> ETOUNGA-MANGUELLE, D., « Does Africa Need a Cultural Adjustment Program? », in *Culture Matters*, op. cit., p. 76.

### Qu'est-ce que le capital ?

Après avoir souligné quelques-unes des objections qu'il est possible de formuler à l'endroit de la thèse de De Soto depuis une perspective culturelle, il convient maintenant d'examiner la conception que se fait l'économiste du capital, que d'aucuns trouveront sans doute un peu réductrice. En effet, De Soto néglige dans son analyse du capital cette partie de l'économie d'un pays qui ne concerne pas les actifs qui découlent des droits de propriété privée : ressources naturelles, deniers publics, infrastructures, ainsi de suite. Or, peut-on raisonnablement penser que le capital potentiellement à la source de la prospérité d'une nation se limite aux avoirs qui sont détenus à titre individuel, comme le laisse entendre De Soto ? Suffit-il de permettre aux pauvres d'avoir accès à la légalité pour que le développement économique s'ensuive, si tant est que d'autres formes de capital existent également ?

Dans « Changing the Mind of a Nation: Elements in a Process for Creating Prosperity », Michael Fairbanks propose une définition du capital beaucoup moins étroite que celle mise de l'avant par De Soto. Selon lui, la richesse d'une nation peut être décomposée en sept types de capital : 1) les ressources naturelles; 2) les ressources financières d'une nation, telles l'épargne de ses citoyens et les réserves internationales dont dispose ce pays; 3) le capital créé par l'homme, comme les infrastructures ou le réseau de télécommunications; 4) le capital institutionnel, qui comprend les dispositifs légaux censés protéger les droits de propriété, les différents ministères gouvernementaux, de même que les entreprises; 5) les ressources liées à la connaissance, telles que les brevets internationaux ou encore les retombées de l'enseignement et surtout de la recherche; 6) le capital humain, soit les habiletés et les talents de chacun; 7) le capital culturel, que Fairbanks associe aux attitudes et aux valeurs liées à l'innovation.<sup>15</sup> S'il ne s'agit pas ici de prétendre que cette façon de concevoir le capital est sans faille, à tout le moins a-t-elle le mérite de souligner que c'est à un ensemble de facteurs qu'une nation doit sa richesse, parmi lesquels figurent bien sûr l'obtention par tous de droits de propriété reconnus par la loi, mais aux côtés de nombreuses autres formes de capital qui ont aussi leur importance, sous-estimée semble-t-il par De Soto.

---

<sup>15</sup> FAIRBANKS, M., « Changing the Mind of a Nation: Elements in a Process for Creating Prosperity », in *Culture Matters*, op. cit., p. 270.

Certes, ce dernier insiste surtout pour que nous considérions le capital d'abord et avant tout comme le potentiel économique qui résulte de la représentation adéquate d'un actif. En cela, De Soto ne s'oppose pas sur le fond à ce qu'affirme Fairbanks, puisque tous deux s'entendraient certainement pour dire que le capitalisme est fondé sur l'idée qu'il faut sans cesse rechercher le profit; ainsi, un tel système économique ne peut survivre que si ce qui est investi – le capital – rapporte à terme davantage que la mise initiale. Là où De Soto se distingue, par contre, c'est lorsqu'il s'agit d'identifier les moyens à mettre en œuvre pour permettre au capitalisme de se développer à l'échelle planétaire, ce qui suppose déjà que nous ayons défini quelles sont les sources de capital à la disposition d'un État. Or, il est clair pour De Soto que c'est principalement grâce à la légalisation des droits de propriété des pauvres que le développement économique – ou l'avènement du capitalisme si l'on préfère – pourra s'étendre aux pays les moins bien nantis, puisque ce n'est que de cette manière que les actifs qu'ils détiennent pourront intégrer l'économie nationale. Mais qu'en est-il alors des autres formes de capital mentionnées par Fairbanks ? N'ont-elles pas un certain rôle à jouer dans le développement économique ? Si tel est le cas, il importe donc d'en tenir compte dans notre analyse du développement, et par conséquent, ne pas le faire affaiblit sans contredit la thèse de De Soto.

Autrement dit, nous pouvons avoir de bonnes raisons de douter qu'une simple réforme légale du système de propriété formel d'un pays ne résolve à elle seule ses problèmes de pauvreté, dans la mesure où d'autres aspects de la vie économique d'une société apparaissent également concourir à sa prospérité. Par exemple le manque d'infrastructures, qu'il s'agisse de routes, d'écoles, d'hôpitaux, etc., ou leur état de décrépitude ne manquera pas de nuire à plusieurs égards au développement de l'industrie d'un pays, de même qu'à l'éducation de ses habitants et à leur santé. Le sous-financement chronique des universités et l'absence de fonds pour soutenir des projets novateurs mais risqués peuvent par ailleurs condamner un État à orienter son activité économique vers des secteurs moins avancés au plan technologique, mais aussi moins porteurs de développement. Enfin, lorsque la formation de la main-d'œuvre n'est pas valorisée par une société, pire, lorsque celle-ci tolère des conditions de travail médiocres pour certains de ses citoyens, cela a certainement une incidence sur le « capital » dont elle dispose pour générer plus de richesses. Ainsi, il y a tout lieu de penser qu'un pays peut être « sous-capitalisé », pour reprendre l'expression de De Soto, non seulement

parce que ses institutions légales sont inefficaces, mais aussi parce que d'autres types de capital font défaut ou sont possédés en quantité insuffisante.

### **De Soto et l'histoire du développement économique**

Avant de clore ce chapitre, une dernière critique de la thèse de De Soto s'impose. Elle concerne cette fois-ci la vision qu'a l'économiste de l'histoire du développement, qu'il fait correspondre à celle de la mise en place progressive des systèmes de propriété formels universels en Occident et au Japon. Sans ces derniers, le développement économique de ces pays aurait été compromis, doit-on en conclure, et on peut même aller jusqu'à penser qu'il n'aurait peut-être jamais vu le jour dans certains cas, tant l'insistance de De Soto sur la nécessité de reconnaître à tous des droits de propriété est grande. Or, bien que l'importance d'avoir de bonnes lois concernant la propriété soit indéniable, on peut néanmoins s'interroger quant à savoir si de tels dispositifs légaux sont réellement la condition *sine qua non* du développement d'un État, ou s'ils ne font qu'accompagner la prospérité plutôt que la précéder.

C'est que de l'aveu de De Soto lui-même, l'intégration de tous les arrangements informels en un seul système légal de la propriété est chose récente et ce, même en Occident :

Yet the West's reliance on integrated property systems is a phenomenon of at most the last two hundreds years. In most Western countries, integrated property systems appeared only about a hundred years ago; Japan's integration happened little more than fifty years ago.<sup>16</sup>

Faut-il alors en déduire que le développement économique est né dans la plupart des pays occidentaux il y a environ un siècle et il y cinquante ans au Japon ? Telle semble être en tout cas l'idée que s'en fait De Soto, dont l'analyse du développement se concentre uniquement sur l'accession de l'ensemble de la population d'un pays à des droits de propriété formels. Pour lui, un État ne saurait se développer à sa pleine capacité qu'une fois parvenu à légaliser les droits de propriété de tous ses citoyens. Or, nous savons très bien que plusieurs nations occidentales se sont engagées sur la voie du développement à partir de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, tandis que le Japon prit quant à lui son essor suite à la Restauration Meiji (1867-1868). À la lueur de ces données historiques difficilement contestables, il apparaît ainsi tout à fait plausible de croire que l'implantation d'un système de propriété formel universel ne suffit pas pour

---

<sup>16</sup> DE SOTO, H., *op. cit.*, p. 53.

que le développement économique se produise, puisque celui-ci s'est enraciné dans les pays occidentaux et au Japon *avant* que ces derniers ne réforment leurs législations en matière de droits de propriété.<sup>17</sup>

Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'un système de propriété formel adéquat n'est pas hautement souhaitable, ni même qu'il ne concoure pas au développement économique d'un État. Toutefois, il est permis de se demander si d'autres facteurs, et tout particulièrement les progrès technologique et scientifique, ne sont pas tout aussi capitaux pour que le développement s'étende dans l'espace et le temps. En effet, n'eut été de l'essor de diverses industries, rendu possible à la fois par un nouveau mode de production mais aussi par des avancées technologiques et scientifiques significatives, la Grande-Bretagne d'abord puis l'Europe ne se seraient jamais développées autant qu'elles ne le firent durant la période antérieure à l'uniformisation de leurs systèmes de propriété formels. Dès lors, l'idée selon laquelle le développement économique d'une nation reposerait pour l'essentiel sur la légalisation des arrangements informels quant à la propriété apparaît excessive, voire contraire à la réalité historique. Certes, son rôle n'est pas à négliger, loin s'en faut, et peut-être est-il également vrai qu'il faut absolument qu'un État opère une réforme légale de la propriété pour assurer la pérennité de son développement. Pourtant, l'implantation d'un système de propriété formel adéquat ne paraît pas être à l'origine de la réussite économique d'un pays, mais semble plutôt s'avérer nécessaire une fois que les premières étapes menant au développement économique ont été franchies.

Les critiques qui précèdent n'avaient évidemment pas pour but de miner la thèse de Hernando De Soto dans ce qu'elle a d'essentiel, puisque l'idée selon laquelle il importe de légaliser les droits de propriété des pauvres de manière à ce que leurs actifs puissent se déployer à leur pleine capacité nous apparaît féconde. Cependant, prétendre qu'il est possible de parvenir à cet objectif sans prendre en considération la culture présente au sein d'un État nous semble fort problématique, car cela équivaut à minimiser l'impact que peut avoir le facteur culturel sur la réussite ou l'échec de la réforme légale

---

<sup>17</sup> Au demeurant, les économies émergentes que sont aujourd'hui la Chine, l'Inde et le Brésil ont-elles uniformisé les multiples arrangements informels qui existent sur leur territoire ? Pourtant, ces pays se développent de plus en plus, et ce en l'absence de systèmes de propriété formels vraiment inclusifs.



de la propriété. De plus, si l'argumentation de De Soto nous incite à juste titre à tempérer notre enthousiasme face à l'explication culturelle du développement, il demeure néanmoins pertinent de s'interroger sur la portée réelle de la culture en ce qui a trait au développement économique d'un pays, et en particulier en ce qui concerne le rapport qu'entretiennent la culture et la loi. Enfin, certains aspects de la pensée de l'économiste sont plus discutables, notamment sa conception du capital et sa vision de l'histoire du développement, et c'est pourquoi nous avons brièvement évoqué nos réserves à leur sujet.

L'intégration des arrangements informels au sein d'un seul système de propriété formel s'est échelonnée en Occident sur des décennies, à une époque où la taille des sociétés, leur urbanisation, leur industrialisation ainsi que leur complexité étaient moindres qu'elles ne le sont de nos jours. Aussi paraît-il peu plausible de croire, comme le suggère De Soto dans *The Mystery of Capital*, qu'une transformation légale de l'envergure de celle qu'il propose pourra se faire sur une période relativement brève, soit durant le mandat d'un ou de quelques gouvernements. Cela suppose également que les recherches menées dans le but de mieux comprendre comment fonctionne le secteur informel soient poursuivies, ce qui nous assurera une meilleure chance de succès. Ainsi, au même titre qu'il est nécessaire de peaufiner notre compréhension des liens qui unissent la culture et le développement économique, il apparaît tout aussi capital de parfaire nos connaissances à propos du secteur informel, des droits de propriété qui y existent, et surtout, à propos des conséquences néfastes sur l'économie d'un pays d'une telle forme d'organisation sociale.

## CONCLUSION

Soumettre à l'examen deux types d'explication du développement économique et s'interroger sur leur pertinence respective, voilà l'objectif que nous poursuivions dans ce mémoire. Le temps est maintenant venu de rassembler notre propos et de nous demander non pas tant ce qui distingue ces deux approches mais plutôt en quoi celles-ci peuvent mutuellement s'enrichir. Car doit-on en effet obligatoirement trancher en faveur de l'une au détriment de l'autre, doit-on absolument privilégier une explication culturelle du développement, ou alors une explication centrée sur les droits de propriété ? Comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner dans le dernier chapitre, opposer tel que le fait De Soto une vision du développement axée sur la reconnaissance légale des droits de propriété de tous à une conception qui met de l'avant la culture nous apparaît fort discutable. De la même manière, sous-estimer l'apport de la loi et de ses implications économiques sous prétexte qu'elle ne constitue pas au sens strict un produit de la culture d'un pays est une position tout aussi difficile à soutenir. Voilà donc pourquoi nous tâcherons de cerner en dernière analyse ce qui réunit ces deux conceptions apparemment antagonistes avant de dire quelques mots des énormes difficultés auxquelles sont confrontées non seulement ces deux théories, mais plus fondamentalement toute tentative d'explication du développement économique. Enfin, il sera impossible de passer sous silence le fait que ni Landes ni De Soto ne semblent réellement prendre au sérieux la dimension proprement *politique* qui accompagne nécessairement le développement économique, et qui peut soit l'encourager, soit l'inhiber.

### **Quand la culture et les droits de propriété font bon ménage**

L'analyse du développement qui est celle de David Landes, résolument historique, se concentre pour l'essentiel sur les raisons qui ont conduit les pays occidentaux à exercer de nos jours une hégémonie politique et économique presque sans partage. Or, une fois écartés tous les facteurs qui n'ont eu à ses yeux qu'une importance secondaire, c'est vers la culture que Landes se tourne pour expliquer l'actuelle domination occidentale sur la scène internationale, et plus spécifiquement sur les rapports qu'entretiennent les valeurs culturelles de l'Occident avec l'innovation technologique. Ainsi, depuis le Moyen Âge, c'est principalement grâce aux progrès de la

technologie et de son nécessaire complément, la science, que l'Occident est devenu le principal moteur du développement économique dans le monde selon l'historien. Aussi entreprend-il de lire les événements les plus marquants des derniers siècles depuis cette perspective. Il convient donc de considérer ce que les grandes explorations, le colonialisme ou encore la Révolution industrielle doivent à l'amélioration des connaissances scientifiques et technologiques, et par conséquent aux valeurs culturelles qui sous-tendent ce perfectionnement.

Or, s'il est certes pertinent de scruter ce passé plus ou moins lointain en vue de mieux comprendre le présent, il reste que l'histoire est toujours en marche, quoiqu'aient pu en penser certains. À cet égard, le XX<sup>e</sup> siècle en fut un riche en bouleversements de toutes sortes, qui creusa encore davantage l'écart séparant les pays industrialisés – presque exclusivement occidentaux – des pays pauvres. Aussi, bien que Landes n'accorde peut-être pas à l'histoire mondiale récente toute l'attention qu'elle aurait méritée, la ligne directrice de son argumentation demeure néanmoins limpide. Ainsi, la science et la technologie eurent de nouveau une importance décisive au siècle dernier comme durant les précédents, et il en alla de même pour la culture. Celle-ci, d'ailleurs, en plus d'encourager ou de desservir le progrès scientifique et technologique, marqua également de façon considérable la manière dont les nations relevèrent les divers défis qui se présentèrent à elles à cette époque : la reconstruction après la Deuxième Guerre mondiale pour les pays d'Europe; l'indépendance nouvellement acquise pour plusieurs pays africains, latino-américains ou asiatiques; enfin, le passage d'une économie communiste à une économie de marché pour l'ex-URSS et ses anciens pays satellites, pour ne donner que quelques exemples.

Selon Landes, il y a donc tout lieu de croire que les valeurs culturelles continueront d'exercer une influence déterminante sur le destin économique des peuples dans les années, les décennies, voire les siècles à venir. Cela étant dit, il faut reconnaître qu'en dépit de l'opiniâtreté avec laquelle l'historien défend son explication culturelle du développement, il reste toutefois conscient de l'importance relative d'autres facteurs, et notamment de celle qu'il convient d'attribuer aux droits de propriété et, plus généralement, à la loi<sup>1</sup>. Mais dans la mesure où ces éléments ne sont pas aussi significatifs à ses yeux que ne peut l'être la culture, Landes se contente

---

<sup>1</sup> Cf. à ce sujet LANDES D. S., *op. cit.*, p. 217-218 et p. 256-273.

malheureusement de les effleurer et de les marginaliser, ce qui n'est évidemment pas l'avis de tous sur cette question.

Hernando De Soto, pour un, loin de tempérer l'impact des droits de propriété sur le développement économique, en a plutôt fait la catégorie maîtresse de son analyse dans *The Mystery of Capital*. Prenant par là-même le contre-pied de Landes, De Soto envisage le développement d'un État comme étant essentiellement le résultat de la mise en place d'un système de propriété formel adéquat; aussi la culture devient-elle accessoire, voire inutile. Devant un désaccord en apparence aussi radical, on peut avoir l'impression que les positions défendues par De Soto et Landes sont irréconciliables. À y regarder de plus près pourtant, on s'aperçoit qu'il est possible d'envisager le rapport existant entre les droits de propriété et la culture de façon beaucoup moins dichotomique.

Certains historiens du développement économique considèrent en effet que l'industrialisation d'un pays ne peut réellement prendre son envol sans l'avènement d'un système de propriété adapté à la réalité économique et sociale.

Historians of economic development like Douglass North and Robert Thomas assert that the creation of a stable system of property rights was the crucial development that permitted the process of industrialization to begin.<sup>2</sup>

Ce que suggère une telle affirmation, c'est que l'innovation technologique ne suffit pas pour qu'une nation s'industrialise, car une transformation du mode de production de cette envergure ne saurait survenir sans le soutien de divers dispositifs légaux qui encouragent l'investissement, offrent des garanties aux créanciers, stimulent la recherche en reconnaissant aux chercheurs des brevets sur leurs inventions, etc.

Par ailleurs, un pays qui s'engage sur la voie de l'industrialisation a tôt fait de se retrouver aux prises avec des problèmes qui n'existaient pas auparavant ou qui étaient de moindre importance, et qui risquent à ce moment de compromettre la poursuite de son développement économique. À cet égard, la sécurité des transactions devient un enjeu majeur à mesure que croissent les sommes requises pour démarrer une entreprise, pour couvrir ses dépenses de fonctionnement ou pour rembourser ses prêts. Dans ce contexte, comment s'y prend-on pour inciter les gens d'affaires à investir tout en les protégeant contre les revers de fortune ? Comment encadre-t-on la liquidation des biens d'une

---

<sup>2</sup> FUKUYAMA, F., *Trust, op. cit.*, p. 63

compagnie qui fait faillite ? Comment s'assure-t-on que les banques disposent de réserves monétaires suffisantes ? C'est précisément pour apporter des solutions à des difficultés de cet ordre que l'État légifère en la matière, dans le but de fixer les règles qui régiront l'ensemble des activités économiques. On peut donc considérer qu'un système légal bien établi, qui suppose nécessairement que les droits de propriété soient clairement définis et reconnus, est non seulement une condition de possibilité pour que l'industrialisation se produise, mais aussi pour qu'elle perdure dans le temps.

Il va sans dire que De Soto s'inscrit à merveille dans ce courant de pensée qui fait des institutions légales, et non de la culture, le moteur de l'industrialisation et, plus généralement, du développement économique d'une société. Car bien que les systèmes de propriété formels soient certes utiles à l'essor de l'industrie, leurs conséquences économiques ne s'y réduisent certainement pas puisque à son avis, la légalisation des droits de propriété des pauvres permet surtout à une nation d'accroître son marché, ce qui contribue du coup à une spécialisation économique plus grande et à davantage de transactions, deux facteurs qui stimulent la création de richesse.

Toutefois, reconnaître à sa juste valeur l'importance des droits de propriété et de la loi sur le développement économique des États ne saurait signifier qu'une telle perspective puisse pour autant se passer de la culture dans son explication, non plus qu'une approche « culturaliste » ne saurait exclure les institutions légales de son discours sans compromettre sa pertinence. Pour illustrer notre propos, reprenons d'abord l'exemple de l'industrialisation. En mettant l'accent sur l'innovation technologique et sur les valeurs culturelles qui la rendent supposément possible, on occulte tout ce que ce phénomène doit au système légal de la propriété; mais en faisant au contraire de la loi la pierre angulaire du processus d'industrialisation, on néglige l'apport de la culture, qui transparaît tant dans les nouvelles inventions qui révolutionnèrent le travail que dans l'organisation novatrice du mode de production qui accompagna ces avancées. Pourquoi ne pas faire alors de la culture *et* des institutions, à part égale, la clé du développement industriel des nations ?

De la même manière, refuser d'admettre que la culture d'un pays a quelque prise sur son système légal, lequel est censé fonder quelques-unes des interactions les plus significatives entre les membres d'une collectivité, voilà une position intellectuelle qui paraît difficilement défendable. Nous avons déjà exposé dans le précédent chapitre une

série de réserves quant à la possibilité d'évacuer complètement la culture des considérations liées à l'uniformisation des systèmes de propriété formels, et ces critiques s'appliquaient également de manière générale à toute tentative visant à dissocier la loi de la dimension culturelle d'une société. Dans la mesure en effet où le règne de la loi nécessite absolument une forte adhésion de la part de la population pour se développer, celle-ci s'engageant à la respecter et à en reconnaître l'étendue et la validité, il semble dès lors difficile de ne pas concevoir de lien entre la culture d'une société et le régime légal dont elle se dote<sup>3</sup>. De nos jours encore, la règle de droit n'est d'ailleurs pas la norme mais plutôt l'exception dans le monde, et le fait que cette primauté de la loi sur l'usage arbitraire de la force soit presque exclusivement une caractéristique occidentale semble appuyer l'idée selon laquelle la culture a bel et bien quelque chose à voir dans ce phénomène.

Aussi De Soto exagère-t-il lorsqu'il affirme que la culture n'a aucune incidence sur le développement économique des nations, non plus que sur la mise en place d'un système de propriété formel qui soit plus juste. Il parvient cependant à nous faire réaliser à quel point la loi mérite qu'on lui accorde une place plus grande dans notre analyse, de même qu'il souligne avec justesse qu'il importe de mieux cerner les conséquences économiques de l'extralégalité. En ce sens on peut donc considérer – à son corps défendant – que sa contribution à notre compréhension du développement, à savoir la nécessité pour les États du Tiers monde de reconnaître dans leurs systèmes légaux les droits de propriété des pauvres, ne s'oppose pas diamétralement à une conception qui fait de la culture le facteur clé du développement. On pourrait même être tenté de dire que les deux visions du développement proposées par Landes et De Soto apparaissent bien plus complémentaires qu'antagonistes, puisqu'il semble tout à la fois impossible de nier l'importance de la culture lorsqu'il s'agit de penser la loi, d'une part, de même qu'il apparaît absurde de sous-estimer d'autre part ce que la richesse d'un pays doit à son système légal, et en particulier à la manière dont ce dernier organise les droits de propriété.

---

<sup>3</sup> Encore que la nature de ce lien demanderait à être plus clairement établie. Les lois d'un pays ne sont-elles en effet que le reflet des valeurs de cette société ? Il est permis d'en douter, et c'est pourquoi cette question mériterait d'être approfondie.

## Les vertus du scepticisme

Mais chercher à unir ces deux points de vue apparemment opposés ne signifie pas pour autant que les difficultés liées tant à l'explication culturelle du développement qu'à celle qui privilégie l'uniformisation des droits de propriété disparaissent alors. Les problèmes posés par chacune de ces thèses demeurent, saillants, et il est capital de ne pas les esquiver si l'on souhaite réellement parvenir un jour à une compréhension plus étoffée de ce qui détermine la richesse et la pauvreté des nations. Du reste, l'apport d'autres disciplines, notamment de la géographie et de l'économie du développement (*development economics*) ne peuvent qu'enrichir notre connaissance du développement économique et en ce sens, toute analyse sérieuse de ce phénomène devrait minimalement en tenir compte.

Mais même en tâchant de fournir une explication du développement économique qui fasse la part belle à plusieurs facteurs et non à un seul, cela n'enlève pourtant rien à sa très grande complexité, dont nous avons pu prendre à maintes reprises toute la mesure dans les pages qui précèdent. Aussi peut-on se demander s'il est raisonnable de penser qu'une véritable *explication* du développement économique est à notre portée. Car n'oublions pas que pour tenter de rendre compte des causes qui ont mené certains États à la prospérité tandis que d'autres sont demeurés pauvres il faut idéalement faire intervenir une foule de considérations historiques, économiques, légales, politiques, bref, il nous faut avoir recours à un éventail de raisons qui s'emboîtent les unes dans les autres à la manière de poupées russes.

Ainsi, le moindre facteur censé avoir joué un rôle dans le développement économique d'un pays mériterait d'être scruté à la loupe, dans le but de s'assurer que nous ne nous fourvoyons pas quant à son interprétation. A-t-on bien saisi sa portée historique ? Comment mesurer son impact réel, et comment être certain que d'autres éléments plus significatifs ne nous ont pas jusqu'à présent échappé ? Ses causes sont-elles bel et bien celles que nous lui attribuons ? Et que dire de la comparaison des divers destins économiques des nations ? Ne pouvons-nous pas douter de l'acuité avec laquelle nous comparons la situation économique d'un pays donné il y a de cela quelques siècles avec celle d'autres contrées, parfois à l'autre bout du monde, à une époque assez reculée pour que nous ne disposions que de très peu d'informations fiables à leur sujet ? En somme, pour dire les choses crûment, ne vaudrait-il pas mieux renoncer au trop

ambitieux projet de vouloir expliquer dans sa plénitude le développement économique à l'échelle mondiale ?

Cette profonde réserve quant à la possibilité même de comprendre le développement économique, bien qu'extrêmement décourageante, n'en demeure pas moins tout à fait légitime. Dans une critique de l'ouvrage de Landes, Charles Tilly mentionne avec justesse que le travail de l'historien interroge notre capacité à saisir dans sa globalité un phénomène aussi vaste :

Meta-historically, Landes forces us to think whether and how, in principle and in practice, anyone could ever establish and explain a historical phenomenon so complex as the relatively rapid increase of per capita wealth in Europe and its extensions over the last two centuries as a whole. Have we any hope of identifying coherent phenomena at that scale, much less explaining them?<sup>4</sup>

Évidemment, ce scepticisme s'applique également à la thèse de De Soto, dont les prétentions intellectuelles sont à peine moins audacieuses que celles de Landes<sup>5</sup>. Et elle s'applique en fin de compte à n'importe quelle tentative visant à expliquer le développement, de la plus raffinée à la plus naïve et ce, quel que soit le point de vue qu'elle privilégie.

Mais une telle critique, aussi radicale soit-elle, n'a pourtant jamais empêché quiconque s'intéresse au développement économique de prétendre à tout le moins s'approcher de la vérité à son sujet, voire même de la détenir. Landes et De Soto n'auraient certainement pas investi autant d'efforts et de temps à s'échiner sur le cas du développement s'ils n'avaient pas tous deux été mus par ce désir, et il va évidemment de soi que les partisans d'autres approches du développement sont tout aussi persuadés de la véracité de leurs théories respectives. Mais étant entendu que le développement économique n'est pas une réalité qui se laisse aisément saisir, comment est-il alors possible de départager deux ou plusieurs théories concurrentes ? Certes, nous pouvons nous entendre sur le fait par exemple que l'Europe a eu durant quelques siècles un fort ascendant sur le reste de la planète, et que durant cette période les sociétés européennes prospérèrent comme nulle part ailleurs. Mais expliquer pourquoi il en fut ainsi est une autre paire de manches. Est-on en effet seulement *capable* de choisir objectivement la

---

<sup>4</sup> TILLY, C., « A Grand Tour of Exotic Landes », in *American Historical Review*, vol. 104, no. 4, octobre 1999, p. 1253.

<sup>5</sup> Landes note, à sa décharge, que son ouvrage ne se veut que l'amorce d'une réflexion. Mais il reste qu'il défend opiniâtrement ses idées tout au long de son livre, récusant avec vigueur les avis opposés au sien!



meilleure explication parmi celles qui existent, ou sommes-nous plutôt condamnés à ne pouvoir donner notre appui qu'aux arguments les plus séduisants, à ceux auxquels nous accordons le plus de valeur et de crédibilité ?

À la question de savoir quel est le facteur-clé du développement économique, Landes répond qu'il ne peut s'agir que de la culture, tandis que De Soto affirme pour sa part qu'il faut chercher dans la reconnaissance légale des droits de propriété la raison principale de la richesse ou de la pauvreté d'une nation. D'aucuns ont soutenu au contraire qu'il fallait considérer en premier lieu la géographie, cependant que d'autres ont plutôt argué en faveur d'une lecture strictement économique du développement et du sous-développement. Devant tant de visions contradictoires et en l'absence d'un critère pouvant nous permettre d'exercer de façon définitive notre jugement, le scepticisme est donc de rigueur<sup>6</sup>.

Enfin, il est impossible de ne pas dire quelques mots d'une autre difficulté majeure liée à l'étude du développement économique, qui concerne cette fois la définition même de ce que nous avons désigné tout au long de ce mémoire comme étant « l'Occident ». En délimiter les contours, voilà qui s'avère crucial car Landes et De Soto – comme presque tous ceux qui se penchent sur la question du développement – ont la fâcheuse manie d'opposer « l'Occident » au reste du monde, ce qui fait planer sur ce « concept » bien des interrogations. Car où commence et où se termine cette « entité » ? L'Europe en constitue certes le berceau, mais il est loin d'être clair que tous les pays qui en font partie ont eu historiquement une influence déterminante sur le monde, ni même qu'ils furent dans le peloton de tête des pays les plus riches. Certes, le Portugal et l'Espagne connurent leurs heures de gloire, mais elles furent vite passées et il fallut attendre la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour voir les habitants de ces pays accéder à une qualité de vie comparable à celles de leurs voisins français ou britanniques. Le pouvoir politique et économique, jadis concentré dans la péninsule ibérique et en Italie, se déplaça progressivement du Sud vers le Nord du continent européen, et en ce sens les pays méditerranéens laissés loin derrière ne sauraient être considérés comme de grands acteurs dans l'histoire récente de l'humanité.

---

<sup>6</sup> Pour de plus amples développements à ce propos cf. MOKYR J., « Eurocentricity Triumphant », in *American Historical Review*, *op. cit.*, p. 1241 et TILLY C., *op. cit.*, p. 1253.

Aussi convient-il davantage d'insister sur l'importance de l'Europe du Nord dans l'histoire du développement économique plutôt que sur celle de l'Occident. Mais là encore, il importe de distinguer les grandes puissances – la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne – et les autres. Et que penser des pays scandinaves ? Des pays de l'Europe de l'Est ? Sont-ils pris en compte dans notre analyse de la puissance « européenne » et, plus généralement, « occidentale » ? Le statut des colonies est également problématique, puisque la plupart sinon toutes celles qui se méritent le titre d'occidentales sont issues de l'ancien Empire britannique (Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande). D'aucuns diront que nous les considérons de la sorte parce qu'elles furent peuplées par des blancs, ou pour dire les choses plus gentiment, parce que le métissage y fut moins étendu qu'ailleurs dans le monde. Pourtant, ni le Chili, ni l'Argentine – dont les habitants sont pourtant majoritairement d'origine européenne – ne figurent dans la précédente liste. Quel est donc le critère qui nous permet de distinguer les Occidentaux des autres ?

Pour tenter de répondre à cette question, on peut d'abord s'en remettre à la culture. Telle est évidemment la position de Landes, pour qui le progrès de l'humanité est principalement attribuable à la civilisation occidentale – et tout spécialement à ses valeurs – ainsi qu'à sa diffusion à travers le monde. Or, à aucun moment de son ouvrage Landes ne se donne la peine de circonscrire ce qu'il entend lorsqu'il emploie le terme « Occident ». Au contraire, l'historien y va sans cesse d'une série de distinctions entre les divers pays d'Europe, avec comme toile de fond l'idée selon laquelle les valeurs propres à chaque pays dictèrent leur succès ou leur échec économique. Ainsi, c'est en se fondant sur leur culture respective que Landes explique pourquoi la Grande-Bretagne fut la première à s'industrialiser, pourquoi le développement rapide de la Hollande au XVII<sup>e</sup> siècle stagna rapidement par la suite, et c'est aussi en faisant référence aux valeurs culturelles de l'Espagne et du Portugal que l'historien s'explique leur déclin. Mais alors de deux choses l'une : ou bien il existe une culture proprement occidentale en dépit de toutes ses particularités nationales, ou bien une telle culture n'existe pas.

Si l'on tient à préserver l'idée selon laquelle il existe bel et bien quelque chose comme une culture occidentale commune, partagée par un certain nombre de pays – lesquels, exactement ? –, alors il faut être en mesure de dire en quoi elle consiste précisément. Or, étant donné la quantité phénoménale de considérations et de subtilités

dont il nous faut tenir compte lorsqu'il s'agit de penser la culture occidentale dans son entièreté, on peut dès lors se demander s'il nous sera un jour possible d'aller au-delà des simples généralisations, dont la portée explicative demeure limitée et contestable.

Aussi, concevoir d'une certaine façon l'Occident comme un bloc monolithique d'un point de vue culturel nous oblige à faire fi d'une large part de la réalité historique, notamment de l'isolement relatif de certains pays ou de certaines régions il y a quelques siècles, du morcellement politique qui a longtemps prévalu en Europe, et enfin du fait que les diverses cultures occidentales sont passées par une série de transformations au cours de leur histoire, pour le meilleur et pour le pire. De plus, faire reposer comme le fait Landes cette soi-disant culture occidentale commune exclusivement ou principalement sur des valeurs qui seraient partagées dans l'ensemble du monde occidental est une pure vue de l'esprit, dans la mesure où nous sommes déjà incapables de constater l'existence d'une telle homogénéité des valeurs à l'échelle des nations<sup>7</sup>. Cela est certes plus vrai dans nos sociétés pluralistes d'aujourd'hui que ce ne l'était jadis, mais il suffit d'évoquer la Réforme, les guerres de religion qui s'ensuivirent ou encore le statut des minorités en Europe ou en Amérique du Nord pour réaliser à quel point les valeurs divisent souvent les peuples plutôt que de les unir.

Définie de façon si étroite, c'est-à-dire comme étant le produit des valeurs propres à une civilisation, la culture ne saurait donc nous permettre de saisir l'originalité de l'Occident par rapport au reste du monde. Par contre, en intégrant les institutions à notre conception de la culture, ou en insistant sur ces dernières *au détriment* de la culture, c'est selon, peut-être s'approche-t-on alors de ce qui distingue le plus les pays occidentaux des pays qui ne le sont pas. Car il est vrai que l'Occident se caractérise par des institutions légales et politiques qui font figure d'exception à l'extérieur de ses « frontières ». Les systèmes politiques démocratiques et la primauté du droit en sont les deux plus éloquents exemples. Historiquement, ces arrangements institutionnels connurent une fortune beaucoup plus grande en Europe et dans les ex-colonies britanniques que nulle part ailleurs. Et si de nos jours de nombreux États aspirent à mettre en place de telles institutions, la fragilité de celles-ci représente pour le moment leur caractéristique la plus notoire.

---

<sup>7</sup> Pour une critique plus étendue de cette conception des valeurs communes comme ciment de la société, cf. HEATH, J., « The Myth of Shared Values in Canada », *The 2003 John L. Manion Lecture*, Ottawa, Canadian Centre for Management Development, 15 mai 2003.

D'une certaine façon, cela revient à dire que la vision qu'a De Soto de l'Occident dans son ensemble apparaît plus juste que celle que s'en fait Landes, ce qui ne veut toutefois par dire que sa thèse soit sans faille. Ce que cela démontre, en revanche, c'est qu'il est peut-être plus utile de définir l'Occident à partir de ses institutions plutôt qu'à partir de ses valeurs, les premières se laissant plus aisément saisir et étudier que les secondes. Mais pour séduisante qu'elle soit, cette conception plus « matérialiste » de l'Occident traîne néanmoins avec elle son lot de difficultés, notamment en ce qui concerne l'évolution des institutions à travers le temps, de même qu'en ce qui a trait au statut qu'il convient d'accorder aux institutions issues des pays plus pauvres de l'Europe. Il faut ainsi remettre en question, une fois de plus, cette tendance à gommer les différences existant entre les divers pays occidentaux dans le but de tous les faire entrer dans le même moule.

Après tout, il suffit de se remémorer que durant le XX<sup>e</sup> siècle l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie et l'Allemagne ont tous connu des régimes totalitaires où la démocratie et la règle de droit n'avait plus cours pour tempérer l'idée selon laquelle l'Occident a toujours été le parangon du libéralisme et du pluralisme politique. Bref, il n'y a pas d'un côté « l'Occident » et de l'autre le « Tiers monde », d'un côté le « Nord » et de l'autre le « Sud ». La réalité historique, économique, politique, sociologique du développement et du sous-développement est beaucoup plus complexe que ces catégories simplistes ne le laissent supposer, et c'est pourquoi il est nécessaire de prendre *aussi* en considération les particularités de chaque pays, et non pas seulement en quoi chacun d'eux peut être défini comme « occidental » ou « tiers-mondiste ».

### **Et le politique dans tout ça ?**

Si définir l'Occident depuis une perspective intellectuelle ou scientifique n'est pas une chose aisée, il n'en demeure pas moins que nous avons tous, intuitivement, une *certaine* idée de ce à quoi une telle notion renvoie. Or, il n'est pas absurde de penser que la conception la plus répandue, la plus populaire de ce qu'est l'Occident repose pour l'essentiel sur un savant mélange de représentations tout à la fois ethniques, culturelles et institutionnelles à propos des pays qui le composent. À cet égard, il est d'ailleurs intéressant de constater que ni Landes ni De Soto ne s'efforcent vraiment de lever le voile sur cette ambiguïté constitutive de la notion d'Occident dans leurs écrits.

Cette imprécision conceptuelle teinte également les nombreuses accusations et attaques dirigées à l'endroit des riches pays occidentaux, critiques qui sur le fond n'en demeurent pas moins pour la plupart légitimes. Il serait ainsi tout à fait naïf de croire que les pays les plus puissants et les plus riches du monde agissent toujours de bonne foi envers les pays pauvres – ou dans leurs relations internationales en général. C'est bien entendu toujours leurs propres raisons d'État, de même que l'intérêt de leurs firmes et de leurs citoyens qui priment, cela va de soi, sur ceux d'autrui. Cela est vrai aujourd'hui comme ce l'était hier, bien que les formes de domination aient certes changé et bien que l'on puisse croire qu'elles se soient amoindries. Du reste, il ne faut jamais perdre de vue qu'une bonne part de l'opulence de l'Occident n'a pas des origines glorieuses, comme nous le rappelle sans cesse l'honteux souvenir de l'esclavage et du colonialisme, et comme les innombrables critiques à l'égard des politiques des pays riches vis-à-vis des pays pauvres nous donnent aussi à penser de nos jours.

Pourtant, si certaines de ces critiques sont tout à fait pertinentes, entre autres celles qui insistent sur le rôle pernicieux joué par le FMI et la Banque mondiale dans l'endettement des pays du Tiers monde ainsi que dans la désagrégation de leurs structures sociales<sup>8</sup>, il faut néanmoins se garder de conclure que toute la misère du monde repose uniquement sur les épaules des méchants occidentaux. En effet, il ne faut pas oublier que les mauvaises politiques économiques des gouvernements des pays moins nantis sont aussi en partie à blâmer. Ainsi, si on en croit certains du moins, il semblerait que l'intervention gouvernementale dans les pays en voie de développement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – mis à part quelques notables exceptions bien sûr – aurait causé plus de tort que de bien<sup>9</sup>.

Voilà pourquoi il importe de conclure en soulignant à quel point le *politique* a exercé – et continue d'exercer – une influence déterminante sur la richesse et la pauvreté des nations, ce que Landes et De Soto tendent à négliger dans leur analyse respective. Car on peut certes arguer que l'Occident doit sa réussite économique et sa mainmise

---

<sup>8</sup> Pour une analyse plus détaillée des conséquences perverses des programmes d'ajustement structurel du FMI dans le monde, cf. CHOSSUDOVSKY, M., *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998, ainsi que STIGLITZ, J., *Globalization and its Discontents*, New York, W.W Norton & Company, 2002.

<sup>9</sup> Cf. à ce propos MYERS, R. H., « Defining Wealth and Some Twentieth-Century Patterns of National Wealth », in MYERS, R. H. (éd.), *The Wealth of Nations in the Twentieth Century*, *op. cit.*, p. 296-302, et tout particulièrement p. 297.

politique à sa culture, ou encore qu'il s'est développé parce que les États qui le composent ont su octroyer à l'ensemble de leurs citoyens des droits de propriété reconnus par la loi. Pourtant, on ne saurait exclure totalement de ce tableau les vicissitudes de l'histoire, où la dimension politique joue *toujours* un rôle crucial. Certes, il n'est pas aisé de tirer d'un phénomène humain aussi changeant des principes immuables. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille l'évacuer de notre étude du développement économique, puisque les guerres, les conquêtes, l'esclavage, le socialisme et le communisme, les traités économiques iniques, le libre-échange et son contraire, les coups d'État, les régimes totalitaires, la corruption, la mauvaise gestion publique et tout ce qu'on voudra bien ajouter à cette liste comme relevant du politique, loin d'avoir un impact mitigé, constituent au contraire un aspect fondamental de la richesse ou de la pauvreté d'une nation.

## BIBLIOGRAPHIE

BETHELL, T., *The Noblest Triumph. Property and Prosperity through the Ages*, New York, St. Martin's Griffin, 1999.

BOUDON, R., « L'éthique protestante de Max Weber : le bilan de la discussion », in BOUDON, R. et CHAUNU, P., *Valeurs et modernité*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 49-69.

BROMLEY, R. « A New Path To Development? The Significance and Impact of Hernando De Soto's Ideas on Underdevelopment, Production, and Reproduction », in *Economic Geography*, vol. 66, no. 4, octobre 1990, p. 328-348.

CHOSSUDOVSKY, M., *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998.

COASE, R. H., « The Institutional Structure of Production », in *American Economic Review*, vol. 82, no. 4, septembre 1992, p. 713-719.

COASE, R. H., « The Problem of Social Cost », in *Journal of Law and Economics*, vol. 3, octobre 1960, p. 1-44.

CROSSETTE, B., « Culture, Gender, and Human Rights », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 178-188.

DE SOTO, H., *The Mystery of Capital. Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books, 2000.

DIAMOND, J., *Guns, Germs and Steel: The Fates of Human Societies*, New York, W. W. Norton & Company, 1997.

EISENSTADT, S., « Les différents programmes de la modernité : le paradoxe du Japon », in *Valeurs et modernité*, sous la direction de BOUDON, R. et CHAUNU, P., Paris, Odile Jacob, 1996, p. 101-108.

ETOUNGA-MANGUELLE, D., « Does Africa Need a Cultural Adjustment Program? », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 65-77.

FAIRBANKS, M., « Changing the Mind of a Nation: Elements in a Process for Creating Prosperity », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 268-281.

FOWLER, J. (*Associated Press*), « Selon un rapport de l'OIT – Abolir le travail des enfants profiterait aux pays pauvres », *Le Devoir*, 5 février 2004, p. B3.

FUKUYAMA, F., « Social Capital », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 98-111.

FUKUYAMA, F., *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, Free Press, 1995.

GLAZER, N., « Disaggregating Culture », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 219-230.

GRAVEL, P., « Le stress du SRAS », *Le Devoir*, samedi et dimanche 27 avril 2003, p. B1-B2.

GUERRIEN, B., *Dictionnaire d'analyse économique*, Paris, La Découverte, 2002.

HARRISON, L. E., « Why Culture Matters », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. xvii-xxxiv.

HEATH, J., « The Myth of Shared Values in Canada ». *The 2003 John L. Manion Lecture*, Ottawa, Canadian Centre for Management Development, 15 mai 2003.

HECHTER, M., « Values Research in the Social and Behavioral Sciences », in HECHTER, M., NADEL, L. et MICHOD R. E. (éd.), *The Origin of Values*, New York, Aldine De Gruyter, 1993, p. 1-28.

HUNTINGTON, S. P., « Cultures Count », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. xiii-xvi.

HUNTINGTON, S. P., « The West Unique, Not Universal », in *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 6, novembre-décembre 1996, p. 28-46.

LANDES D. S., *The Wealth and Poverty of Nations: Why Some Are So Rich and Some So Poor*, New York, W.W. Norton, 1998.

*Le Devoir*, « Accès aux traitements : combler le gouffre entre riches et pauvres », d'après Libération et Reuters, lundi 8 juillet 2002, p. A1.

*Le Devoir*, « Vingt millions d'orphelins du sida d'ici 2010 », d'après Agence France-Presse et Reuters, mercredi 6 août 2003, p. A2.

MADDISON, A., « Growth Acceleration and Slowdown. Postwar Experience in Historical and Comparative Perspective », in MYERS, R. H. (éd.), *The Wealth of Nations in the Twentieth Century*, Stanford, California, Hoover Institution Press, 1996, p. 22-35.

MAIO, G. R., OLSON, J. M., et ALLEN L. et BERNARD, M.M., « Addressing Discrepancies between Values and Behavior: The Motivating Effect of Reasons », in *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 37, 2001, p. 104-117.



MOKYR J., « Eurocentricity Triumphant », in *American Historical Review*, vol. 104, no. 4, octobre 1999, p. 1241-1246.

MYERS, R. H., « Defining Wealth and Some Twentieth-Century Patterns of National Wealth », in MYERS, R. H. (éd.), *The Wealth of Nations in the Twentieth Century*, Stanford, California, Hoover Institution Press, 1996, p. 289-307.

NGIE TÊTA, I., « Le SIDA : entre brevets et système de santé », *Dire*, vol. 12, no. 3, juillet-août 2003, p. 17-18.

NORTH D. C., « Economic Performance Through Time », in *American Economic Review*, vol. 84, no. 3, juin 1994, p. 359-368.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie. Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, Paris, UNESCO, 2003.

PEYREFITTE A., *La société de confiance : essai sur les origines et la nature du développement*, Paris, Odile Jacob, 1995.

PORTER, M. E., « Attitudes, Values, Beliefs, and the Microeconomics of Prosperity », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 14-28.

SHWEDER, R. A., « Moral Maps, 'First World' Conceits, and the New Evangelists », in HARRISON L. E. et HUNTINGTON S. P. (éd.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. 158-176.

SMITH, A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Les grands thèmes*. Édité et préfacé par MAIRET, G., Paris, Gallimard, 1976.

STIGLITZ, J., *Globalization and its Discontents*, New York, W.W Norton & Company, 2002.

TEMIN, PETER, « Is it Kosher to Talk about Culture? », in *Journal of Economic History*, vol. 57, no. 2, juin 1997, p. 267-287.

TILLY, C., « A Grand Tour of Exotic Landes », in *American Historical Review*, vol. 104, no. 4, octobre 1999, p. 1253-1257.

WEBER, M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion, 2000.

WEBER, M., *Remarque préliminaire au recueil d'études de sociologie de la religion*, Paris, Flammarion, 2000.

ZIEGLER, J., *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002.